

CHAPITRE 4

PROJET- TEST

CHAPITRE 4: PROJET- TEST

4.1 GRANDES LIGNES DU PROJET

4.1.1 Introduction

A travers l'établissement du plan d'action dans la commune pilote, les sujets suivants ont été signalés:

(1) Augmentation du nombre de participants

L'établissement du plan d'action a été atteint avec la participation de nombreuses personnes, mais le plan d'action n'est toujours pas reconnu au sein de la majorité des habitants de la commune. Par conséquent, des actions afin d'étendre la participation de la population sont requises. Ces actions devraient attirer davantage la préoccupation des habitants et éveiller leurs esprits au changement.

(2) Renforcement de l'organisation de la commune et activation de l'organisation de la commune

Pour l'implémentation du plan d'action par les habitants de la commune, l'organisation de la commune, qui était le CDL dans le cas de N'djili, n'est pas bien expérimentée pour diriger la majorité des habitants afin de mettre en oeuvre le projet. Par conséquent, le renforcement de l'organisation de la commune et la reconnaissance de l'organisation par les habitants de la commune sont requis. Dans ce but, l'implémentation pratique d'un plan d'action par le biais duquel l'expérience et la direction de l'organisation de la commune peuvent être renforcées est nécessaire. Des activités animées mises en place par l'organisation de la commune se répandront parmi les habitants de la commune et les influenceront.

(3) Vérification du plan d'action et de sa méthode de mise en oeuvre

Le plan d'action est établi dans la commune pilote et il est proposé que sa mise en oeuvre soit réalisée par le biais de la participation des habitants de la commune. L'objectif principal du plan d'action est d'augmenter les activités des habitants de la commune afin d'améliorer leurs vies et l'environnement de la commune. A travers la mise en oeuvre pratique du plan d'action, l'efficacité du plan d'action devrait être vérifiée et s'enraciner parmi les habitants de la commune.

(4) Mise en oeuvre du projet pilote

En conséquence des sujets mentionnés ci-dessus, une mise en oeuvre du (des) projet(s) pilote(s) qui permet le renforcement de l'organisation de la commune, l'augmentation de la participation des habitants de la commune et la vérification du plan d'action est la mesure essentielle afin de réaliser le plan d'action. Par conséquent, le(s) projet(s) pilote(s) devrait(ent) disposer des éléments suivants:

- La participation de nombreux habitants de la commune
 - Une relation intime avec les problèmes actuels de la commune
-

- Des discussions mutuelles au sein de l'organisation de la commune sous l'initiative de l'administration communale
- L'implémentation du plan d'action sous la direction de l'organisation de la commune
- Un impact sur la majorité des habitants de la commune

En se basant sur les éléments ci-dessus, des projets pilotes ont été conduits et ce qui suit est la description de ces projets pilotes.

4.1.2 Objectif

Le "Projet-Test" peut se définir comme "un Test ou un essai pour démontrer l'efficacité d'un programme global". L'Etude a mis en œuvre 3 projets-tests tout au long de la période dévolue à la présente étude. Les principaux objectifs des Projets –Tests s'articulent comme suit :

- Selon les 5 secteurs repris dans le Projet du Rapport Final, Volume II, Plan d'Action, tels que 1) les Infrastructures urbaines, 2) la Santé et l'Assainissement/Hygiène, 3) l'Education et la Citoyenneté, 4) l'Emploi et l'Industrie, et 5) l'Eau et l'Energie, le Plan de Réhabilitation Urbaine a proposé une gamme variée de projets qu'elle recommande à la commune en vue de leur exécution en tant qu'actions pour la prochaine décennie .
- Les projets du Plan d'Action comprennent non seulement l'amélioration des équipements ou des infrastructures, mais également la méthode ou l'approche participative, plus particulièrement dans les secteurs de la "Santé et l'Hygiène/Assainissement" ainsi que celui de l'Education et de la Citoyenneté"
- Afin de mettre en oeuvre avec succès une variété de projets, le plan d'action vérifie le bon fonctionnement et l'efficacité des projets en cours. Dans ce contexte, l'étude a essayé de mettre en oeuvre certains projets pilotes afin de vérifier le plan d'action.
- Les projets pilotes ont également l'intention de tirer de précieuses leçons du processus d'essai et d'erreur dans les activités du projet. Les leçons tirées des projets pilotes seraient appliquées dans d'autres projets à l'étape d'implémentation.
- La méthodologie des Projets-tests est reprise dans les lignes qui suivent à la section 4.1.2.

4.1.3 Méthodologie

La Méthodologie des Projets-tests est décrite ci-dessous:

- A cause des contraintes budgétaires et de la limite de durée du projet, l'étude a sélectionné 4 projets pilotes dans la commune à partir du plan d'action. Bien que 4 projets semblent peu, l'étude a rassemblé suffisamment de leçons fructueuses pour exécuter les autres projets.
 - A travers les discussions entre le gouvernement provincial de Kinshasa, le bureau communal de N'djili et l'équipe d'étude, des projets pilotes ont été sélectionnés suivant les critères de sélection mentionnés en 4.2.1. Le processus de sélection était partagé avec les parties
-

prenantes appropriées, y compris les habitants de la commune au travers de comités de pilotage périodiques et de réunions des parties prenantes.

- De manière générale, les frais de fonctionnement des projets pilotes étaient assurés, confirmés par la JICA tandis que le Gouvernement Provincial de Kinshasa et la Commune de N'djili avaient apporté leur appui en déléguant des agents et cadres aux fins d'offrir leur soutien aux projets ainsi que dans la coordination des réunions à leurs propres frais.
- L'échelle et la durée des projets pilotes ont été fixées avec la taille et le budget appropriés afin d'assurer la réalisation durant la période de l'étude.
- La conception des projets pilotes était telle qu'ils puissent être reproduits par le bureau communal ou les habitants.

4.2 SELECTION DES PROJETS-TESTS

4.2.1 Mode de Sélection

Les Projets-tests ont été exécutés tout au long de l'Etude en vue d'examiner les activités communautaires pour l'amélioration de l'environnement vital ou le milieu de vie ainsi que pour l'identification des leçons tirées pour l'usage du Plan de Réhabilitation de la Commune de N'djili. Le mode de sélection des projets pilotes est présenté ci-après :

- Confirmation des problèmes actuels auxquels la commune de N'djili est confrontée,
- Confirmation des mesures urgentes d'amélioration requises dans la commune,
- Projets Pilotes potentiels pour chaque secteur,
- Evaluation des Projets -Tests potentiels,
- Sélection des Projets-Tests.

Les projets-Tests étaient sélectionnés en fonction de résultats de l'Enquête sociale sur les ménages organisée au cours de la présente Etude. Selon les résultats de l'Enquête sociale, les problèmes actuels s'articulent comme suit :

- les Infrastructures routières et les Systèmes de Transport Public ou en commun,
 - les Centres de Santé,
 - le Traitement et l'Evacuation des déchets,
 - les toilettes publiques,
 - La Campagne d'Assainissement,
 - l'Education Civique,
 - la délinquance juvénile
 - le chômage
 - le Centre de Formation professionnel.
-

Les problèmes susmentionnés étaient pris en compte dans la sélection.

4.2.2 Sélection des Projets-Tests

(1) Critères

Les Projets-Tests étaient sélectionnés en fonction des critères ci-après:

- Période d'exécution ou de mise en œuvre militée: le projet-test devrait être complètement réalisé dans une année, et ce, tout au long de la période dévolue à la présente étude,
- Budget limité ou contraintes budgétaires: Le budget alloué à la mise en œuvre des projets pilotes est limité.
- Les édifices publics ou installations publiques de la commune,
- Existence de la participation communautaire et de l'auto-prise en charge de la population locale de la commune.

(2) Sélection des Projets-Tests

Les projets-tests potentiels étaient sélectionnés à partir des secteurs des Infrastructures urbaines, la Santé et l'Hygiène/l'Assainissement, l'Industrie et l'Emploi ainsi que ceux de l'Eau et de l'Energie.

Tableau 4.2.1 Sélection des Projets - Tests

Types de projets	Aide publique à la Communauté	Volume ou dimension du projet	Délai ou période de construction	Renforcement du consensus pour les personnes concernées	Evaluation
Réhabilitation des routes	Très bonne	Approprié	Approprié		Applicable
Réhabilitation des routes non asphaltées/ Transfert de technologie	Très bonne	Approprié	Approprié		Applicable
Centre de Santé	Très bonne	Equipements suffisants ou limités	Equipements suffisants ou limités		Non applicable
Système d'Evacuation des Eaux usées	Très bonne	Grande	Grande		Non applicable
Traitement et Evacuation des déchets	Très bonne	Grande	Grande		Non applicable
Campagne d'Assainissement	Très bonne	Approprié	N.A		Applicable
Etablissements scolaires	Très bonne	Equipements suffisants ou limités	Equipements suffisants ou limités		Non applicable
Education Civique	Très bonne	Approprié	N.A		Applicable

Marchés	Très bonne	Equipements suffisants ou limités	Approprié	Nécessaire pendant la période de renforcement du consensus	Non applicable
Approvisionnement en eau	Très bonne	Grande	Grande		Non applicable

En conséquence, 4 projets notamment la Réhabilitation de la Route, la Réhabilitation ou l'Entretien des routes non asphaltées, la Campagne d'Assainissement ainsi que l'Education Civique ont été sélectionnés en tenant compte des critères repris ci-dessus.

4.3 EDUCATION CIVIQUE

4.3.1 Introduction

Tout au long du processus de conception du Plan de Réhabilitation urbaine de la commune de N'djili, l'Equipe d'Etude de la JICA a organisé des projets pilotes communautaires pour la commune et dont le premier est l'«Education Civique» visant le renforcement des capacités et la motivation des leaders d'opinion ou communautaires à partir de 13 CLD de la commune, et ce, dans une approche participative.

Selon les résultats et conclusions de l'Enquête sur les parties prenantes menée par l'Equipe d'Etude de la JICA en 2008, un des problèmes prioritaires de la commune demeure le renforcement des capacités des leaders ou dirigeants communautaires. La Société civile ou encore les Organisations communautaires (CBO) de N'djili ont joué le rôle de développement à la base ainsi que celui du plaidoyer, spécialement dans les secteurs de l'Education et de l'Hygiène ou Assainissement. Il existe diverses sortes d'associations dans la commune de N'djili. L'on citera par exemple les Clubs des jeunes et les Associations féminines. Cependant, l'implication de la population locale dans les travaux collectifs et volontaires semble ne pas être très remarquée. L'égoïsme règne parmi la population locale. Il existe également diverses sortes de problèmes sociaux tels que la délinquance juvénile, la discrimination due au genre ainsi que le manqué de respect des Droits de l'Homme. Pour résoudre ces problèmes et améliorer ainsi l'environnement vital, l'engagement des organisations de la société civile s'avère indispensable.

Au niveau de quartiers, chaque quartier a un CLD composé de 5 à 10 membres élus au sein du quartier. Les CLD avaient été initialement installés par la CTB/PAIDECO. Il faut cependant noter qu'ils n'avaient pas été actifs parce que le projet s'était retiré de la commune de N'djili sans y avoir exécuté une seule activité. Le Bourgmestre avait alors décidé de procéder à la réforme des CLD comme des organisations de développement communautaire représentant la population dans chaque quartier à l'issue du démarrage de l'assistance ou l'appui technique de la JICA à la commune. Néanmoins, les membres des CLD nouvellement élus n'étaient pas informés des actions de développement

communautaire malgré leur très grande motivation.

L'Education civique visait le renforcement des capacités des dirigeants/leaders communautaires en matière de planification, de mise en œuvre et de coordination des activités communautaires ainsi que le changement de leur attitude claire. La composante de l'Education civique consiste en des modules de formation de type classique ainsi que la planification des actions du développement communautaire par les participants.

4.3.2 Description de l'Education Civique

(1) Grandes lignes du Projet

Les grandes lignes des projets pilotes sont présentées ci-dessous:

Tableau 4.3.1 Grandes lignes du Projet sur l'Education Civique

Objectif général	Les CLD sont reconnus dans la communauté et sont capables de concevoir et de mettre en œuvre divers projets de développement communautaire dans la commune de N'djili dans le cadre des ODM, et ce, dans une approche responsable, participative et transparente.			
But du projet	Les membres des CLD sont en mesure d'animer le développement communautaire participatif à l'intention de la population locale en se basant sur les attitudes acquises, les connaissances et aptitudes, le respect des lois, les Droits Humains ainsi que la réalisation de la bonne gouvernance.			
Résultats	1. Les membres des CLD sont capables de regrouper leurs besoins en matière de développement communautaire de leur commune et sont totalement conscients de droits humains à travers les sessions de formation. 2. Les CLD préparent des plans d'action pour le développement communautaire dans chaque quartier, et ce, d'une manière participative.			
Activités	Janvier	Février	Mars	Avril
1-1 Préparation de la formation	—————			
1-2 Mise en oeuvre de la formation			—————	
2-1 Préparation ou conception des Plans d'Actions				—————
Apports ou contributions	Ressources humaines: (Personnel International et National de la JICA et de DMK) Matériels: (Syllabus, affiches/posters, autocollants) Formation: (modules) Activités/Evénements (Grande cérémonie d'ouverture, Journée Culturelle)			

(2) Sélection du Partenaire d'Exécution

Ce projet était exécuté par MULTINA DMK en sous-traitance. DMK a été sélectionnée à travers le processus d'appel d'offres. L'Equipe d'Etude de la JICA a nommé 11 organisations capables de participer l'appel d'offres. Les critères de sélection englobent entre autres: i) une riche expérience du développement communautaire, ii) une riche expérience des activités du niveau national et

international, iii) l'affectation d'un effectif suffisant du personnel au projet à exécuter en quelques mois, et iv) une base financière stable. Les Termes de Référence (ToR) du Projet d'Education Civique étaient distribués aux organisations retenues. L'on notera que seule Multina DMK avait déposé sa proposition de projet à l'Equipe d'Etude de la JICA. La proposition ainsi soumise et englobant la proposition technique aussi bien que la proposition financière était évaluée par la Commission d'Evaluation de l'Equipe d'Etude de la JICA. Comme résultat ou conclusion de l'évaluation globale, Multina DMK était sélectionnée en qualité de partenaire d'exécution.

(3) Phase préparatoire

L'Equipe d'Etude de la JICA partage sa vision et son approche en matière d'Education Civique avec le partenaire d'exécution, bien que Multina DMK connaisse déjà les problèmes auxquels la commune de N'djili est confrontée, et ce, à travers l'Enquête sociale sur les ménages organisée sous la supervision de l'Equipe d'Etude de la JICA. Les activités principales de la Phase préparatoire sont présentées ci après.

1) Renforcement des capacités du Partenaire d'Exécution

Le projet pilote s'est concentré sur le renforcement des compétences des dirigeants de la communauté concernant la facilitation et la mobilisation de la communauté par le biais d'une approche participative. L'expérience de Multina DMK en mobilisation participative de la communauté utilisant des compétences de facilitation a cependant été suffisante, en dépit du fait qu'elle soit une organisation compétente pour la gestion du projet pilote avec des compétences d'étude suffisantes. L'Equipe d'Etude de la JICA a ainsi assuré le transfert de technologie à l'organisation partenaire d'exécution au démarrage même du projet. A l'issue de la signature de l'Accord du Contrat, l'on a organisé des sessions de formation sur la méthode ou l'approche participative ainsi que sur la Gestion du Cycle des Projets (PCM)¹ avec le concours du personnel national de l'Equipe d'Etude de la JICA en vue de se familiariser avec la méthodologie et renforcer ainsi les capacités du personnel de DMK.. Les Experts Japonais ont organisé un atelier sur 'la mise en œuvre de l'Education Civique dans la commune de N'djili en synergie avec le personnel de Multina DMK. Ils ont ainsi organisé les mêmes ateliers en qualité de facilitateurs/animateurs en collaboration avec le personnel national/congolais de l'Equipe d'Etude de la JICA. L'accumulation de l'expérience comme facilitateurs a permis de renforcer les capacités de Multina DMK.

2) Sélection des Formateurs

A l'issue d'une série de réunions entre l'Equipe d'Etude de la JICA et Multina DMK, les travaux préparatoires pour la Campagne d'Education Civique avaient été lancés. L'Equipe d'Etude de la JICA et Multina DMK avaient ainsi déterminés les critères de sélection des participants pour l'Education Civique. Ces critères s'articulent comme suit : être membre du CLD, être disponible tout au long de la période/durée des sessions de formation, au moins 50% des jeunes et au moins 50% des femmes.

Multina a pris contact avec le Bourgmestre de la commune de N'djili ainsi qu'avec les représentants des CLD en vue de sélectionner les candidats appropriés à la formation et dûment sélectionnés parmi les membres des CLD. De ce fait les CLD ont sélectionné 130 membres. Les caractéristiques principales des participants sont présentées dans le tableau ci-dessous:

Tableau 4.3.2 Caractéristiques des participants à la formation

Sexe	Femmes: 22,6%, Hommes: 77,4%
Age	Moins de 29: 7,6%, entre 30-39: 33,3%, entre 40-49: 46,2%, entre 50-59: 7,5%, plus de 60 ans : 5,4%
Niveau d'instruction	Niveau tertiaire: 62,4%, Niveau secondaire: 35,5%, Niveau primaire: 2,1%
Profession	Fonctionnaires ou agents de l'Etat: 22,6%, Chômeurs: 22,6%, Commerçants: 15,1%, Ingénieurs: 7,5%, Couturières: 5,4%, Maraîchers/jardiniers: 5,4%, Ménagères: 4,3%, Autres: 17,1%

Dans le but de renforcer l'égalité du genre, l'on a sélectionné au moins trois femmes de chaque CLD en vue de participer aux sessions de formation malgré que les CLD n'aient pas pu sélectionner 50% au moins des femmes et des jeunes selon les critères de sélection. La plupart des participants étaient encore jeunes et bien instruits. Le projet pouvait ainsi sélectionner des dirigeants potentiels au sein de la commune.

3) Slogan et Matériels didactiques

Les idées sur l'Education Civique semblent très vastes et abstraites, particulièrement pour la population locale de la commune de N'djili. Par conséquent, le slogan de l'Education civique était identifié en tenant compte de la situation actuelle ainsi que des problèmes identifiés à travers l'Etude de la JICA et auxquels la commune se trouve confrontée. Il est apparu clairement nécessaire pour la population locale de changer leur attitude ainsi que leur comportement en vue d'un avenir meilleur pour la commune et se départir ainsi de la tendance actuelle à l'égoïsme. Le projet a créé un slogan qui s'articule comme suit: "*Nécessité de Changement*". Ainsi le projet a préparé une affiche/un poster et un autocollant sur l'Education Civique en français, Lingala et Kikongo. Ces matériels didactiques devaient ainsi promouvoir le slogan du projet "*Nécessité de Changement*" parmi la population locale et éveiller ainsi davantage leur attention. L'autocollant véhicule un message simple: "*Mbongwana*" et "*Mambu Masobele*" respectivement en Lingala et en Kikongo. L'affiche/le poster présente le changement de comportement de la population à partir de la situation problématique actuelle comparativement à la situation idéale. Ces matériels semblent contribuer à développer des images concrètes ainsi que des résultats de la campagne d'Education Civique sur la population locale.



Fig. 4.3.1 Autocollant du Slogan sur l'Education Civique

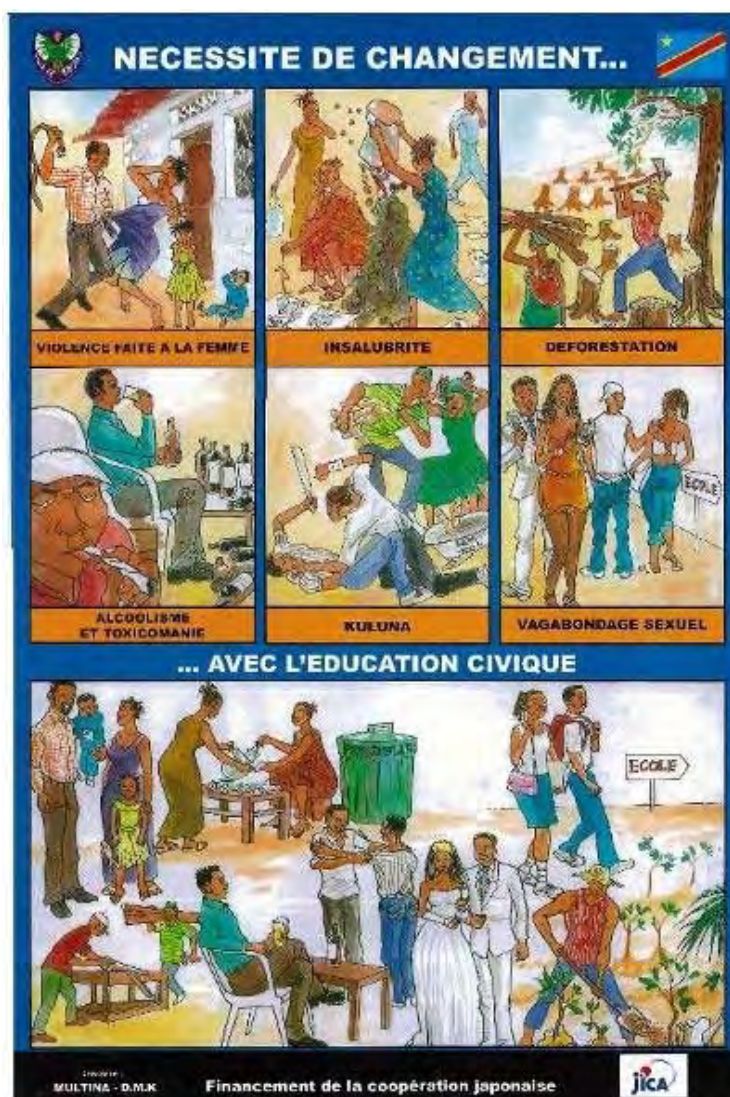


Fig. 4.3.2 Affiche sur l'Education Civique

4) Module et confection de la matière

L'approche ou la méthode de la Campagne sur l'Education Civique était basée sur la méthode participative. Dans un premier temps, les membres des CLD discutent et identifient les besoins et décident ensuite du contenu des modules par eux-mêmes. Dans cette optique, plusieurs ateliers ont été organisés en vue d'augmenter la prise de conscience des membres des CLD qui ont été la cible principale de ce projet. Les méthodes participatives ont été appliquées pour tous les ateliers en vue d'identifier les problèmes ainsi que les besoins de la commune et des membres de CLD en matière d'Education Civique. Les résultats et conclusions de ces ateliers ont servi à élaborer/concevoir les modules du programme d'Education Civique. Le programme ainsi élaboré à travers cet exercice comporte huit modules tels que l'indique le tableau ci-après :

Tableau 4.3.3 Modules d'Education Civique

No.	Module	Facilitateur/Animateur.Formatteur
1	Responsabilités citoyennes, individuelles et familiales	AJEPN M. Gustave Nsilulu
2	Bonne Gouvernance	GAAD/NPO & MULTINA-DMK
3	Droits de l'Homme et Respect de la Loi	Multina DMK
4	Problèmes à résoudre: Problèmes liés aux Citoyens et au Gouvernement	ADEC et Multina DMK
5	Besoins, Compétences et Responsabilités des Membres des CLD	Multina DMK
6	Communication et Règlement/Résolution pacifique des Conflits	Multina DMK
7	Préparation/Elaboration des Plans d'Actions	Multina DMK
8	Formation des Formateurs	GAAD et Multina DMK

Source: Equipe d'Etude de la JICA

La préparation des Plans d'Actions et la formation des formateurs ont été fondées sur la pratique tandis que les autres modules étaient plutôt des sujets théoriques. Multina DMK a procédé à la sélection des facilitateurs/animateurs/formateurs en son sein ainsi que dans les organisations partenaires afin d'animer les sessions de formation grâce à leur expertise sur les sujets. Les matériels didactiques étaient également préparés pour chaque session. Il faut cependant retenir que le manuel n'était préparé ni distribué aux participants pendant les sessions de formation parce que les candidats auraient ainsi tendance à ne pas se concentrer sur la lecture et les travaux en groupes si on leur remettait les manuels avant.

(4) Mise en oeuvre

A l'issue de la cérémonie d'ouverture, Multina DMK a exécuté des sessions de formation dont six modules théoriques, les plans d'actions ainsi que la formation des formateurs.

1) Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture de la Campagne d'Education Civique avait été présidée par le Bourgmestre de la Commune de N'djili le 5 mars 2009 en vue du lancement officiel des activités d'Education civique de l'Equipe d'Etude de la JICA. Plus de 700 personnes avaient pris part à la cérémonie d'ouverture rehaussée de la présence du Directeur de cabinet de Son Excellence Monsieur le Ministre

Provincial du Plan (actuel Ministre du Plan, Budget, Travaux Publics et Infrastructures), du Représentant de l'Ambassade du Japon, du Représentant du Bureau de la JICA en RDC, les membres des CLD ainsi que les autorités de la commune. La cérémonie a également consisté en la distribution des autocollants et des affiches/posters sur la Campagne d'Education Civique ainsi que des discours prononcés par les invités. La même semaine, en date du 7 mars, la Journée Culturelle de N'djili" était organisée en vue de promouvoir l'importance de l'Education Civique pour la communauté. L'atmosphère était heureuse et agrémentée par la musique et la danse congolaise.



Fig. 4.3.3 Cérémonie d'Ouverture et Journée Culturelle

Source: Equipe d'Etude de la JICA

2) Sessions de formation

La formation sur l'Education Civique a été organisée dans chaque quartier en l'espace de trois semaines à raison de deux sessions par semaine en vue de réduire la charge pour les participants. La session journalière était subdivisée en deux parties dont la première de 9:00 à 12:00 et la seconde de 13:00 à 15:00. Il y avait également un perdiem minimum en vue de ne pas bloquer les revenus des participants lors de sessions de formation. Ce perdiem était distribué sur une base hebdomadaire afin de s'assurer de la participation maximale des candidats. Chaque participant avait également reçu un sac/cartable contenant un bloc-notes, des stylos à bille ainsi que l'autocollant du slogan nécessaire pour permettre aux participants de se souvenir du message "Nécessité de Changement" du projet sur l'Education Civique. .



Fig.4.3.4 Sessions de formation et Sac/cartable plastique des participants

Source: Equipe d'Etude de la JICA

La session la plus intéressante pour les participants était le module 2: bonne gestion. Le module 6: résolution des conflits, était également un sujet populaire auprès des participants. A l'inverse, le module 4: identification des problèmes, et le module 5: rôles des membres des CDL dans le développement, étaient probablement difficiles à comprendre pour eux dans une si courte période. Les figures ci-dessous montrent l'intérêt des participants dans les six modules de formation théorique et le niveau de compréhension des participants pour chaque module.

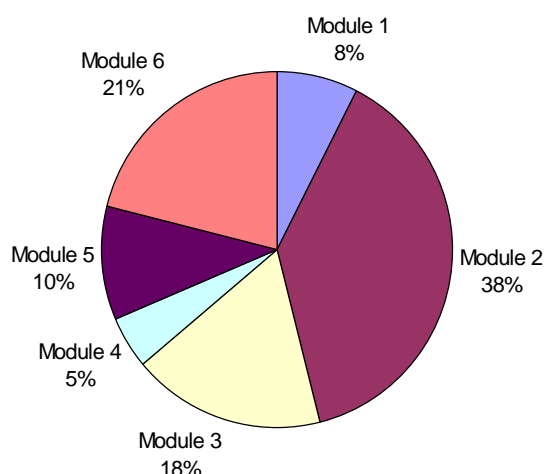


Fig. 4.3.5 Le Module le plus intéressant

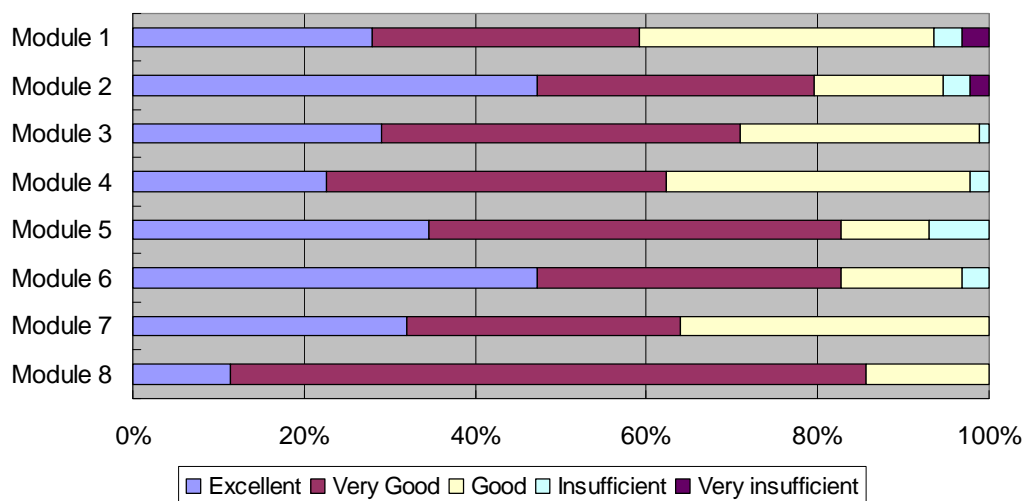


Fig. 4.3.6 Niveau de compréhension des participants dans chaque Module

3) Planification des Actions

Après les sessions de formation théorique, les participants ont discuté avec leurs voisins au niveau de leurs quartiers respectifs, des problèmes et des besoins de leur communauté. Les participants formés en leur qualité de représentants de chaque quartier ont présenté leur plan d'action. Les plans d'actions prioritaires actuels de 13 quartiers sont résumés dans le tableau ci-après.

Tableau 4.3.4 Plan d'Action des Quartiers tirés du Projet sur l'Education Civique

Quartier	Plans d'Actions
1	1. Amélioration de l'Environnement à travers l'assainissement 2. L'assainissement et la réhabilitation des caniveaux en vue de prévenir les érosions 3. Reboisement
2	1. Construction des caniveaux 2. Amélioration des conditions sanitaires à travers la campagne d'assainissement 3. Construction des toilettes publiques
3	1. Assainissement/curage des caniveaux 2. Education sur l'Hygiène 3. Construction des toilettes publiques
4	1. Education Civique 2. Assainissement et réhabilitation des caniveaux 3. Reboisement
5	1. Curage des caniveaux 2. Gestion des déchets solides 3. Construction des toilettes publiques
6	1. Gestion des déchets solides 2. Alphabétisation dans les installations existantes 3. Assainissement des marchés publics
7	1. Curage et réhabilitation des caniveaux en vue de prévenir les inondations et les érosions 2. Sensibilisation sur le développement communautaire à travers l'Education Civique 3. Création d'un Centre de Formation Professionnelle pour les Jeunes
8	1. Construction des caniveaux 2. Gestion des déchets solides 3. Amélioration des activités agricoles
9	1. Campagne d'Education Civique pour les chefs de rues 2. Amélioration de l'Assainissement grâce à la Brigade d'Assainissement et le compostage 3. Construction du Marché des produits maraîchers (le site est déjà identifié).
10	1. Curage et réhabilitation des caniveaux 2. Gestion des déchets solides 3. Réhabilitation des écoles primaires
11	1. Campagne de Conscientisation sur les abus de la drogue à travers l'Education Civique 2. Gestion des déchets solides 3. Curage du caniveau vers la rivière N'sanga
12	1. Curage des caniveaux et instauration d'un système de curage 2. Gestion des déchets solides par le compost et le recyclage 3. Construction des établissements scolaires et leur utilisation efficiente
13	1. Construction des bureaux pour les CLD 2. Réhabilitation de l'Ecole Yanda 3. Curage des caniveaux et Gestion des déchets solides

Source: Equipe d'Etude de la JICA

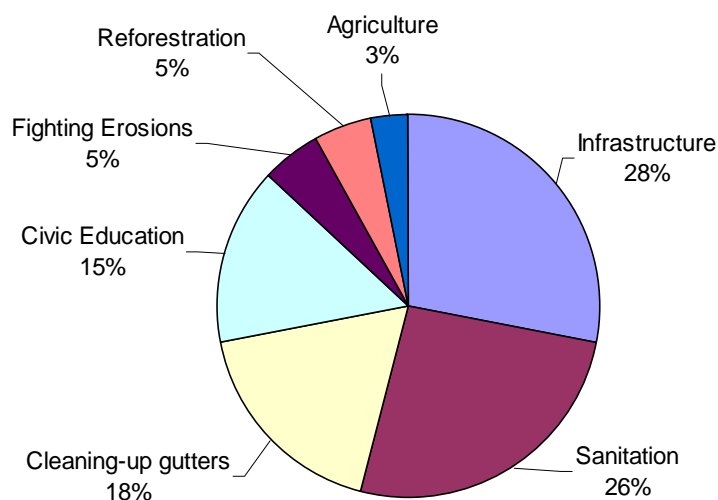


Fig. 4.3.7 Actions prioritaires des Quartiers

La Figure ci-dessus montre les besoins prioritaires de 13 Quartiers. Le développement des infrastructures et l'amélioration des conditions sanitaires constituent des problèmes hautement prioritaires. Il était difficile de résoudre certains problèmes sans ressources extérieures comme pour la construction des écoles. L'Equipe d'Etude de la JICA a animé les participants de manière à ce qu'ils prennent en compte l'utilisation de leurs propres ressources en vue de changer leurs conditions. Les participants ont alors discuté les plans d'actions prioritaires pour la commune de N'djili et sélectionné les trois plans d'actions prioritaires tel que l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau 4.3.5 Plans d'Actions de la Commune par les participants

Priorité	Description
1	Extension de l'Education Civique
2	Curage des caniveaux et Gestion des déchets solides
3	Développement des infrastructures (les caniveaux, les toilettes publiques et le système de drainage constituent une très grande priorité).

Source: Equipe d'Etude de la JICA

L'extension de l'Education Civique a été sélectionnée comme la plus grande priorité de leur plan d'action étant donné que les participants ont reconnu l'Education civique comme constituant le socle du développement communautaire et du changement de mentalité de la population.

4) Formation des Formateurs (TOT)

Il y a eu des besoins énormes d'extension de la Campagne sur l'Education Civique à l'issue de la mise en oeuvre du Projet sur l'Education Civique. La formation des formateurs pour l'Education Civique a été organisée en vue de répondre aux besoins exprimés. Trois facilitateurs/animateurs potentiels ont été sélectionnés parmi les dix candidats de chaque quartier. Les cinq Modules de formation théorique, à l'exception du Module 5 avaient été revus par les candidats formés et ils ont ensuite organisés des

sessions de formation d'essai.

5) Cérémonie de clôture.

La cérémonie de clôture du Projet sur l'Education Civique était présidée par le Bourgmestre de la Commune de N'djili le 18 avril 2009. La cérémonie a été combinée avec la cérémonie d'ouverture ou de lancement de la Campagne d'Assainissement, un projet pilote de l'Etude de la JICA en vue d'assurer la continuité de l'appui/ de l'assistance et la motivation de la JICA découlant du projet sur l'Education Civique. Plus de 200 personnes avaient pris part à la cérémonie de clôture de la Campagne sur l'Education civique ainsi qu'à l'ouverture ou au lancement de la campagne sur l'assainissement rehaussées de la présence du représentant du Ministère Provincial du Plan, de l'Equipe d'Etude de la JICA, des membres des CLD ainsi que des autorités de la commune. La cérémonie avait consisté en la distribution des brevets de participation aux 129 participants ainsi que des discours par les invités.

4.3.3 Evaluation

(1) Réalisation

Le but poursuivi par le projet a été réalisé. 129 participants sur un effectif total de 130 ont terminé la session de formation et obtenu les brevets de participation. Le taux de participation aux sessions de formation était très élevé, c'est-à-dire 95%. Selon l'Enquête du Questionnaire d'Evaluation des participants, ils étaient tous satisfaits des modules d'Education Civique. De même, 85% d'entre eux ont admis être en mesure de comprendre les contenus des modules. Comme résultat, les membres des CLD qui ont pris part au projet sur l'Education Civique ont changé leur attitude et leur mentalité à travers les sessions de formation. Ils ont fait montre de responsabilité accrue en leur qualité de membres de CLD en exprimant leur intérêt dans plusieurs problèmes de la commune tels que les problèmes de l'environnement et de l'hygiène/la salubrité dans la commune. Ils ont également fait preuve d'initiatives comme organisateurs ou animateurs du développement communautaire en concevant de petits projets qu'ils peuvent eux-mêmes mettre en œuvre.

En outre, les participants ont préparé des plans d'action en synergie avec la population de leurs quartiers respectifs en utilisant les aptitudes d'animation/de facilitation qu'ils ont apprises et acquises lors du projet sur l'Education Civique. C'était là l'un des résultats du projet.

(2) Impact

1) Impact positif

Les ONG locales qui ont participé à la Campagne d'Education Civique ont initié des programmes d'Education Civique dans les écoles ainsi qu'à l'intention d'autres habitants. Un Evêque de la commune de N'djili a également organisé la campagne en vue de répondre aux besoins des églises et des leaders/dirigeants communautaires en matière d'Education Civique. La poursuite de ces activités

et le projet pilote ont grandement attiré l'attention, non seulement des parties prenantes, mais également des autres communes de la ville de Kinshasa. Pour illustrer cette situation, les communes voisines de N'djili, c'est-à-dire Masina, Kimbanseke, Matete et Kinsenso ont exprimé le besoin d'étendre la Campagne d'Education Civique ainsi que celle sur l'Assainissement dans leurs communes et quartiers. Au niveau du gouvernement provincial et communal, les agents de l'Etat souhaiteraient voir l'Education Civique s'étendre également à eux pour une meilleure coordination et un impact solide et une bonne collaboration entre les dirigeants et les organisations communautaires à la base. Au niveau de la commune de N'djili et du Gouvernement Provincial de Kinshasa, ils ressentent tous le besoin pour le changement des mentalités et de comportement. Ce sont donc là des signes positifs de l'extension des idées de la campagne sur l'Education Civique qui a contribué au changement des mentalités de la population et des dirigeants locaux.



Fig. 4.3.8 Extension de l'Education Civique par l'initiative locale

Source: Equipe d'Etude de la JICA

Certains plans d'action qui étaient préparés lors du projet pilote ont été exécutés à l'initiative des membres des CLD qui ont participé aux sessions de formation en Education Civique. A titre d'exemple, les activités de curage des caniveaux et de plantation ont été exécutées dans certains quartiers. Outre leurs propres actions, une ONG² locale a, au nom des participants préparé et soumis une proposition de projet sur la construction des toilettes publiques dans la commune de N'djili à l'Ambassade du Japon. Les membres des CLD ainsi que les agents et cadres de la commune de N'djili se sont engagés à jouer leur rôle dans l'exploitation, la gestion et l'entretien des toilettes en collaboration avec l'ONG à l'issue de travaux de construction. Par exemple, le Quartier 13 est devenu le Quartier Pilote de la Commune de N'djili concernant les activités de développement et l'implication de la population locale dans les activités de développement. Le CLD du Quartier 13 a organisé avec succès la formation en Education Civique sur la base des modules de la JICA/Multina-DMK. La formation a connu la participation de plus de cent personnes dont plusieurs femmes. Les facilitateurs ou animateurs étaient venus du CLD Quartier 13. Il faut retenir ici que les femmes ont été très actives et se sont révélées meilleures animatrices.



Fig. 4.3.9 Mise en œuvre des Plans d'Action par l'initiative locale

Source: Equipe d'Etude de la JICA

Il y a eu un impact positif quant à la collaboration avec d'autres projets. Les membres des CLD suffisamment motivés se sont révélés actifs dans leur implication dans le projet sur la Campagne d'Assainissement. Les membres de la contrepartie qui ont suivi la formation au Japon avaient souhaité promouvoir les activités d'Education Civique dans la Commune de N'djili en s'inspirant de l'expérience du Japon en matière de développement communautaire qu'ils ont pu apprendre au Japon.

2) Impact ou effet négatif

Il n'y a pas eu d'impacts/d'effets négatifs majeurs à signaler en ce qui concerne les projets pilotes.

(3) Durabilité

Le projet pilote a contribué à asseoir une base pour le développement communautaire à l'initiative des CLD. Néanmoins, il serait trop prématuré de déterminer la durabilité des CLD. Actuellement, il leur est encore difficile de maintenir le fonctionnement de cette structure sans l'intervention extérieure, bien qu'ils aient lancé les plans d'action à leur propre initiative. Leur durabilité est encore tributaire de la disponibilité des fonds pour pouvoir fonctionner comme un point focal de développement communautaire. De plus, la durée de leur motivation en qualité d'animateurs du développement communautaire pourra déterminer sa durabilité comme point focal et leader réel du développement communautaire.

4.3.4 Leçons tirées et Recommandations

(1) Leçons tirées/apprises

1) Utilisation des ressources locales disponibles

Il sied de noter qu'il y a eu quelques résultats positifs de la Campagne sur l'Education Civique, résultats tirés des facteurs de promotion qui existent déjà au sein de la communauté et des membres des CLD. Ces facteurs constituent la volonté des leaders communautaires pour le changement, leaders qui ont exprimé leur intérêt dans l'Education Civique et qui ont reconnu la nécessité de

changement des mentalités dans le chef des dirigeants communautaires lors de l'Etude précédente. De plus, les dirigeants des CLD ainsi que les leaders communautaires étaient déjà suffisamment motivés par les interventions antérieures de l'Equipe d'Etude de la JICA à la commune. Il est également important de souligner la forte collaboration du Bureau communal, la collaboration du Bourgmestre et son intérêt à changer la commune de N'djili en particulier.

2) Répondre aux intérêts publics

L'intérêt public pour l'Education Civique a également été très grand succès créant ipso facto une bonne base pour une réaction positive de la communauté à l'égard de l'Education Civique. Ce vaste intérêt des habitants de la commune pour l'Education Civique trouve sa justification dans les mauvaises conditions de la salubrité et de l'environnement dans la commune de N'djili ainsi que des services publics déficitaires fournis par le Gouvernement de la Ville-Province de Kinshasa. Les habitants de N'djili se préoccupaient déjà de leurs conditions de vie et avaient senti la nécessité d'améliorer leur vie quotidienne. Ce genre de questions sur leurs propres conditions de vie avait suscité une forte motivation pour le changement de leurs habitudes et le changement des mentalités à réaliser quelque chose par eux-mêmes.

3) Renforcement des capacités du Partenaire d'Exécution

Une des réalisations importantes lors de la préparation de la Campagne d'Education Civique consistait à assurer la formation des formateurs au principal noyau du Partenaire d'Exécution/IP en synergie avec les Coordonnateurs des Projets de la JICA. Des cours intensifs visant à augmenter les connaissances et la capacité par la méthode participative leur étaient assurés par l'Equipe d'Etude de la JICA. Ils ont ainsi acquis l'approche ou méthode participative en vue de maximiser les apports des participants en s'assurant que tous les processus se déroulent d'une manière participative et non dans une approche de haut en bas.

4) Méthode d'enseignement

L'approche participative revêt une grande importance dans la mobilisation de la population et l'animation ou la facilitation des activités de développement communautaire. L'atelier participatif comme méthode de formation n'est cependant pas très connue en RDC bien que les candidats à la formation soient plutôt habitués à la formation du type de conférence. Ainsi, l'Equipe d'Etude de la JICA a d'abord organisé le renforcement des capacités tel que signalé ci-haut. Les aptitudes d'animation ou de facilitation des candidats formés ont été améliorées à travers les sessions quoique leurs aptitudes aient été insuffisantes au début de la formation. Selon l'Enquête sur le Questionnaire d'Evaluation, 89% des participants ont été satisfaits de la méthode participative pour la formation.

5) Slogans simples et faciles

Des slogans simples et faciles comme "*Mbongwana*" et "*Mambu Masobe*" ou encore "*Nécessité de Changement*" respectivement en Lingala et Kikongo ont été très efficaces pour la communauté et

les participants afin de se souvenir de l'importance et de l'impact de l'Education Civique. En outre, le terme Japonais "*Kaizen*" qui signifie un meilleur changement ou encore une amélioration permanente était également introduit à travers une vidéo sur l'Expérience du Japon d'après-guerre en matière de développement communautaire, et ce, dans la dernière phase de la formation. Ces slogans étaient répétés à haute voix à plusieurs occasions aux fins d'une impression régulière sur les participants. Ce fut tellement efficace que même une querelle qui s'était développée au sein des participants fut dissipée en invoquant ces slogans pour rappeler aux participants de résoudre leurs conflits de manière pacifique.

6) Utilisation de la langue locale

Certains candidats formes ont organisé des conférences en français à leur propre initiative. Cependant, les conférences organisées en français n'étaient pas très bien accueillies par les participants. Il est dès lors important de recourir aux langues locales pour ce genre de formation et de veiller au respect de la culture locale. L'utilisation d'une langue locale comme le Lingala et le Kikongo peut aider les candidats à la formation à mieux comprendre et à créer un sentiment de proximité.

7) Matériels didactiques

Les aides visuelles telles que les affiches, les autocollants et les vidéos facilitent la bonne compréhension des principes par les participants. Ils peuvent concevoir des images concrètes ou réelles des problèmes et des situations idéales à partir du poster/de l'affiche et de l'expérience de l'Esprit Kaizen du Japon d'après-guerre dans la vidéo. En collaboration avec le projet sur la Campagne d'Assainissement, les affiches/posters de l'Education Civique et de la Campagne d'Assainissement des places publiques dans la commune de N'djili contribuent à la prise de conscience de la population locale au sujet des problèmes. Selon l'Enquête d'Evaluation après le projet, 42% pourcent de la population connaissent les affiches/posters et les messages.

8) Participation des femmes

Selon la tradition, la participation des femmes dans le développement communautaire n'est pas très connue à N'djili. Cependant, lors des sessions de formation, il y a eu une importante participation des femmes ainsi que leur contribution. Les femmes ont semblé connaître les problèmes de leur vie quotidienne ainsi que leur communauté mieux que les hommes. Elles connaissent aussi bien leurs ressources actuelles et leurs potentiels sans exiger des ressources extérieures. L'utilisation des femmes dans le domaine du développement communautaire semble être indispensable en vue de promouvoir le développement de la commune.

9) Utilisation du Personnel national

Ceci constitue une leçon pour les agences d'aide. L'Equipe d'Etude de la JICA a recruté et employé quatre coordonnateurs nationaux dont deux hommes et deux femmes afin d'assurer le suivi des projets pilotes. Ils ont suivi toutes les sessions de formation en tant qu'observateurs et ont contrôlé les

activités conduites par les IP. Leur contribution était positive et ils ont pu identifier des problèmes dans le déroulement des activités et prêter une oreille attentive aux participants et ont fait rapports aux partenaires d'exécution en vue d'améliorer les activités. De plus, ils ont réussi à instaurer une collaboration étroite avec les autorités communales, les CLD, les ONG locales ainsi que d'autres Associations.

(2) Recommandations

1) Rôles et Responsabilités des CLD en matière de Développement Communautaire

Bien que ces éléments constituent les aspects essentiels pour les résultats du projet pilote, il est encore trop prématuré d'en évaluer les résultats. Néanmoins, la plupart des membres des CLD qui ont pris part à la Campagne d'Education Civique ont fait montre d'une forte motivation et responsabilité pour le développement communautaire dans la commune. Par conséquent, il est important d'assurer que cette motivation soit maintenue en gardant ces membres des CDL dans le processus de prise de décisions et en les laissant exprimer leurs opinions sur les projets de développement de la communauté.

2) Appui permanent aux CLD

Selon le point de vue des CLD, le processus de développement communautaire va de pair avec le changement des mentalités. De ce fait, le changement des mentalités devrait se focaliser principalement sur les jeunes et les femmes. Du point de vue des CLD en ce qui concerne le changement durable des mentalités et le développement communautaire, l'on recommande d'y impliquer les écoles, les églises, les Clubs des Jeunes, les Associations féminines ainsi que les petites et moyennes entreprises et les ateliers de réparation automobile, les vendeurs et vendeuses des marchés et les maraîchers et maraîchères. La durabilité du fonctionnement ou de l'existence même des CLD ne peut pas encore être assurée à cette étape. Leur existence fonctionnelle constitue un prérequis pour le développement communautaire ainsi que pour le mécanisme le plus efficace à long terme. En conséquence, il serait nécessaire d'assurer une certaine assistance comme l'animation ou la facilitation permanente pour préparer une proposition de projet et organiser de sessions de remise à niveau en vue de conserver l'impact de la session d'Education Civique. De plus, le changement des mentalités et les actions qui s'y rapportent ne peuvent pas être réalisés dans une courte période de temps. De ce fait, des interventions permanentes à travers diverses manières devraient être assurées tout en véhiculant des les idées de l'Education Civique. L'Autorité communale et le Ministère Provincial du Plan devraient leur apporter leur soutien en servant de leur expérience tirée du projet d'Education Civique ainsi que de la formation reçue au Japon en qualité de la contrepartie de l'Equipe d'Etude de la JICA.

3) Expansion de l'éducation civique dans d'autres communes à Kinshasa

MINIPLAN prévoit d'établir des CDL dans toutes les communes de l'agglomération de Kinshasa en utilisant l'expérience et les leçons tirées de l'étude de la JICA à N'djili, ainsi que CTB/PAIDECO. Les

matériaux développés pour l'éducation civique par Multina DMK et ce rapport seront bénéfiques pour les planificateurs et les praticiens de l'éducation civique dans l'avenir.

4) Collaboration avec d'autres projets de Développement

Il s'avère nécessaire d'assurer une coordination étroite et une forte relation aux autres projets de développement en vue de conserver l'impact de l'Education Civique grâce à l'implication des membres des CLD dans la sélection des participants et en déterminant les critères de sélection. Les composantes de l'Education Civique dans d'autres projets de développement, comme par exemple l'organisation de courtes sessions de formation en Education Civique au cours de la période de formation pourraient avoir un impact positif.

4.4 CAMPAGNE D'ASSAINISSEMENT

4.4.1 Introduction

Selon les résultats de l'Enquête des parties prenantes organisée par l'Equipe d'Etude de la JICA en 2008, un des problèmes prioritaires consistait en l'amélioration des conditions sanitaires. Des quantités énormes d'immondices qui jonchent les rues et bouchent les caniveaux dans chaque quartier constituent une des causes graves de maladies. De plus, un tel environnement malsain a tendance à diminuer le sens des responsabilités sociales de la population. L'environnement insalubre ou malsain devrait alors être change tant sur le plan physique que mental. Il est également urgent de dégager les immondices à travers les activités de ramassage ou de collecte des déchets avec la participation de la communauté. Les habitants de chaque quartier peuvent régulièrement nettoyer leur quartier en même temps que la collecte des déchets existants par les ONG. Il est nécessaire pour les habitants de réduire simultanément le volume des déchets qu'ils produisent par jour. L'on peut par exemple éviter d'utiliser les sachets plastiques. En outre, les habitants peuvent effectuer un pré-tri des déchets entre déchets organiques et déchets recyclables. Il est ensuite nécessaire qu'il y ait un changement d'attitude des habitants à l'égard du traitement et de l'évacuation des déchets.

4.4.2 Description de la Campagne d'Assainissement

(1) Grandes lignes du Projet

Les grandes lignes de ce projet sont reprises comme suit:

Tableau 4.4.1 Grandes lignes du Projet sur la Campagne d'Assainissement

Objectif général	Les déchets solides dans les rues-cibles, les marchés publics et les caniveaux sont régulièrement ramassés et évacués à l'initiative des CLD.			
But du projet	Création des actions durable à la base en vue de réduire le volume des déchets solides et entretien des caniveaux dans chaque quartier.			
Résultats	1. Des comités sont installés dans les 13 quartiers et les 4 marchés en vue d'un système durable de gestion des déchets solides dans la communauté 2. Les membres des CLD et la communauté acquièrent des connaissances sur la manière dont il faut réduire le volume des déchets solides. 3. Les marchés publics, les rues, avenues et caniveaux sont nettoyés par la communauté. 4. Une organisation communautaire de recyclage des plastiques est opérationnelle en vue de recyclage des déchets plastiques.			
Activités	Février	Mars	Avril	Mai
1-1. Discuter un bon système de gestion durable des déchets solides dans la commune de N'djili	_____			
1-2. Installer des comités de gestion des déchets solides dans les 13 quartiers et les 4 marchés publics.			_____	
1-3. Elaborer un Plan de fonctionnement et d'entretien pour la gestion des déchets solides dans chaque quartier et marché.			_____	
2-1. Concevoir des matériels de formation dont les affiches/posters pour la formation des formateurs et la campagne de prise de conscience			_____	
2-2. Organiser la campagne sur l'Hygiène et la réduction des déchets solides dans les 13 quartiers et les 4 marchés publics.			_____	
3-1. Préparer un plan et des dispositions logistiques pour les activités d'assainissement			_____	
3-2. Mettre en oeuvre les activités d'assainissement dans les rues-cibles, les marchés et les caniveaux			_____	
4-1. Instaurer un système de recyclage des plastiques et des déchets plastiques			_____	
4-2. Mettre sur pied une organisation de recyclage des déchets plastiques			_____	
Apports	Ressources humaines: (Personnel international et national de la JICA, personnel CISP) Matériels de formation: (Syllabus, affiches/posters) Equipements et un autre budget alloués à la campagne d'assainissement ainsi qu'aux sessions de formation et de sensibilisation Main-d'oeuvre de la commune			

(2) Sélection du Partenaire d'Exécution

Ce projet a été exécuté en sous-traitance par *Comitato Internazionale per lo Sviluppo dei Popoli* (CISP), une ONG Internationale. CISP a été sélectionnée à travers le processus normal d'appel d'offres. L'Equipe d'Etude de la JICA avait retenu – pour l'appel d'offres-, 11 organisations jugées à même d'exécuter le projet. Les critères de sélection englobent entre autres: i) une riche expérience du développement communautaire, ii) une riche expérience des activités tant du niveau international que national, iii) affectation d'un effectif suffisant de personnel pour le projet à exécuter en quelques mois, et enfin iv) une base financière stable. Les Termes de Référence (ToR) pour le projet sur la Campagne

d'Assainissement étaient distribués organisations retenues. Quatre organisations (à savoir CISP, COPEMECO, GAAD et Multina-DMK) avaient soumis leur proposition à l'Equipe d'Etude de la JICA. La proposition ainsi soumise comprenait deux volets dont la proposition technique et la proposition financière qui étaient évaluées par la commission d'évaluation de l'Equipe d'Etude de la JICA. Les propositions soumises incluant des propositions techniques et financières ont été évaluées par le comité d'évaluation sous la direction de l'équipe d'étude de la JICA. A l'issue de l'évaluation globale, CISP a été sélectionnée et retenue comme partenaire d'exécution.

(3) Phase préparatoire

1) Préparation du projet et Achat/acquisition des outils

Subséquent à la signature de l'accord, CISP a commencé la préparation du projet-test en récoltant les prix pour les outils et autres matériels requis pour l'assainissement, ainsi que des contacts avec les ONG/Organisations communautaires à la base en vue d'obtenir leur collaboration. Concernant le problème de recyclage des déchets plastiques, CISP a décidé de collaborer avec une ONG locale, UMOJA, qui a une riche expérience dans le domaine. Les modes des opérations étaient également discutés avec l'Equipe d'Etude de la JICA sur la manière d'assurer la coordination avec le Projet d'Education Civique aux fins d'harmoniser les vues avec le projet d'assainissement et obtenir l'implication des CLD afin de renforcer leur implication et responsabilité, particulièrement en ce qui concerne les grands problèmes locaux tels que l'environnement/le milieu de vie et l'hygiène des ménages.

Fort malheureusement, le Coordonnateur Pays de CISP et son directeur administratif étaient tous tombés malades bloquant ainsi la communication avec l'autorité locale et les CLD, ce qui a causé un retard dans le démarrage de la Campagne d'Assainissement. De plus le recrutement tardif du personnel international en qualité de coordonnateur du projet. Cependant, la plupart des dispositions pour acquérir les matériels étaient faites avant, ce qui a permis de rattraper le temps sans beaucoup de retard.

Etant donné le retard enregistré dans le démarrage du projet sur la Campagne d'Assainissement, la coordination avec le Bureau communal avait commencé en retard. Il était aussi nécessaire d'assurer un suivi assidu au début du projet. Des contacts étroits étaient coordonnés par l'Equipe d'Etude de la JICA entre le Partenaire d'Exécution et le Bureau de la commune assurant ainsi une forte coordination et facilitant ipso facto la circulation de l'information sur l'organisation du projet sur la Campagne d'Assainissement. Les coordonnateurs de l'Equipe d'Etude de la JICA étaient actifs et engagés à réaliser cet objectif.

2) Sélection des sites et des participants pour la Campagne d'Assainissement

En synergie avec l'Autorité communal, les membres des CLD et la Brigade d'Assainissement, l'on a pu identifier les sites à nettoyer ainsi que les groupes cibles du programme de sensibilisation. En ce

qui concerne le programme de sensibilisation, 26 écoles, 11 marchés et trois églises ont été identifiés. Quant aux activités d'assainissement, l'on a retenu les cinq principaux marchés, six avenues et sept caniveaux. S'agissant de la sélection ou du recrutement des éboueurs, une équipe recrutée dans chaque quartier a été formée réunissant ainsi un chef d'équipe et 13 éboueurs. Les membres des CLD ont joué un rôle important dans le processus de sélection d'une manière participative.

3) Slogan et Matériels didactiques

Le projet pilot a utilisé le même slogan que le projet d'éducation civique, pour des raisons de continuité de l'impact positif de l'éducation civique. En plus de la "Nécessité de Changement", "Mbongwana" en Lingala et "Mambu Masobebe" en Kikongo, un accent a également été mis sur "Kaizen", ce qui signifie un meilleur changement ou encore une amélioration permanente en japonais. Le projet a préparé 200 affiches/posters et 4000 dépliant sur la Campagne d'Assainissement en Lingala et en Kikongo tel que l'indique dans la figure ci-dessous. Ces matériels préparés visaient à promouvoir le slogan du projet à l'intention de la population locale et attirer davantage leur attention.



Fig. 4.4.1 Affiche/Poster pour la Campagne d'Assainissement

(4) Mise en oeuvre du projet

CISP, en collaboration avec les membres des CLD, l'Autorité communale et la Brigade d'Assainissement ont organisé la Campagne d'Assainissement ainsi que les sessions de sensibilisation à l'issue de la cérémonie d'ouverture.

1) Cérémonie d'ouverture

La Cérémonie d'ouverture ou de lancement de la Campagne sur l'Assainissement était présidée par le Bourgmestre de la Commune de N'djili le 18 avril 2009 consacrant ainsi le lancement officiel de la Campagne d'Assainissement de l'Equipe d'Etude de la JICA. La cérémonie d'ouverture de ce projet s'est déroulée concomitamment avec la cérémonie de clôture du projet sur l'Education Civique, un autre projet – test initié par l'Etude de la JICA en vue de s'assurer de la continuité de l'appui de la JICA et la motivation suscitée par l'Education Civique. Plus de 200 personnes ont pris part à la double cérémonie de clôture et d'ouverture rehaussée de la présence du représentant du Ministère Provincial du Plan, de l'Equipe d'Etude de la JICA, des membres des CLD ainsi que des dirigeants de la commune.

2) Activités d'assainissement

Les activités d'assainissement avaient commencé le 27 avril 2009. Au cours de trois premières semaines, 169 éboueurs et 13 chefs d'équipes ont travaillé pour les activités d'assainissement et l'on ensuite constitué une équipe supplémentaire composée de 60 éboueurs qui ont été à pied d'œuvre au cours de la dernière semaine en vue de s'assurer de la bonne fin des travaux. Les travailleurs/éboueurs travaillaient généralement six jours par semaine de 8 :00 à 14 :00.



Fig. 4.4.2 Activités d'Assainissement

Au début du projet, l'on avait signalé quelques problèmes à l'Equipe d'Etude de la JICA dont les outils qui n'étaient pas très solides (bêches, râtaux, brouettes et balais) et un autre problème lié à la méthode d'assainissement. S'agissant du problème de la qualité des outils, CISP a dû acheter d'autres outils de travail plus durables en remplacement de premiers jugés moins solides. Concernant la méthode d'assainissement, l'Equipe d'Etude de la JICA a suggéré que les immondices ramassées ou dégagées des caniveaux devraient être triées et séparées en déchets solides et en sol. Les déchets solides devraient alors être enfouis tandis que le sol servirait à couvrir ou remblayer les nids de poule sur les avenues et rues.

3) Sessions de Sensibilisation

Avant la mise en œuvre complète des sessions de sensibilisation, les formateurs de CISP et UMOJA ont assuré la formation des formateurs des membres des CLD ainsi que de la Brigade d'Assainissement. 94 personnes au total ont été formées. Ils ont ensuite organisé 40 sessions de sensibilisation dans les écoles, les marchés publics ainsi que dans les églises. Dans chaque session, les formateurs formés ont véhiculé un message à la fois sur les questions d'hygiène et sur la prise de conscience de la population sur la gestion des déchets solides en se servant des matériels visuels à l'intention des bénéficiaires.



Fig. 4.4.3 Sensibilisation sur l'Hygiène et l'Environnement sain

Selon l'auto-évaluation effectuée par les participants, plus de 90 pourcent d'entre eux étaient satisfaits des sessions de sensibilisation et étaient capables de comprendre et d'assimiler les matières.

En même temps que les sessions de sensibilisation, UMOJA a introduit le recyclage des plastiques à la population. UMOJA a acheté les déchets plastiques apportés par les habitants de N'djili en respectant les critères de qualité déterminés par UMOJA comme l'élimination du sable, de l'eau et des plastiques légers.

4) Cérémonie de clôture

La cérémonie de clôture du projet sur la Campagne d'Assainissement était présidée par le Bourgmestre de la Commune de N'djili le 23 mai 2009. Plus de 250 personnes ont pris part à la cérémonie de clôture rehaussée de la présence du représentant du Ministère Provincial du Plan, de l'Equipe d'Etude de la JICA, des membres des CLD ainsi que des dirigeants de la commune. La cérémonie était constituée des discours de l'Equipe d'Etude de la JICA, de CISP, du Bourgmestre ainsi que des adresses des invités.

4.4.3 Evaluation

(1) Réalisations

Le but du projet a été atteint. A travers l'assainissement des marchés ciblés, des caniveaux et des rues

et avenues ainsi que la sensibilisation à l'initiative des CLD, l'on a réussi à installer une base, un socle pour les actions durables à la base en vue de réduire les déchets solides et entretenir les caniveaux dans chaque quartier.

La réalisation des activités d'assainissement est reprise au tableau ci-après. L'ampleur de la surface ayant fait l'objet d'assainissement a dépassé les prévisions grâce à la motivation des équipes d'assainissement et aux besoins importants de la population dans ce domaine.

Tableau 4.4.2 Résultats des activités d'Assainissement

Quartier	Marchés	Caniveaux	Avenues et Places publiques
Quartier 1			Place Kinzinga (2000 m ²)
Quartier 2	Marché Mangobo (2400 m ²)	Avenues Akuta et Nseke (900 m)	
Quartier 3			Corridor 5 et Place Ste Thérèse (680 m)
Quartier 4		Corridor Zénith vers le Collège Bonsomi (500 m)	
Quartier 5	Marché du quartier 5 (3000 m ²)		Route vers Kimbanseke (800 m)
Quartier 6	Marché du quartier 6 (4800 m ²)	Vers le marché du quartier 6 (700 m)	A côté du Complexe Scolaire Likasi (100 m)
Quartier 7	Marché du quartier 7 (2500 m ²)	de la Place Ste Thérèse vers la Station Service Engen (900 m)	Place Bio-Chimie (200 m ²)
Quartier 8			Entrée principale de N'djili (en face de Pro Credit Bank)
Quartier 9		Route de CECOMAF(450 m)	
Quartier 10	Le quartier 10 a collaboré avec le quartier 5.		
Quartier 11	Le quartier 11 a travaillé sur le site temporaire (250 m ²)		
Quartier 12		A partir du Boulevard Lumumba vers le quartier 2 (600 m)	
Quartier 13		Route CECOMAF (550 m)	

Les réalisations du programme de sensibilisation sont reprises dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4.4.3 Résultats du Programme de Sensibilisation

Place	Nombre de sessions	Bénéficiaires directs
Ecoles	26	5200
Marchés	11	4500
Eglises	3	1000
Total	40	10700

Au cours de deux dernières semaines du projet – test, UMOJA a ensuite acheté 1307 kg des déchets plastiques (=480.720 FC) de 13 équipes d'assainissement.

(2) Impact

1) Impact positif

Au terme du projet –test, quelques CLD ont étendu les activités d'assainissement à leur propre initiative. L'on citera par exemple le Quartier 13 qui a créé une Brigade d'Assainissement composée d'anciens éboueurs, environ 52 personnes. Ils ont ainsi commencé à assainir les rues et avenues trois fois par semaine (le mardi, le jeudi et le samedi).

La visibilité de la Campagne d'Assainissement était très grande. Selon les résultats de l'évaluation après le projet par l'Equipe d'Etude de la JICA, 82% (pourcent) de la population locale ont reconnu que le projet était organisé par la JICA et CISP. Il semble que les activités du projet comme l'assainissement de principales avenues, des marchés ainsi que la sensibilisation dans les écoles a eu une très grande visibilité auprès de la population.

2) Impact ou effet négatif

Il n'y a pas eu d'impacts négatifs majeurs à signaler au sujet du projet. Quelques habitants se sont cependant plaints au sujet de mauvaises odeurs émises par les immondices, les ordures ramassées par le projet et temporairement stockées non loin des habitations.

(3) Durabilité

Le projet a installé une équipe d'assainissement dans chaque quartier pour assurer les activités d'assainissement ou de salubrité et former également les membres du Comité Communal de Développement en matière de sensibilisation sur l'hygiène et la gestion des déchets solides. Les membres de CCD, les volontaires des associations religieuses ainsi que les chefs d'établissements scolaires/directeurs d'écoles de N'djili ont manifesté leur volonté à poursuivre les activités de sensibilisation bien qu'il soit encore prématuré de déterminer leur durabilité. Au cours du projet-test, le projet a payé un per diem aux éboueurs ainsi que les camions qui servaient à l'évacuation des immondices. A présent, il leur est encore difficile de réunir le budget nécessaire à ce genre d'activités sans l'intervention extérieure. D'autre part, UMOJA a créé un système de recouvrement des frais à travers le recyclage des plastiques par l'équipe d'assainissement. Ce système de revenu semble contribuer à assurer la durabilité de leurs activités. S'agissant de l'évacuation des immondices, cela relève du budget de l'Autorité communale ainsi que le gouvernement de la Ville-province de Kinshasa, mais également des progrès réalisés dans la construction des sites de décharges finales dans la ville de Kinshasa.

4.4.4 Leçons tirées/apprises et Recommandations

(1) Leçons tirées

1) Utilisation des ressources locales disponibles

Les membres des CLD qui étaient motivés et formés à travers le projet sur l'Education Civique ont joué un rôle majeur dans la mise en oeuvre du projet sur la Campagne d'Assainissement. Dans le secteur de l'assainissement, il existe une brigade d'assainissement sous la supervision de l'Autorité communale. Le projet-test a travaillé en collaboration avec eux pour la sélection des sites à assainir ainsi que les activités d'assainissement à effectuer. Il est également important de retenir qu'il y a eu une grande collaboration de l'administration communale. La collaboration du Bourgmestre et son intérêt à réaliser un environnement sain dans la commune de N'djili.

2) Répondre aux intérêts publics

Selon l'enquête précédente de l'Equipe d'Etude de la JICA, les habitants de la commune de N'djili ont compris la nécessité d'avoir un environnement, un milieu de vie sain et ont exprimé leur intérêt et leur volonté à assainir et à entretenir la commune. Ils ont souvent relevé des problèmes des caniveaux bouchés, des avenues et rues sales, des marchés pleins d'immondices et d'eaux contaminées. En conséquence, l'idée d'organiser la Campagne sur l'Assainissement était dès le début bien accueillie par la Commune de N'djili.

3) Utilisation/Application des leçons tirées du Projet sur l'Education Civique

Les leçons tirées du Projet sur l'Education civique, comme par exemple les matériels didactiques, le slogan facile, l'implication des femmes, l'utilisation du personnel national, ont été mis à profit dans la mise en œuvre du projet.

4) Outils durables et Entretien

Les outils d'assainissement se cassaient facilement au début du projet à cause de la mauvaise qualité des outils de travail achetés et l'utilisation inappropriée des outils par des éboueurs non qualifiés. Enfin, le projet a préparé et remplacé tous les outils de travail qui ont été cassés au cours de l'exécution du projet. Il est donc nécessaire de préparer des outils d'assainissement durables pour les éboueurs et de procéder au transfert d'aptitudes pour l'entretien des outils de travail.

5) Périodicité

La pluie a constitué l'obstacle le plus important enregistré dans la mise en œuvre des activités d'assainissement. Bien que le projet ait commencé à la fin de la saison des pluies, il y avait parfois de grosses pluies. En conséquence de cela, le projet a été contraint de travailler sur les mêmes zones ciblées de façon répétée car du sable s'était à nouveau logé dans les gouttières.

6) Eventualité d'accident

Lors des activités d'assainissement, quelques éboueurs étaient blessés. Le projet a dû leur rembourser la totalité de frais payés pour les soins médicaux. En prévention de tels accidents, le projet a préparé des trousseaux de premiers soins pour les équipes de nettoyage.

7) Site de décharge intermédiaire

L'évacuation des déchets collectés a présenté un gros problème pour le projet. Il n'y avait pas de site de décharge final dans l'agglomération de Kinshasa. Seul un site de décharge intermédiaire soutenu par l'Union Européenne est disponible. Ainsi, le projet a signé un accord avec le site intermédiaire en vue d'y évacuer les immondices ramassées à N'djili. Lors des activités d'assainissement, il était nécessaire de garder temporairement les immondices ramassées dans la commune de N'djili avant leur évacuation au site intermédiaire. L'Autorité communal a décidé de créer un site temporaire dans la commune. Cependant, quelques habitants vivant dans la zone environnante du site temporaire s'étaient

plaintes au sujet des immondices collectées.

(2) Recommandations

1) Appui permanent aux activités d'assainissement et à la sensibilisation sur l'Hygiène

A travers le projet, l'on a formé 13 équipes d'assainissement composées de 13 chefs d'équipes, 260 éboueurs et 94 formateurs pour la sensibilisation. Ils ont ainsi acquis des connaissances et des aptitudes en assainissement et dans le recyclage des déchets plastiques ainsi que dans le plaidoyer pour l'hygiène et l'environnement. Il est dès lors nécessaire pour l'Autorité communal et le Gouvernement Provincial de Kinshasa de continuer à leur apporter l'appui nécessaire, surtout ceux et celles qui étaient motivés et formés à travers le projet. Le gouvernement devrait peut-être également considérer d'allouer des fonds aux activités qui pourraient rencontrer des difficultés lors de l'implémentation, par le biais des efforts fournis par les sociétés civiles, y compris l'obtention des camions pour évacuer les immondices collectées vers les sites de décharge finale. En effet, l'absence d'appui de la part de l'Equipe d'Etude de la JICA et du Gouvernement à la fin du projet pourrait pousser certains CLD à perdre l'élan.

4.5 PROJET DE REHABILITATION DES ROUTES PAR LA TECHNOLOGIE "DO-NOU"

4.5.1 Introduction

(1) Généralités

Dans la présente étude et selon les résultats et conclusions de l'Enquête sociale sur les ménages ainsi que les réunions des parties prenantes organisées par l'Equipe d'Etude de la JICA en 2008, deux projets-tests avaient été exécutés tel que décrit dans le paragraphe précédent. Le sujet en question vise à mettre en évidence et à renforcer l'appropriation des infrastructures dans la commune à travers le renforcement et la redynamisation de l'organisation des habitants de la commune au titre de résultats ou fruits des projets – tests précédemment exécutés. Par conséquent, le projet pilote qui permettrait à la population d'obtenir la technologie nécessaire pour réhabiliter les infrastructures et qui bénéficierait aux 13 quartiers serait sélectionné.

Pour atteindre l'objectif décrit ci-haut, l'Equipe d'Etude de la JICA a mis en œuvre le projet-test de réhabilitation de la route par la Technologie de haute Intensité en Main-d'œuvre (HIMO) et a transféré la technologie nécessaire par le projet-test.

HIMO est une méthode de construction des routes qui utilise une haute intensité en main-d'œuvre ainsi que les ressources locales disponibles. Dans la présente étude, étant donné que la plupart des routes ne sont pas asphaltées. L'on ainsi sélectionné la réhabilitation des routes par la Technologie "DO-NOU" par ce que cette technologie est adaptée pour la réhabilitation des routes non asphaltées.

(2) Description de la Technologie "DO-NOU"

1) Grandes lignes de la Technologie "DO-NOU"

Un des objectifs de ce projet – test consiste à faciliter les techniques et/ou la technologie qui permet d'améliorer les routes par la communauté elle-même. Ce transfert est assuré à travers le processus de formation des personnes concernées.

2) Définition

La Technologie "DO-NOU" implique l'utilisation des sacs en vinyle remplis correctement soit de sable, de terre, de gravier ou de terre jaune et fermés de manière appropriée. Il est important de retenir que le sac de vinyle ne devient "DO-NOU" que s'il est rempli de terre.

3) Caractéristiques de la Technologie "DO-NOU"

La Technologie "DO-NOU" comporte les cinq caractéristiques suivantes:

- utilisation des matériaux disponibles localement: sacs de vil de diverses dimensions (45cm x60cm, 53cm x 40cm, etc.); matériaux à remplir dans les sacs : du sable, du gravier, de la terre jaune, de la terre, etc.
- elle est basée sur le travail manuel
- la force de résistance des sacs "DO-NOU" compactés;
- facilement adoptée et assimilée par la population;
- exige un entretien régulier, de préférence après chaque saison des pluies ou chaque fois qu'il a plu.

4) Utilisation ou Application de la Technologie "DO-NOU"

L'utilisation ou l'application de la Technologie "DO-NOU" pour l'entretien et la réhabilitation des routes non asphaltées dans certains pays asiatiques date des années 2000.

Cette technologie a été pratiquée dans les Iles Philippines et elle est en train d'être introduite dans des pays Africains tels que le Kenya, le Cameroun, la Tanzanie, l'Ouganda, etc. La République Démocratique du Congo est le septième pays où cette technologie est pratiquée.

A part la réhabilitation des routes, les sacs "DO-NOU" sont généralement utilisés pour la construction des digues, pour prévenir les inondations, pour construire des structures temporaires après des calamités ainsi que pour renforcer les fondations des maisons.

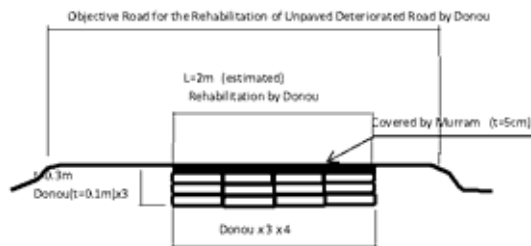


Fig. 4.5.1 Type de Réhabilitation de la route par la Technologie "DO-NOU"

4.5.2 Description du Projet de Réhabilitation des Routes par la Technologie "DO-NOU"

(1) Grandes lignes du Projet

Les grandes lignes de ce projet s'articulent comme suit:

Tableau 4.5.1 Esquisse du projet de Réhabilitation des Routes par la Technologie "DO-NOU"

Objectif général	Les nids de poule et érosions sur les routes non asphaltées dans la commune sont réparés par les habitants de la commune à l'initiative des CLD en appliquant la Technologie Do-Nou	
Buts du Projet	La base pour les actions communautaires à la base en vue de réhabiliter les routes grâce à la participation des habitants de la commune	
Résultats	1. La technologie et les connaissances sont transférées à la population en vue de réhabiliter et entretenir les routes par eux-mêmes 2. Les participants sont capables de transmettre la technologie aux autres habitants ainsi qu'à d'autres communes 3. Les activités d'entretien et de réhabilitation des routes communautaires se généralisent. 4. Les organisations communales et des CLD sont renforcées.	
Activité	Oct.	Nov.
1-1 Réunion avec les représentants de la commune et les chefs des quartiers en vue de la mise en oeuvre du projet et l'identification de l'objectif du projet	■	
1-2 Sélection des candidats dans les quartiers et par les chefs des quartiers à former pour le projet de réhabilitation des routes	■	
1-3 Sélection ou choix des sites du projet de réhabilitation des routes et visite de reconnaissance sur terrain	■	
1-4 Acquisition des outils et matériaux nécessaires à l'exécution du projet	■	
2-1 Dispenser des leçons de type classique à l'intention des candidats en vue de la mise en oeuvre du projet	■	
2-2 Former les participants aux leçons données en classe grâce à la méthode sur-le-tas aux sites sélectionnés	■	
2-3. Assurer la réhabilitation des routes en suivant le plan de mise en oeuvre préparé par les candidats eux-mêmes.		■
3-1 Procéder à l'évaluation de la formation par les candidats		■
Apports	Ressources humaines : (Personnel international et national de la JICA, Personnel de DMK) Matériels de formation: (Dépliant sur la Technologie "DO-NOU") Equipements et matériaux pour la réhabilitation des routes Candidats à former sélectionnés dans la commune	

(2) Sélection du Partenaire d'Exécution

Ce projet a été exécuté en utilisant le personnel de Multina DMK. L'Equipe d'Etude de la JICA avait déjà eu un contrat avec Multina DMK pour l'Enquête Sociale sur les ménages au cours de laquelle Multina DMK avait organisé des interviews dans les ménages, l'atelier des groupes-cibles ainsi que l'atelier de planification. En ce qui concerne les projets –tests, Multina DMK avait été sélectionnée comme partenaire pour la mise en oeuvre du Projet sur l'Education Civique. Etant donné que Multina DMK est bien connue de la population de la commune à travers ces projets, l'Equipe d'Etude de la JICA a décidé de sélectionner le personnel de Multina DMK comme partenaire du projet au titre d'emploi temporaire. Par conséquent, la majeure partie de la mise en oeuvre du projet comme les réunions avec le bureau communal et les chefs des quartiers ainsi que la préparation des équipements et des matériaux ont été gérées directement par l'Equipe d'Etude de la JICA. D'autre part, Multina DMK s'est engagée à apporter son appui à la mise en oeuvre du projet.

(3) Sélection des candidats à la formation

La sélection des candidats à la formation a été décidée par le bureau communal et les CLD sur la base des critères fournis par l'Equipe d'Etude de la JICA.

Le nombre des participants était fixé à 52 membres des CLD à raison de 4 membres par quartier pour l'ensemble de 13 quartiers qui composent la commune de N'djili. Les critères sont les suivants :

- la présence des jeunes;
- la présence des femmes;
- la présence des membres des CLD qui avaient pris part dans le projet sur l'Assainissement.

La formation sur la Technologie "DO-NOU" a été organisée à l'intention des membres des Comités Locaux de Développement (CLD) de la Commune de N'djili ainsi que des membres d'autres organisations de la Ville-Province de Kinshasa.

(4) Formation

1) Formation dans une salle

La formation a débuté le 26 octobre 2009 pour les membres des CLD sélectionnés dans la commune de N'djili. Elle a commencé par l'introduction du facilitateur, de l'animateur, le Professeur KIMURA de l'Université de Kyoto au Japon. Il sied de noter que la Technologie "Do-Nou" est le fruit de son invention.

La technologie "DO-NOU" a été largement enseignée aux candidats à travers une seule conférence qui a pris deux heures tout au plus tel qu'indiqué par l'inventeur de la technologie. Il applique donc le type de méthode de formation que les psychologues appellent "*Learning by doing*" ou encore "*Apprendre en agissant*" ou "*Apprendre par l'action*". C'est ainsi que la leçon dispensée dans la

salle est suivie directement par la pratique sur terrain.

Le moment le plus important de cette première partie sur la formation théorique a été l'interaction ou l'échange entre le facilitateur et les candidats à la formation. Ces derniers ont vite assimilé la leçon et voulaient apprendre davantage. C'est justement cette soif de connaissance qui les a poussés à poser diverses questions pour mieux comprendre et s'approprier la technologie.

Voici la série de questions qui ont suivi la conférence et auxquelles le facilitateur du jour et inventeur de cette technologie a sagement répondu.

La Technologie "DO-NOU" s'adapte mieux à l'amélioration des routes rurales ou routes de desserte agricole, et ce, à des coûts moins élevés. Cependant, si l'on recourt à une technologie de haute qualité et aux matériaux plus chers, il est évident que les routes entretenues seront plus durables et de plus haute qualité.



Fig. 4.5.2 Formation dans la salle

2) Formation sur terrain

En date du mardi 27 octobre 2009, tous les formateurs et les candidats formés se sont retrouvés. A l'issue de la formation sur la manière dont il faut remplir les sacs de sable pour en faire des "DO-NOU", les 52 formateurs ont été divisés en 4 équipes de 13 personnes chacune. Il était alors décidé que deux équipes restent sur terrain au chantier en vue de préparer le tronçon destiné à recevoir les sacs "DO-NOU" pour l'entretien de la route.

Le travail de ces équipes a consisté à excaver, mesurer et niveler le tronçon de la route sélectionnée. Entre-temps, la deuxième équipe s'était déplacée vers le terrain des Sports de Ste Thérèse où étaient entreposés le sable et le gravier. Leur tâche consistait à remplir les sacs de sable et de gravier, de les fermer et de les acheminer vers le site à réparer de manière qu'ils puissent mettre en pratique les connaissances de base acquises sur la technologie tel que décrit ci-dessus.

Après le briefing sur les aspects techniques par le facilitateur sur la façon de placer les sacs sur le tronçon excavé, la pratique était immédiatement assimilée, ce qui a permis aux candidats/participants de travailler sans nécessairement recourir à l'inventeur de la technologie. Ce matin-là, comme l'équipe était en train de placer les sacs, quelques habitants du quartier 13 et/les passants avaient commencé à admirer le changement qui était en train d'être réalisé sur le tronçon de la route. Les

travaux s'étaient arrêtés à 17 heures et demie à la satisfaction de tous.

Le même mardi 27 octobre 2009, les membres des CLD avaient de manière consensuelle convenu de poursuivre les travaux au site du quartier 13 de telle manière que la mise en œuvre de cette technologie puisse avoir un impact visible et tangible/réel sur les habitants de la commune de N'djili.

Au cours de la première semaine du 26 au 30 octobre 2009, tous les participants de 13 quartiers ont été mobilisés sur ce site.

A la demande de l'Equipe d'Etude de la JICA, avec la facilitation de Multina-DMK, le 30 octobre 2009, en fin de journée, les membres des CLD ont convenu et sélectionné le "Couloir Zénith" comme second site pour la pratique de la technologie "DO-NOU".



Fig. 4.5.3 Formation sur terrain

Les 52 participants étaient ainsi divisés en deux équipes de travail pour la deuxième semaine durant laquelle les travaux s'étaient déroulés avec satisfaction étant donné que les participants avaient déjà maîtrisé la nouvelle technologie.

Le second site était très complexe à cause des caractéristiques techniques du sol sur le tronçon à réhabiliter. Il présente les caractéristiques suivantes: tronçon très défense, boueux avec des eaux stagnantes et bordé de part et d'autre part des caniveaux bouchés. Ce site a constitué un test de démonstration pour prouver que les participants s'étaient approprié la technologie et voir s'ils l'avaient assimilée et maîtrisée. Enfin, la phase d'amélioration elle-même est venue avec l'étalage de sacs Do-nou avec une couche de sol épaisse de 5 cm appliquée par dessus la couche de sacs Do-nou précédente, afin d'éviter le contact direct avec les pneus des véhicules et les rayons ultraviolets.



Fig. 4.5.4 Résultat de la formation sur terrain ou Formation pratique

3) Cérémonie de clôture

La cérémonie de clôture de la réhabilitation de la route par le projet de technologie Do-nou a été conduite le 6 novembre 2009. La cérémonie incluait des interventions de la JICA, du maire, ainsi que des discours des invités. Les stagiaires reçurent des certificats en tant que formateurs ou en tant qu'assistants de formation en fonction de leurs performances durant la formation.



Fig. 4.5.5 Cérémonie de Clôture

4.5.3 Evaluation

(1) Réalisations

De manière générale; le projet d'aménagement des routes par la Technologie "DO-NOU" a été mis en oeuvre de manière satisfaisante et toutes les activités planifiées ont été exécutés. Les participants sélectionnés par les CLD ont été formés tant sur les aspects théoriques que pratiques. Les activités d'entretien et de réhabilitation des routes ont été mises en oeuvre sous la supervision propre des membres des CLD.

Les activités ont été limitées à deux sites (13e et 4 quartiers) en vue de permettre l'aménagement des ces deux sites. Toutes ces activités se sont déroulées en l'espace de 10 jours de formation. Au lieu de 9 sites modèles, seuls 2 sites ont été réhabilités et les habitants ne seront plus obligés de les réhabiliter, si ce n'est d'en assurer l'entretien.

L'effectif des participants a dépassé les 52 personnes initialement prévues. Des agents de la RATPK (Régie d'Assainissement et des Travaux Publics de Kinshasa) se sont joints à la formation à la demande du Gouvernement Provincial de la Ville de Kinshasa. Ce qui a augmenté l'efficacité du projet qui permettra de former plusieurs personnes sans devoir recourir à d'autres ressources.

L'effectif additionnel des participants a été apprécié car il permet une diffusion rapide de la Technologie "DO-NOU" qui renforce la réalisation des résultats escomptés. Aussi, de ce point de vue, le projet d'amélioration des routes à l'aide de la technologie "DO-NOU" sera efficace.

(2) Impact

Le projet de réhabilitation des routes par la Technologie "DO-NOU" a connu un impact visible. A part le nombre de participants formés, les tronçons sur lesquels la formation pratique s'est déroulée ont été complètement réhabilités. Il sied de noter ici que la satisfaction de la population locale pour les tronçons réhabilités est une expression éloquent de l'impact visible du projet. Il en est de même de l'intérêt manifesté par les médias à travers leur recherche de l'information sur la Technologie "DO-NOU".

De plus, nous pouvons déjà évoquer une initiative locale du quartier 4 où un homme d'affaires veut appuyer financièrement la réhabilitation de quelques routes dans la zone. Ce genre d'initiatives est susceptible de renforcer l'impact de ce projet. Le fait d'avoir cédé tous les matériels utilisés pendant la formation au CLD Quartier 13 de la commune de N'djili pour une gestion au profit de tous les CLD permet la poursuite des travaux de réhabilitation et contribue ainsi à renforcer l'impact de la formation sur la réhabilitation des routes par la Technologie "DO-NOU".

(3) Durabilité

Le projet de réhabilitation des routes par la Technologie "DO-NOU" comporte plusieurs aspects qui facilitent sa durabilité. Etant donné que le but de ce projet était de réhabiliter les routes à peu de frais, la population cible peut financer le même type d'activités sans beaucoup de difficultés. Il est aussi à noter que la formation a aussi compris une partie portant sur la maintenance des sections améliorées. Le projet a permis à des membres CLD d'acquérir des connaissances sur la manière d'améliorer des routes non pavées à coût bas et sur la manière de les entretenir. Ces deux aspects sont très importants pour aider à assurer la durabilité des projets, particulièrement parce que le problème majeur pour la durabilité des projets se rapporte à couvrir les coûts récurrents, spécialement pour l'entretien des infrastructures. Toutefois, la Technologie "DO-NOU" n'exige pas d'énormes ressources financières tant dans la mise en œuvre que dans l'entretien.

En outre, la quasi-totalité de matériaux utilisés sont disponibles localement dans la commune de N'djili. De ce fait, le projet de réhabilitation des routes par la Technologie "DO-NOU" peut être considéré comme un projet à impact durable.

4.5.4 Leçons tirées et Recommandations

(1) Leçons tirées

L'on peut tirer plusieurs leçons de la formation sur la Technologie "DO-NOU"

- La commune de N'djili, en sa qualité de commune pilote pour avoir fait l'objet de diverses études et des projets qui sont précurseurs de l'Etude pour l'Elaboration du Plan de Réhabilitation Urbaine de la Ville de Kinshasa, apparaît comme la preuve de l'intention et de la capacité d'accueil manifestés par ses habitants en faveur du développement communautaire.
- Il existe également une forte implication des autorités municipales qui sont très satisfaites de ces expériences enrichissantes venues de l'extérieur pour apporter davantage de changement dans l'attitude et améliorer ainsi les conditions et la qualité de vie des habitants.
- Les résultats de la formation sur la Technologie "DO-NOU" ont été évidentes: des hommes, des femmes et des jeunes étaient impliqués dans la formation et n'ont pas hésité à donner le meilleur d'eux-mêmes tout au long de la formation pratique sur les sites sélectionnés.
- la présence massive de tous les participants aux lieux de formation est un signe sûr et éloquent d'une volonté inconditionnelle à apprendre la nouvelle technologie.
- Il ne reste plus qu'à perpétuer les réalisations de cette formation en fournissant un appui logistique aux membres des CLD qui ont suivi la formation en vue de la poursuite des actions sur terrain, car la simple détermination et la volonté des participants ne suffisent pas.

(2) Recommandations

Le projet pour la réhabilitation des routes par la Technologie "DO-NOU" a été un succès retentissant. En dépit de ce succès indéniable, nous présentons ici quelques recommandations en d'une amélioration future de la mise en oeuvre de tels projets ou d'autres projets similaires :

- la durée de la formation a été trop courte, malgré une bonne logistique. Il était souhaitable d'organiser la formation sur une période relativement longue en vue d'une meilleure adoption et appropriation par les participants.
 - Comme si bien relevé par le Professeur KIMURA, cette technologie s'adapte mieux aux routes rurales ou encore des routes de desserte agricole en vue de réduire l'insécurité alimentaire, générer des revenus et créer ainsi des emplois dans les milieux ruraux et permettre également d'y accéder et de réduire l'isolement des milieux ruraux.
 - Il est donc souhaitable de vulgariser cette technologie afin de réhabiliter les routes rurales et les routes de desserte agricole dans toutes les provinces du pays dans la mesure où le
-

problème du transport ou de l'évacuation des produits agricoles demeure extrêmement crucial à cause de l'état délabré des routes.

- enfin, il est souhaitable qu'une étude pour l'évaluation périodique soit menée en vue de vérifier l'impact de divers projets déjà mis en oeuvre dans la commune de N'djili.

4.6 REHABILITATION DU BOULEVARD LUEMBA

4.6.1 Introduction

Dans la présente étude, selon les résultats et conclusions de l'Enquête sociale sur les ménages ainsi que la réunion des parties prenantes organisée par l'Equipe d'Etude de la JICA en 2008, la réhabilitation du Boulevard Luemba située au Quartier 7 avait été sélectionnée comme projet-test.

L'objectif de ce projet-test consistait à réunir l'information sur la pratique des affaires, la conception/le design et les devis estimatifs, la capacité des entrepreneurs locaux en vue de la confirmation pour l'exécution du nouveau projet.

Les matières ou le contenu de ce projet-test se dressent comme suit:

- Route cible: Blv. Luemba, L=approx. 11m
- Chaussée: Réhabilitation par asphaltage (2 bandes avec accotements)
- Nouvelle construction des caniveaux en forme de U
- Nouvelle construction des trottoirs
- Mesures de Sécurité routière

4.6.2 Description de la Coopération Technique dans le cadre du Projet de Réhabilitation du Boulevard Luemba

4.6.2.1 Grandes lignes du Projet

Les grandes lignes de ce projet sont présentées ci-dessous.

Tableau 4.6.1 Grandes lignes du Projet de Réhabilitation du Boulevard Luemba

Objectif général du Projet	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation du Boulevard Luemba - Création d'un espace urbain agréable et beau - Réduction des zones d'inondation grâce à l'installation du système de drainage des eaux des pluies - Sécuritaire routière grâce à la construction des trottoirs avec des mesures de sécurité routière 														
But du Projet	<ul style="list-style-type: none"> - Distribution urgente des dividendes de la paix aux bénéficiaires de manière visible - Collecte des informations sur la pratique des affaires, le design et le devis estimatif, la capacité des entrepreneurs locaux en vue de la confirmation pour l'exécution du nouveau projet. - Renforcement des capacités au niveau du Gouvernement Provincial et du Bureau communal 														
Résultats	<ol style="list-style-type: none"> 1. Chaussée asphaltée ou bitumée 2. Construction des trottoirs 3. Construction du système de drainage des eaux des pluies vers le collecteur actuel 4. Acquisition minimale des terres et dédommagement des maisons 														
Activités	jan	fév	mars	avr	mai	jun	jul	août	sep	oct	nov	dec	jan	fév	mar
1. Confirmation du contenu du projet-Test	■														
2. Préparation des Documents d'Appel d'Offres	■	■	■	■	■										
3. Phase d'Appel d'Offres/Contrat Amendement du contrat					■	■	X				X			X	
4-1. Travaux préparatoires							■	■							
4-2. Délocalisation des obstacles souterrains sur l'emprise du Boulevard Luemba											■	■			
4-3. Travaux de construction									■	■	■	■	■	■	■
5. Inspection finale															X
6. Réception de l'ouvrage															X
Résultats	Ressources humaines: (Entreprise locale: MW AFRITEC, Société de Génie Civil, REGIDESO & SNEL, Personnel international et national de la JICA) Budget alloué à la réhabilitation du Boulevard Luemba														

Tableau 4.6.2 Contenu abrégé du projet

Rubrique	Description	
Nom de la route	Blv. Luemba	
Longueur de la route	971m	
Largeur totale de la route	25m	
		Largeur de la chaussée W=5x2=10m (épaulement y compris) Largeur du trottoir W=3x2=6m
Chaussée	Pavage d'asphalte t=5cm Cours de base t=20cm Cours de fondation t=20cm	A=12.140sq.m(V=607cu.m) A=12.670sq.m(V=2.534cu.m) A=10.695sq.m(V=2.139cu.m)
Trottoir	Pavage d'asphalte t=3cm Cours de base t=15cm	A=5,312sq.m(160cu.m)
Terrassement	Excavation pour le rejet Excavation Remblai	V=5,139cu.m V=314cu.m V=314cu.m
Travaux de drainage (drain en U)	L=2.183m L=355m L=325m	Blv. Luemba Av. Boki Av. Maman Mobutu
Réparation des nids de poule	A=665sq.m	Av. Maman Mobutu



Fig.4.6.1 Avant la construction

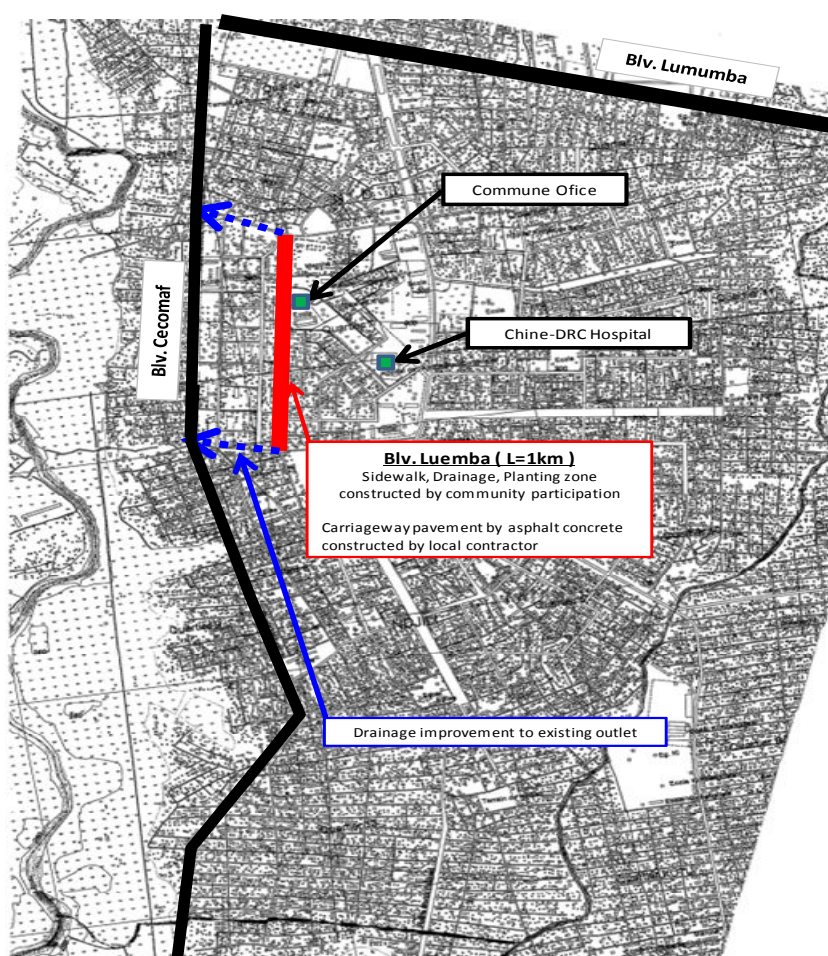


Fig. 4.6.2 Carte géographique

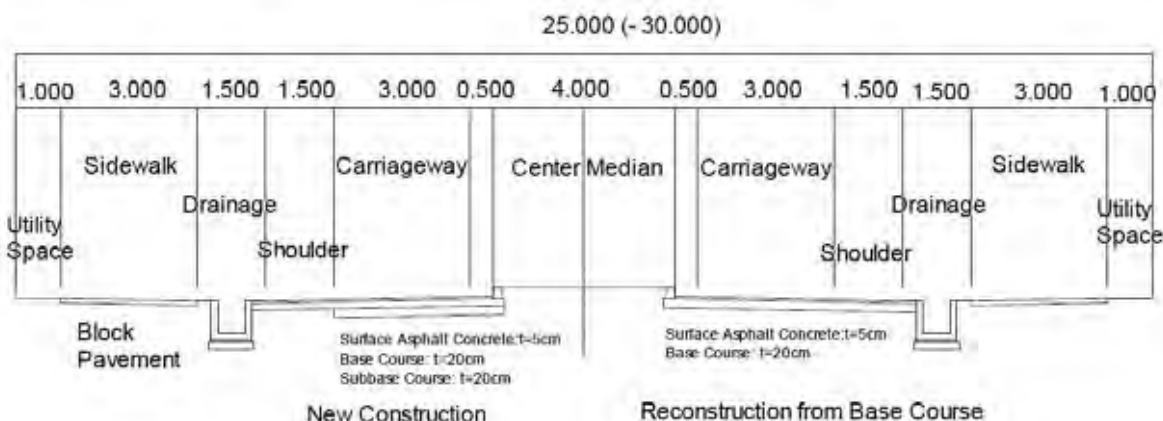


Fig. 4.6.3 Profil ou coupe transversale

4.6.2.2 Plan d'exécution

(1) Structure organisationnelle d'exécution

Avant l'exécution du Projet-test, un comité a été créé entre la partie congolaise et l'équipe du projet. La structure organisationnelle pour la mise en oeuvre et la collaboration au projet-test est présentée comme suit

Organization Charts of Execution and Cooperation for the Pilot Project

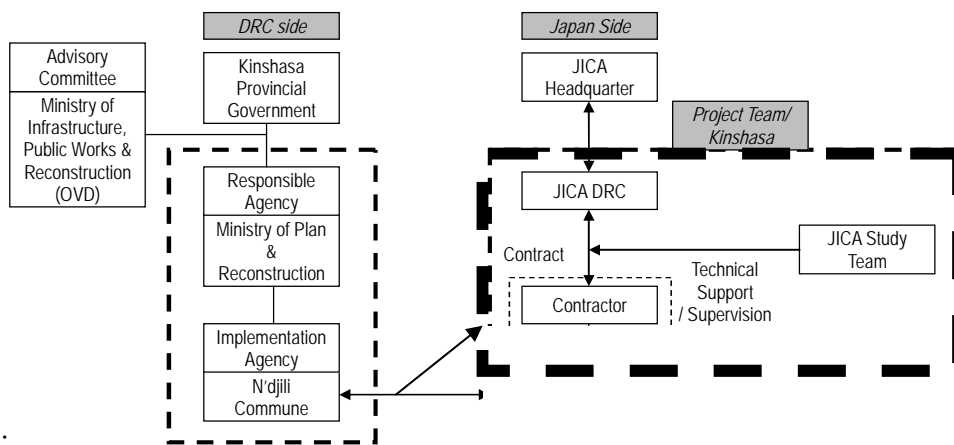


Fig. 4.6.4 Organigramme d'exécution et de Collaboration pour le Projet-Test

(2) Orientation de la conception

L'orientation suivante a été établie pour la conception et l'exécution du projet.

- 1) Construire une avenue symbole dans la commune de N'djili.
- 2) Assurer la sécurité des piétons, bicyclettes/motos et véhicules.
- 3) Faire de la commune une cible de prospérité.

(3) Critères de conception

1) Norme de conception applicable

Norme de conception de route DRC et conception du pavage ASSHTO ont été applicables pour la conception du projet pilote.

2) Vitesse de conception : $V = 40$ km/h

3) Conception du pavage

CBR = 6%, vie de service de conception : 10 ans

Total ESAL pour 10 ans : $0,5 \times 10^6$ (résultat de l'étude de la circulation)

La structure du pavage a été déterminée par la norme de conception du pavage ASSHTO.

Surface d'asphalte : $t = 5$ cm

Couche de base : $t = 20$ cm

Couche de fondation : $t = 20$ cm

4) Conception du drainage

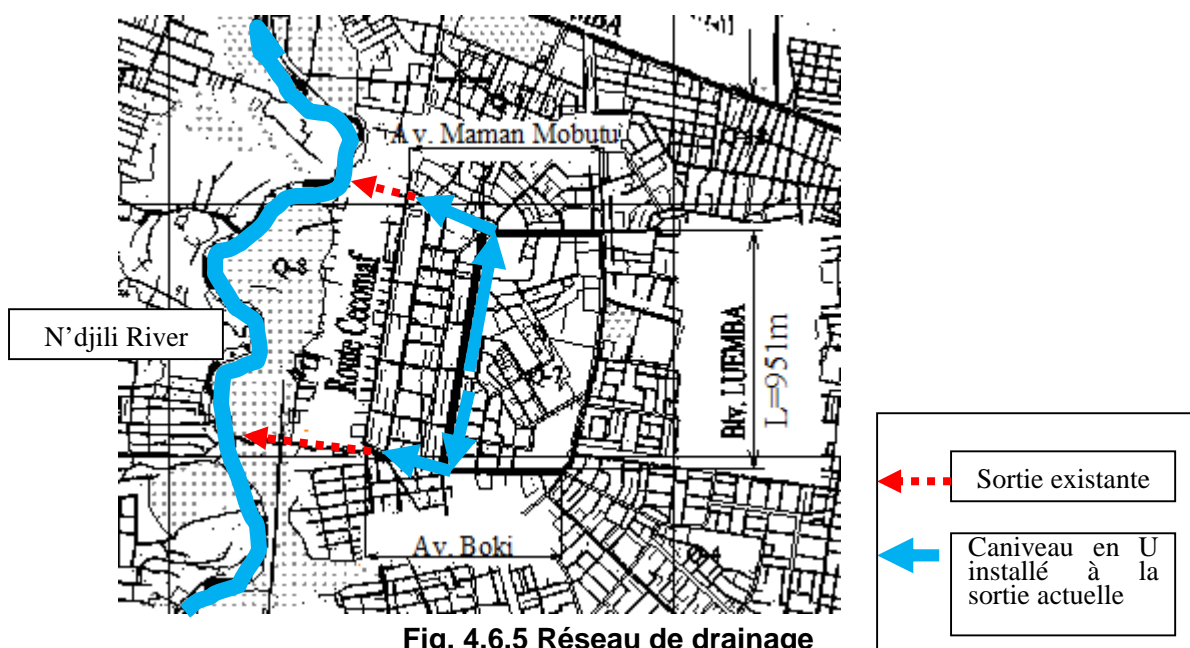
- Intensité des précipitations : 120 mm/h (données fournies par l'Office des Routes)

- Période de répétition : 5 ans

- Coefficient d'écoulement : $C = 0,9$ pour la surface de la route, $C = 0,6$ pour la zone résidentielle

La zone de drainage a été déterminée en considérant une capacité de décharge de 80%.

Des drains en U ont été installés le long du Blv. Luemba et connectés aux sorties existantes le long de l'Av. Boki et de l'Av. Maman Mobutu.



5) Mesures de sécurité

- Mise en place de mesures de sécurité de la circulation

Marquage des voies, marquage des passages piétons et bosses limitant la vitesse installés pour la sécurité de la circulation.

- Installation d'arrêt d'autobus avec baie

Des baies d'autobus ont été installées pour maintenir la circulation fluide.

(4) Programme d'exécution

Le programme de construction d'origine était de 196 jours, à partir du 23 juin 2009, compte tenu du climat. Le programme d'origine est comme suit.

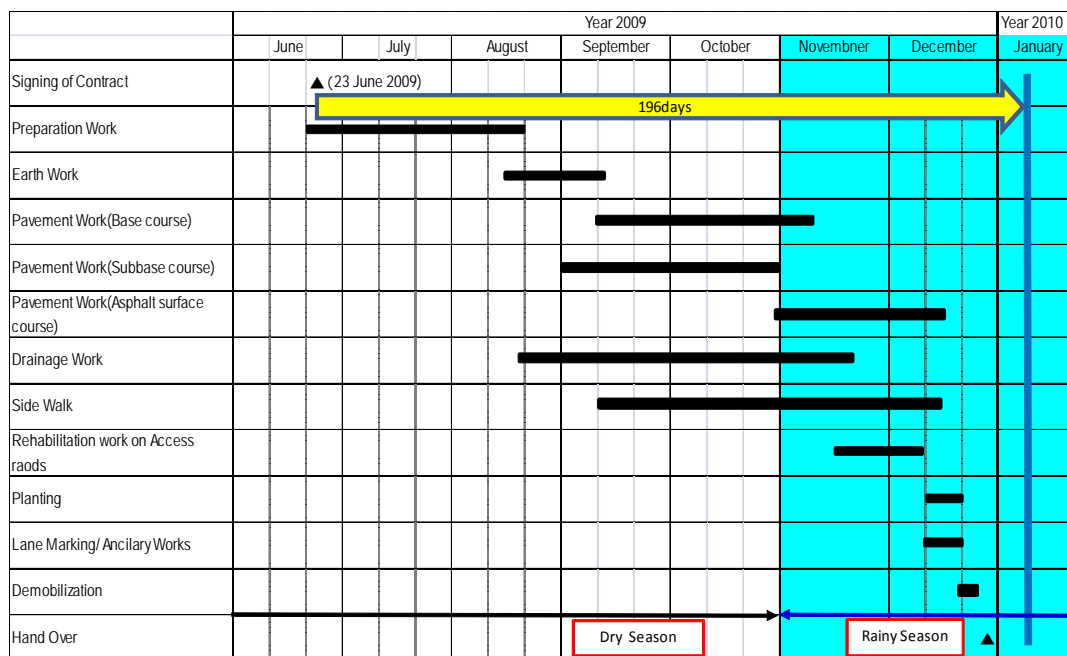


Fig. 4.6.6 Programme initial de construction

4.6.2.3 Etape de soumission

Le présent projet a été exécuté par l'Entreprise de Génie Civil MW.AFRITEC, SPRL sur la base d'un contrat avec la JICA/RDC. MW.AFRITEC, SPRL a été sélectionnée à travers le processus normal d'appel d'offres. L'Equipe d'Etude de la JICA a retenu 4 entreprises estimées capable et détenant la Licence de la catégorie A ou B délivrée par le Ministère des Infrastructures, Travaux Publics et Reconstruction aux fins de l'Appel d'offres. L'Equipe d'Etude de la JICA avait demandé à 4 entreprises qualifiées de manifester leur intérêt et de soumettre les documents suivants. Les documents exigés englobent: i) une riche expérience en matière de construction des routes pour les 5 dernières années, ii) le nombre de chefs de projets dotés d'une longue expérience de plus de 20 ans, iii) le nombre d'ingénieurs de routes dotés d'une expérience de plus de 15 ans, iv) le nombre des équipements et engins de construction, et v) une base financière stable.

Après réception de la manifestation d'intérêt de la part des soumissionnaires retenus, l'Equipe d'Etude de la JICA a distribué les Documents d'Appel d'Offres tels que les Instructions aux Soumissionnaires, l'Accord du Contrat, les Conditions Générales du Contrat, les Spécifications Générales ainsi que le Devis Quantitatif Estimatif, les Spécifications Techniques, le Formulaire d'Appel d'Offres et les Plans.

Le dépouillement des documents d'Appel d'Offres s'était déroulé en date du 25 mai au Bureau de la JICA RDC. MW.AFRITEC, SPRL était sélectionnée comme meilleur soumissionnaire pour le

Projet-Test. A l'issue de l'évaluation des offres, la signature du Contrat est intervenue le 23 juin 2009 entre la JICA RDC et MW.AFRITEC, SPRL.

4.6.2.4 Etape de la construction

(1) Extension de la période d'exécution/obstruction souterraines

A l'étape de la conception, l'équipe d'étude avec le SNEL ET RIGIDESO a confirmé sur le site l'emplacement des services généraux souterrains existants qui sont des câbles électriques et des conduites d'eau principales. Mais à la première étape de la construction, par ex. excavation de la route existante, beaucoup d'obstructions qui n'avaient pas été confirmées à l'étape de la conception ont été trouvées sur le site. Beaucoup d'obstructions ont affecté les travaux d'excavation et provoqué un retard dans l'exécution des travaux. La période d'exécution des travaux a été amendée de 196 jours : 28 semaines à 266 jours : 38 semaines sur le contrat amendé le 13 novembre 2009.

La saison des pluies imminente a aussi été une autre raison pour l'extension de la période d'exécution des travaux.



Fig. 4.6.7 Programme de travail révisé à partir du Programme d'origine

(2) Détérioration de la Route Cecomaf et Retard dans la construction de la Route Mbandaka

La Route Cecomaf et la Route Mbandaka sont les routes principales, axe nord-sud, de la Commune de N'djili. La Route Cecomaf a été réhabilitée par CTB en 2008; mais la surface de la Route Cecomaf se détériore et affecte le passage des véhicules. D'autre part, les travaux de construction de la Route Mbandaka n'ont pas été achevés à cause du budget de construction insuffisant. Vu la situation des deux routes ci-dessus, la circulation entre la Route Lumumba et le sud de la commune de N'djili a été déviée à l'Av. Maman Mobutu, servant de déviation.

Les travaux de réhabilitation comme la réparation des nids de poule le long de l'Av. Maman Mobutu et de l'Av. Boki ont été inclus dans l'étendue des travaux d'origine. Mais l'étendue des travaux de réhabilitation est passée de l'étendue d'origine incluse dans l'amendement au Contrat à seulement l'Av. Maman Mobutu le 2 février 2010.

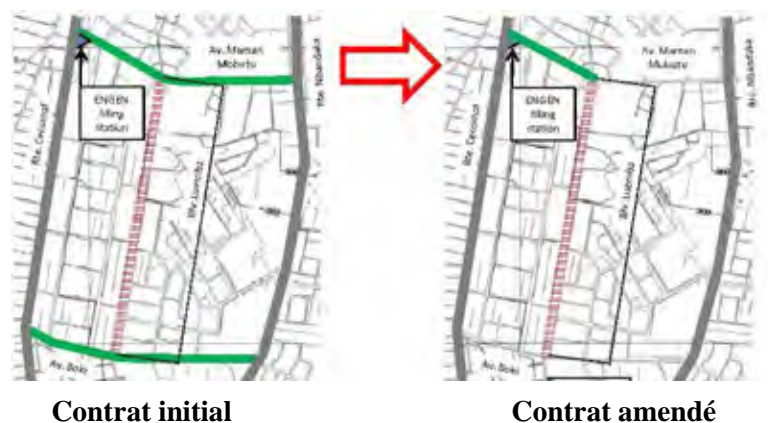


Fig. 4.6.8 Révision du contrat de comblement des nids-de-poule

(3) Reprendre le ramassage des déchets existants

Lors du déblayage et du défrichage de la route existante, il y avait de nombreux arbres coupés et déchets sur le site. Le bois des arbres coupés a été ramassé par les résidents, ce qui a économisé le temps qu'il aurait fallu pour évacuer les déchets.

(4) Disponibilité des matériaux et des équipements

Presque tous les matériaux et équipements sont disponibles à l'achat à l'intérieur de la RDC. Cependant, les prix unitaires pour les matériaux et équipements sont extrêmement élevés comparé aux autres pays africains.

La situation de l'approvisionnement principal en matériaux et équipements de construction pour le projet pilote est présentée ci-dessous:

Tableau 4.6.3 Disponibilité de l'approvisionnement en matériaux de construction principaux

Matériaux principaux	RDC	Autre pays	Remarques
Granulat/Agrégats	•		
Asphalte	•		
Ciment	•		
Barre de renforcement	•		
Granulat pour béton	•		
Bois d'oeuvre	•		
Huile	•		
Peinture	•		

Tableau 4.6.4 Disponibilité de l'approvisionnement en équipements de construction

Noms des équipements	Spécifications	RDC	Autre pays	Remarques
Bulldozer	15 tonnes	•		
Chargeuse-pelleteuse	Sur chenille hydraulique 0,13m ³ , 0,28m ³ , 0,8m ³	•		
Chargeuse sur pneus	1,2m ³ , 2,1m ³	•		
Camion-benne	Capacité de charge 2t, 4t, 10t	•		
Camion	Capacité de charge 2t, 4t	•		
Motoniveleuse	Largeur des lames 3,1m	•		
Rouleau compresseur	Macadam, 10t à 12t	•		
Rouleau compresseur sur pneus	8t à 20t	•		
Rouleau compresseur vibrant	Combiné, 3 à 4 tonnes	•		
Rouleau compresseur vibrant	Guidage à main, 0,8 à 1,1 tonne	•		
Usine d'asphalte	Production minimale de 60 t/h	•		
Finisseur d'asphalte	Sur pneus, 2,4m à 6,0m	•		
Distributeur d'asphalte	Capacité du réservoir de 4 000 litres	•		
Générateur	Moteur diesel, 300kVA	•		

4.6.2.5 L'inspection finale

L'inspection finale a été exécutée sans problème le 11 mars 2010. C'était une inspection conjointe de l'équipe d'étude JICA, du Responsable officiel de la Division urbaine ITPR (Division urbaine des Infrastructures, des Travaux publics et de la Reconstruction) et du bureau JICA DRC.

4.6.2.6 Cérémonie de clôture/Réception de l'Ouvrage

La cérémonie de clôture et de réception de la réhabilitation du Blv. Luemba a eu lieu le 17 mars 2010. La cérémonie a inclus des messages du Bureau de la JICA RDC, de l'Ambassade du Japon, du Gouverneur, du Ministre, du Bourgmestre, ainsi que des discours d'invités.

Plus de 1.000 personnes ont participé à la cérémonie d'achèvement, qui s'est tenue en présence d'un représentant du Gouverneur, de tous les Ministres du Gouvernement provincial de Kinshasa, du Bourgmestre, de l'Ambassadeur du Japon, du Bureau de la JICA RDC, et des bailleurs de fonds tels que BTC, UE, USAID et GTZ. La cérémonie a compris la passation de la lettre d'achèvement entre la partie de Kinshasa et la partie du Japon.



Fig.4.6.9 Cérémonie de Réception de l'Ouvrage

4.6.3 Evaluation .

(1) Accomplissement

Le projet a été exécuté de manière satisfaisante et tous les travaux ont été achevés le 10 mars 2010. L'avancement des travaux est présenté ci-dessous:

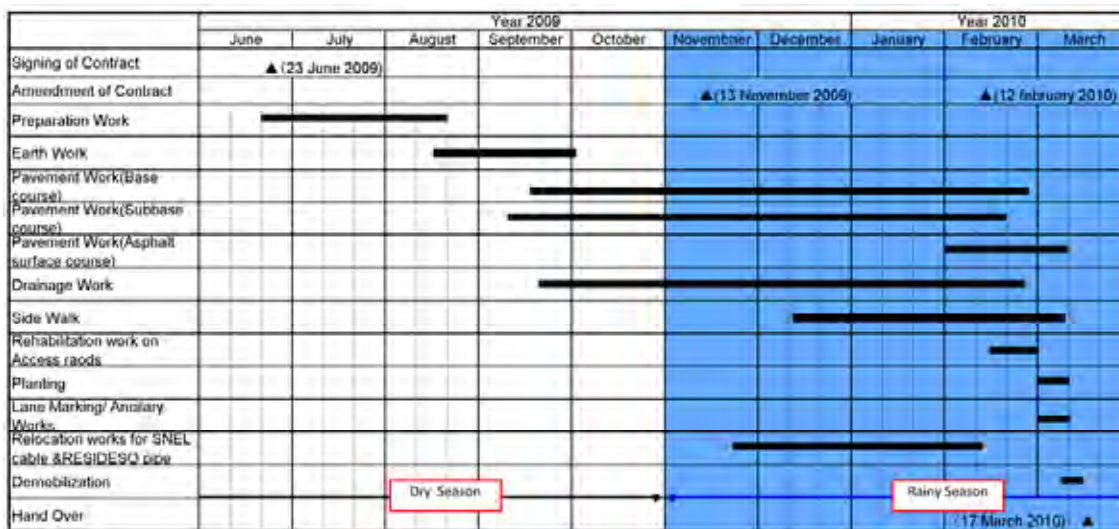


Fig. 4.6.10 Programme de travail pour la Réhabilitation du Blv. Luemba



Fig.4.6.11 Accomplissement de la construction

(2) Impact

1) Impact positif

- Amélioration de la surface de la route
- Réduction des zones inondables
- Réduction de la durée des trajets

2) Impact négatif

Il n'y avait pas d'impact négatif significatif rapporté par le projet pilote.

(3) Durabilité

Après l'achèvement du projet pilote, la maintenance de routine telle que le nettoyage des caniveaux sera effectuée par la Brigade de Maintenance des Routes.

1) Impact positif

Les impacts positifs de l'implémentation du projet pilote sont présentés ci-dessous:

- Réduction du temps de déplacement
L'amélioration de la surface de la route de route non pavée à route pavée d'asphalte a conduit à une circulation plus fluide et ainsi a réduit le temps de déplacement.
- Réduction de la zone inondée
L'installation d'un accès de système de drainage à la sortie existante devrait réduire la zone inondée et maintenir une circulation fluide.
- Assurance de la sécurité des piétons
Mise en place de trottoirs pour séparer les piétons de la chaussée et de passages piétons pour améliorer la sécurité des piétons.

2) Impact négatif

Il n'y avait pas d'impact négatif significatif rapporté par le projet pilote.

(4) Durabilité

Après l'achèvement du projet pilote, la maintenance de routine telle que le nettoyage des caniveaux

sera effectuée par la Brigade de Maintenance des Routes.

4.6.4 Leçons tirées et recommandations

(1) Leçons tirées

1) Nécessité d'un contrôle du débit

La période d'exécution des travaux a changé de 196 jours à 266 jours, compte tenu des obstructions souterraines. Mais le programme des travaux de construction, en particulier pendant les 3 derniers mois, a été très serré à cause de retards dans l'évacuation et l'installation des services généraux existants, ainsi que des conditions météorologiques. Le contrôle de la circulation est très important pour la prévention des retards dans le programme de construction.

2) Importance de la fourniture du système de drainage des eaux pluviales adapté à la sortie existante

Il y a peu de systèmes de drainage corrects dans la commune de N'djili, aussi la mise en place d'un système de drainage des eaux pluviales est essentielle.

3) Base des données inventoriées sur les installations souterraines d'utilité publique le long des rues et utilisation des données

Lors du stade de conception, il n'a pas été possible d'obtenir des informations détaillées sur les installations souterraines d'utilité publique existantes auprès du REGIDEO et de la SNEL. L'absence d'informations détaillées sur les services généraux souterrains existants a provoqué des retards dans les travaux de construction. Les informations sur les installations souterraines d'utilité publique sont très importantes pour la construction de routes. Les bases de données inventoriées sur les installations souterraines d'utilité publique le long des rues sont requis pour la prévention des retards dans le planning de construction.

(2) Recommandations

Collaboration avec d'autres projets de développement

Allocation du budget local pour la maintenance des routes et des systèmes de drainage

Renforcement des capacités de gestion de la construction des contractants locaux

4.7 CONCLUSIONS

4.7.1 Evaluation globale

L'équipe d'étude de la JICA a évalué chaque projet pilote et a reporté les résultats et les leçons tirées dans le plan d'action, en particulier, en considération de la mise en œuvre future et des arrangements institutionnels. D'autre part, dans l'objectif d'évaluer les impacts des projets pilotes, l'équipe d'étude de la JICA a conduit des enquêtes d'évaluation avec questionnaires auprès des personnels homologues, des membres des CDL, et de la population générale de N'djili. Globalement, la plupart des personnes interrogées ont évalué que ces projets pilotes avaient des impacts positifs pour la commune, sans

contre-avis significatif parmi les personnes interrogées. Les résultats de l'évaluation de chaque projet pilote par la population générale de N'djili¹ sont présentés dans la figure ci-dessous.

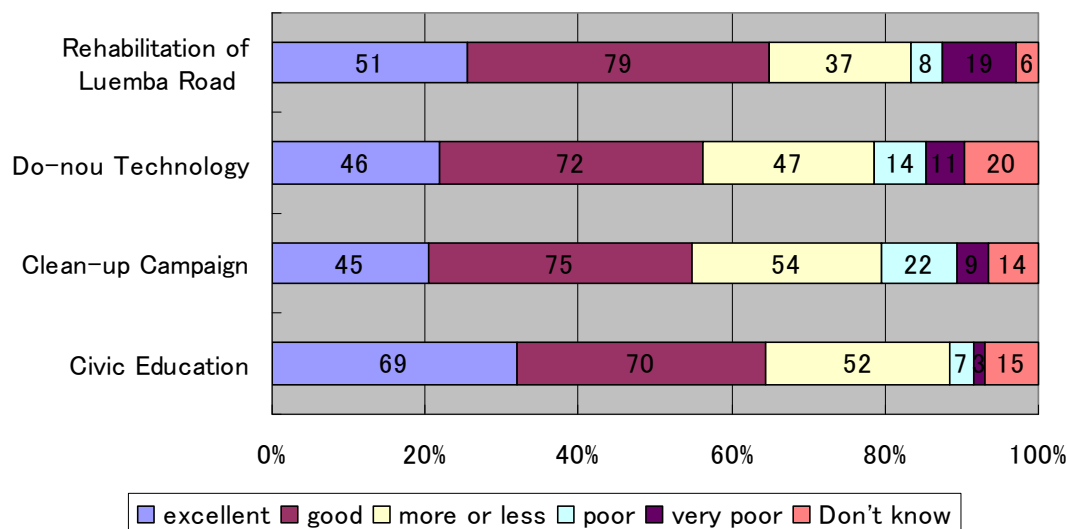


Fig. 4.7.1 Résultats de l'évaluation des projets pilotes par la population de N'djili

Plus de 68 % des habitants de N'djili ont connaissance de l'étude de la JICA dans la commune de N'djili. Parmi eux, approximativement 60 % évaluent les projets pilotes comme positifs pour la commune, en particulier le projet d'éducation civique et la réhabilitation de la route Luemba. En termes de reconnaissance des projets par les résidents, le projet de la route Luemba était fortement visible et le projet de technologie Do-nou était le moins visible parmi les projets pilotes, bien que les personnels homologues et les membres des CDL ont eu tendance à évaluer le projet comme l'un des plus fructueux. La raison semble être que le projet était conduit sur une petite échelle et uniquement dans deux quartiers. Concernant le projet de campagne de nettoyage et le projet de la route Luemba, plus de 10 % de la population a évalué que les projets étaient pauvres. Cela est dû à la durabilité insuffisante de la partie de nettoyage du projet après l'achèvement du projet pilote, bien que la partie de sensibilisation et la partie de recyclage aient été poursuivies avec l'initiative des CDL. De plus, parce que la route Luemba est située dans le quartier 7, certains des habitants vivant dans d'autres quartiers n'ont pas semblé sentir de bénéfice du projet.

¹ L'équipe d'étude de la JICA a conduit l'enquête avec questionnaires en janvier 2010. Un total de 290 réponses valides parmi les 400 questionnaires distribués (taux de réponse = 72,5%) a été collecté au sein de la population générale de la commune de N'djili.

4.7.2 Leçons tirées

A travers la vérification des Projets-Tests, l'on peut ressortir les leçons suivantes tirées de ces projets:

(1) Redynamiser les ressources et les ONG locales

A travers les diverses activités des Projets-Tests, les CLD et les dirigeants communautaires ont été très motivés par les interventions antérieures de l'Equipe d'Etude de la JICA dans la commune. Il est également important d'attirer la très bonne collaboration de la commune, la collaboration du Bourgmestre ainsi que son intérêt à changer la commune de N'djili, en particulier.

(2) Répondre ou satisfaire aux intérêts de la population

L'intérêt largement répandu de la population pour l'éducation civique, la propreté de l'environnement et le développement des infrastructures était une bonne base de la réaction positive de la communauté à l'éducation civique. Les habitants de N'djili portaient déjà beaucoup d'intérêt à l'amélioration de leurs conditions de vie quotidiennes et de leur environnement. Cette question de leurs conditions de vie leur a donné une forte motivation pour modifier leurs habitudes et changer leur mentalité afin d'agir sur la situation actuelle.

(3) Renforcement des Capacités du Partenaire d'Exécution

La Formation des Formateurs pour les habitants de la commune de N'djili a revêtu une importance capitale pour la réussite dans la mise en oeuvre du Projet., spécialement les cours intensifs sur la Formation des Formateurs/TOT qui augmentent les connaissances et renforcent les capacités des habitants de la communauté par les méthodes participatives.

(4) Matériels didactiques

Les aides visuelles telles que les affiches, les autocollants et les vidéos ont augmenté la compréhension des problèmes et des principes par les participants. De plus les posters/affiches sur l'Education Civique et sur la Campagne d'Assainissement dans les places publiques ont contribué à la prise de conscience de problèmes par la population locale.

(5) Participation des femmes

Généralement, la participation des femmes dans les activités de développement communautaire n'est pas très bien connue à N'djili. Lors de sessions de formation, la participation et la contribution des femmes ont été très remarquables. Les femmes ont donné l'impression de connaître les problèmes de leur vie quotidienne et de leur communauté mieux que les hommes. Elles connaissent aussi leurs ressources de subsistance ainsi que leurs potentiels. Elles ne sollicitent pas de ressources extérieures. Il s'avère indispensable d'impliquer les femmes dans les activités de développement communautaire en vue de promouvoir le développement de la commune.

(6) Utilisation du Personnel local

C'est une leçon pour les agences d'aide. L'équipe d'étude de la JICA a employé quatre coordinateurs nationaux, deux hommes et deux femmes, afin de contrôler les projets pilotes. Ils ont suivi toutes les sessions de formation en tant qu'observateurs et ont contrôlé les activités conduites par les IP. Leur présence était positive et ils ont identifié les problèmes de leurs activités. Ils ont également écouté les inquiétudes et les opinions des participants et ont ensuite transmis les informations aux IP afin d'améliorer leurs performances. De plus, ils ont réussi à instaurer une collaboration étroite avec les autorités communales, les CLD, les ONG locales ainsi que d'autres Associations.

4.7.3 Conclusions

A travers la vérification des Projets-Tests, l'on est arrivé aux conclusions suivantes :

(1) L'Approche Participative convient au Programme de Réhabilitation de la Ville de Kinshasa

De manière générale, les Projets-Tests ont introduit l'Approche participative. Le projet a comporté les phases de planification, de mise en oeuvre ou d'exécution, de suivi et d'évaluation. Le projet a essayé de refléter les avis et considérations de la plupart des participants et a encouragé leurs initiatives pour chacune des phases susmentionnées. Par conséquent, les méthodes et procédés adoptés par le Projet s'adaptent aussi très bien aux programmes de réhabilitation de la Ville de Kinshasa. A travers les activités des Projets-Tests, l'on a pu vérifier l'existence des projets-Tests comme suit :

- Une gamme variée d'approches ou méthodes permet d'encourager la motivation des participants dans la redynamisation du projet,
- Il faudra non seulement la participation de la population locale, mais également plus d'engagement des administrations locales et du bureau de la commune pour les projets.
- L'Approche Participative est particulièrement utile dans la transformation des étapes de développement de la reconstruction ou réhabilitation urbaine,
- L'approche pourrait réaliser/trouver des ressources locales parmi les membres de la communauté,
- L'on peut en faire une pratique à la fois rentable et durable,
- Répandre largement les résultats de manière large au lieu de les orienter uniquement vers les bailleurs des fonds.

(2) L'Education Civique devrait être considérée comme une activité essentielle pour le Projet à exécuter dans une Approche Participative

Il sied de comprendre que l'Education Civique doit comporter des activités essentielles pour le développement communautaire. Par conséquent, le projet pilote a démarré l'éducation civique en premier. L'activité de promotion de l'éducation civique a été bien accueillie par les participants et s'est accélérée grandement grâce à l'utilisation du slogan accrocheur: "Mbonguana, Kaizen, Mambu Masoble". A travers les activités des projets pilotes, les conclusions suivantes ont été faites:

- Faciliter une bonne compréhension des objectifs des projets par les participants,
- L'Education Civique indique la direction appropriée pour les Projets-Tests à venir et encourage la participation de la population locale.
- Il est important que leur motivation soit maintenue et que les participants soient impliqués dans les différentes étapes de développement du projet.
- Il sied de rappeler qu'une certaine assistance est indispensable comme la facilitation permanente dans l'élaboration d'une proposition de projet ainsi que la tenue des sessions de remise à niveau en vue de conserver l'impact des sessions sur l'Education Civique,
- Des composants de l'éducation civique tels que des sessions sur des expériences de développement dans d'autres villes ou d'autres pays auraient un impact positif. Il est dès lors nécessaire d'assurer une coordination étroite et une très grande relation avec les autres projets de développement afin de conserver l'impact de l'Education Civique grâce à l'implication des membres des CLD dans la sélection des participants et la détermination des critères de sélection.

(3) La Campagne d'Assainissement s'est révélée une approche efficace pour l'amélioration des conditions environnementales dans la ville de Kinshasa.

A travers le projet, l'on a formé les 13 équipes d'assainissement composées de 13 chefs d'équipe et 260 éboueurs ainsi que 94 formateurs pour la sensibilisation. Ils ont reçu des connaissances et des aptitudes dans l'assainissement et le recyclage des déchets plastiques ainsi que le plaidoyer pour l'hygiène et l'environnement. Il est dès lors nécessaire pour l'autorité communale et pour le Gouvernement provincial de Kinshasa de continuer à les appuyer, spécialement ceux qui étaient motivés et formés à travers le projet. A travers les activités de la campagne de nettoyage, les conclusions suivantes ont été faites:

- La Campagne a ainsi offert l'occasion de pouvoir intégrer les considérations environnementales dans le style de vie des habitants de la communauté,
 - La Campagne a illustré une approche modèle pour les systèmes de traitement et d'évacuation des déchets dans la Ville,
 - Les caniveaux réhabilités qui n'étaient plus opérationnels avant l'intervention provoquaient des flaques d'eau sur les avenues et rues,
 - Collaboration avec les activités d'Education Civique pour davantage redynamiser le projet
 - Il est important que leur motivation soit maintenue et qu'ils soient impliqués dans les différentes étapes de développement du projet.
 - Selon les résultats et les expériences tirées de la Campagne d'Assainissement, le Gouvernement peut prendre en considération l'allocation d'un fonds aux activités qui peuvent être difficiles à exécuter par les efforts de la société civile comme par exemple l'acquisition des camions en vue de l'évacuation ou du transport des immondices ramassées vers les sites
-

de décharge finale.

(4) La Technologie “DO-NOU” pour la réhabilitation des routes est une technologie appropriée, adaptée pour les travaux de réhabilitation et d’entretien des routes.

Le projet pour la réhabilitation des routes par la Technologie “DO-NOU” a été un succès retentissant. Cependant, malgré ce succès indéniable, nous donnons ici quelques recommandations en vue de pouvoir améliorer la mise en œuvre de ce genre de projets ou des projets similaires à l’avenir. A travers la formation et les activités de démonstration des Projets-Tests, des raisons importantes pour la réhabilitation des routes par la Technologie “Do-Nou” et les conclusions suivantes sont présentées :

- La durée de la formation a été trop courte malgré la bonne logistique. Il serait souhaitable d’organiser la formation sur une période relativement longue pour une meilleure assimilation de la technologie par les participants.
- Comme si bien évoqué par le Professeur Makoto KIMURA, cette technologie s’adapte et convient mieux aux routes rurales et/ou routes de desserte agricole en vue de réduire l’insécurité alimentaire, générer des revenus et créer des employés dans les milieux ruraux en les rendant accessibles, réduisant ipso facto l’isolement des milieux ruraux. Il est souhaitable de vulgariser cette technologie pour réhabiliter les routes de desserte agricole et les routes rurales dans toutes les provinces dans la mesure où le problème de transport ou d’évacuation des produits agricoles est extrêmement crucial à cause de l’état délabré des routes.
- Il est donc souhaitable qu’une étude soit menée en vue de l’évaluation périodique pour vérifier l’impact de divers projets déjà exécutés dans la commune de N’djili.

(5) Le Projet de Réhabilitation de la route illustre un modèle de projet de réhabilitation d’une route urbaine dans la ville de Kinshasa

A travers le projet, le Boulevard Luemba a été réhabilité par le système de pavé bitumineux, les travaux de drainage ou des caniveaux ainsi que par la construction des trottoirs effectués par l’Entrepreneur local. Pendant les travaux d’excavation, beaucoup d’obstructions, par ex. conduites d’eau principales et câbles électriques, ont été trouvées dans le sol. L’existence de ces obstructions a provoqué un retard dans l’avancement de la construction.

A travers les activités de réhabilitation de la route, les conclusions suivantes ont été faites:

- L’aménagement du réseau de drainage vers le collecteur actuel est très important pour la prévention des inondations et le délabrement de la chaussée.
 - Les sociétés de construction devraient conserver les données des inventaires en vue de la protection des installations publiques actuelles au regard du retard des travaux de construction.
 - Entretien de routine comme la réparation ou le bouchage des nids de poule est très important pour éviter la détérioration du pavement.
-

- Durant les travaux de construction, de nombreux habitants se sont joints aux travaux. Le sentiment de propriété chez les habitants s'est développé au travers de ce travail. Il est prévu que les travaux d'entretien tels que le nettoyage des gouttières et de la surface de la route soient mis en oeuvre par les habitants de la commune.

(6) Conclusion globale

1) Accomplissements

a) Augmentation du nombre de participants et renforcement des compétences dans les activités de la commune

L'augmentation du nombre de participants aux activités de la commune a été atteinte à travers la réalisation du projet pilote. Le nombre de participants a non seulement été augmenté, mais la prise de conscience des habitants de la commune sur l'amélioration de leurs vies et de leur environnement a également été atteinte dans le projet d'éducation civique. De plus, parmi les habitants de la commune, certains membres ont acquis les compétences nécessaires pour conduire l'éducation civique par eux-mêmes. La condition fondamentale pour réaliser le plan d'action dans un futur proche a été formulée en se basant sur ces résultats.

b) Renforcement de l'organisation de la commune

Les membres des CDL qui étaient les acteurs principaux du projet pilote sont devenus capables d'agir systématiquement en tant que membres de l'organisation. De plus, l'aptitude à identifier les problèmes dans un quartier ou une commune et l'aptitude à utiliser les ressources de la commune ont été acquises. Le renforcement de l'organisation de la CDL a été achevé dans une certaine mesure par le biais de ces résultats.

c) Accroissement des activités indépendantes

Les activités d'éducation civique et de nettoyage sont poursuivies partiellement par les individus et les groupes qui ont participé à l'éducation civique, à la campagne de nettoyage et au projet Do-nou, bien qu'ils ne fassent pas partie de l'organisation de la commune. L'un des groupes a élaboré un plan afin de réaliser l'amélioration des conditions sanitaires. Il est prévu que l'activité de ces organisations de base contribue à la réforme environnementale de la commune et à étendre le cercle des activités indépendantes.

d) Formation du centre (*cœur*) de la commune

Le projet de réhabilitation du boulevard Luemba représente une amélioration des infrastructures au cœur même de la commune. Grâce à l'amélioration de la route, il est prévu que la zone autour du boulevard Luemba, y compris le bureau de la commune, devienne un centre (*cœur*) vigoureux où les habitants se rassembleront et échangeront.

2) Recommandations

a) Nécessité d'une amélioration fonctionnelle de l'administration communale

Bien que l'activation d'une organisation de la commune de base ait été achevée en réalisant les projets pilotes, l'administration communale est faible dans ses compétences et son système. Il est nécessaire d'établir une organisation et un système qui permettrait la prise de décisions basées sur l'opinion publique de la commune. Généralement, trois cent mille habitants représentent une ville, par conséquent, la fonction de l'assemblée communale est également nécessaire.

b) Nécessité d'un soutien continu afin d'assurer une activité durable

L'amélioration des activités par les habitants de la commune est encore à son stade le plus élémentaire et on ne peut avoir la certitude que les activités continueront sans interruption. Par conséquent, il est nécessaire pour le gouvernement provincial et les donateurs de soutenir une activité continue.

c) Reconnaissance du plan d'action et maintien du plan

Bien que la réalisation du projet pilote ait été reconnue par beaucoup d'habitants de la commune, le plan d'action n'est toujours pas reconnu par l'ensemble des habitants de la commune. En conséquence, il est nécessaire que le plan d'action soit reconnu comme directives pour les actions des habitants, et le plan d'action devrait être mis à jour en fonction des changements de l'environnement.

CHAPITRE 5

CADRE SOCIO-ECONOMIQUE ET METHODOLOGIE DU PLAN DE REHABILITATION URBAINE DE LA VILLE DE KINSHASA

CHAPITRE 5: CADRE SOCIO-ECONOMIQUE ET METHODOLOGIE DU PLAN DE REHABILITATION URBAINE DE LA VILLE DE KINSHASA

5.1 CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE

5.1.1 Perspective Macro-Économique à Long Terme pour la RDC

Le gouvernement n'avait pas renforcé la discipline fiscale au cours de la période électorale et l'inflation oscillait autour du même niveau à la fin de 2006 qu'à la fin de 2005. La production dans les secteurs miniers et manufacturiers était réduite tout au long l'année 2006, ce qui avait conduit à une croissance économique plus faible que prévue en 2006. Avec la fin des élections et la situation sécuritaire qui se stabilise, le pays est maintenant en mesure de relancer les activités productives. Il est réaliste d'espérer une forte croissance à long terme de 6-8 pourcent au cours de quelques prochaines années. Comme la plupart des efforts pour améliorer la gouvernance dans le secteur public et les industries extractives commencent à produire, les revenus du gouvernement continuent à augmenter. Cependant, le déficit budgétaire restera important à cause des besoins énormes pour reconstruire le pays et relancer les services publics faisant ainsi de la RDC un pays hautement dépendant de l'assistance étrangère. La RDC est l'un des pays les plus pauvres du monde avec un Produit Intérieur Brut (PIB) par tête d'environ US\$120. Avant le conflit, l'économie était dominée par les activités extractives et d'exportation (activités minières, agriculture, foresterie, énergie) qui ont favorisé un système de mauvaise gouvernance et une corruption à grande échelle. La grande majorité de la population est demeurée pauvre et tirait ses revenus de l'agriculture traditionnelle et des activités informelles. A la suite de quinze ans de conflit et d'incertitude politique, l'économie est maintenant transformée, fondée sur l'agriculture de subsistance et les activités informelles, avec une baisse importante des exportations ainsi que des activités à valeur ajoutée.

Pendant que les conflits avaient un impact dévastateur sur l'économie, celle-ci était déjà en baisse. La crise économique en RDC était sévère même avant le conflit (le PIB par habitant a baissé de US\$380 en 1985 à US\$224 en 1990), comme conséquence de la mauvaise gouvernance, des stratégies politiques mal orientées et d'un investissement insuffisant. Le conflit a eu un impact lourd qui a ensuite aggravé la situation, les infrastructures ont subi des détériorations majeures, plusieurs institutions sont en désordre, les biens ont été perdus, les investissements arrêtés et la dette publique a augmenté de manière dramatique. Le défi ne consiste pas seulement à se remettre des années de guerre, mais également de tourner la page de l'héritage du système économique d'avant la guerre. Il y a eu des progrès significatifs au cours de dernières années, bien qu'instables dans un environnement politique complexe. Depuis le mois d'avril 2001, le gouvernement a mis en œuvre un programme important des réformes

économiques appuyées par les Institutions de Bretton Woods. La croissance économique avait repris en 2002 après dix ans de récession-principalement favorisée par la reprise des activités économiques consécutive à la restauration de la sécurité et la réunification du pays dans un modèle typique, caractéristique des pays post-conflits, spécialement dans les secteurs du commerce, du transport, de la construction et de l'agriculture grâce à une expansion des sociétés manufacturières sélectionnées (comme par exemple le commerce des produits agricoles, les matériaux de construction et grâce à la relance ou au redémarrage des activités minières à partir du niveau très bas.

Cependant, les défis à relever demeurent inquiétants. Aujourd'hui, le PIB se situe autour de US\$7,5 milliards. En atteignant un taux de croissance économique moyen de 5,3%, un taux de croissance que seul le Botswana a pu maintenir en Afrique sur une longue période, il faudra attendre 2060 pour que le pays atteigne le niveau du PIB par tête de 1960. En réalisant un taux de croissance de 4% seulement (et 2,7% de croissance démographique), cela prendrait 200 ans. Les défis inquiétants doivent être relevés dans un contexte des ressources fiscales limitées et une faible capacité administrative. L'enquête et l'expérience soulignent l'importance de la croissance économique pour la stabilité dans des situations post-conflit. Une croissance rapide réduit empiriquement le risque de nouveaux troubles tant à court qu'à long terme et l'étude suggère que deux pourcents supplémentaires de croissance économique maintenus pendant 10 ans réduisant le risque de guerre civile d'environ un tiers. La croissance à elle seule constitue ainsi un facteur majeur qui contribue à la stabilité de la RDC.

Dans une situation comme celle de la RDC, il est indispensable de considérer la qualité de la croissance. La croissance de nouveaux emplois, la réduction progressive des inégalités interprovinciales ainsi que les problèmes de distribution revêtent une importance capitale dans un contexte où la richesse a été historiquement monopolisée par des intérêts de quelques privés. Dans un pays aussi richement doté que la RDC, les taux élevés de croissance peuvent être réalisés subséquemment à la stabilité politique rétablie, cependant, il faut des efforts soutenus pour traduire cette activité économique en des conditions de vie meilleures pour la majorité des congolais.

L'objectif stratégique proposé consiste donc à réaliser à la fois un taux élevé et une très bonne qualité de la croissance économique par rapport aux objectifs du DSCR. S'agissant du niveau de croissance, le DSCR a prévu un ambitieux taux de croissance de 7 pourcent pour la période allant de 2005 à 2008, et de 8 pourcent pour 2009-2010. Concernant la qualité de la croissance, l'objectif visé consiste en une rupture avec les dernières décennies en mettant l'accent sur : (i) Un développement durable à moyen terme, (ii) une distribution juste, équitable à travers les provinces (ce qui est particulièrement important pour la stabilité dans un environnement

post-conflit), (iii) une contribution réelle et effective à la réduction de la pauvreté et (iv) une diversification progressive du secteur primaire.

5.1.2 Contexte Socio-Économique de la Commune de N'djili en 2018

Cette étude procure un cadre social et économique devant servir de base à la planification subséquente du développement régional. Le contexte socio-économique est défini pour décrire la situation sociale et économique de la zone visée au cours de l'année cible en se servant de plusieurs indicateurs. La projection démographique constitue la base du cadre socio-économique. Sur la base de la démographie projetée et des données disponibles, le revenu régional brut par tête est estimé à partir de 2009 jusqu'à l'année cible de 2018 (soit 10 ans). Pour réaliser une croissance positive par tête d'habitant, l'augmentation de la production en termes économiques ne devrait pas être inférieure à la croissance économique. Certains scénarii de développement sont examinés tout au long de l'élaboration du cadre. Le cadre socio-économique est ainsi constitué de la population et des résultats économiques de la zone d'étude projetée vers l'année 2018. Ce cadre peut servir aux objectifs suivants:

- fournir une base pour examiner la croissance potentielle de chaque secteur de production : agriculture, industries et services ;
- fournir un cadre de planification pour le développement des infrastructures,
- fournir une base pour l'identification des besoins pour les projets et les mesures y afférentes.

Le contexte socio-économique du développement régional de la commune de N'djili exposé dans le présent texte a été préparé grâce à une approche macroscopique, essentiellement basée sur la tendance passée en RD Congo, les indices utilisés dans la section précédente et les expériences dans d'autres pays en développement en vue d'examiner le plan de développement.

Les principes suivants sont incorporés dans le contexte:

- la promotion de l'industrie (ateliers) de réparation automobile dans le système intégré en vue d'endosser la réputation actuelle de « Petit Japon » ;
- une base agricole urbaine afin de fournir des légumes frais dans la ville de Kinshasa devra être favorisée en collaboration avec les communes voisines ;
- le 'secteur informel' devra se transformer en « secteur formel » afin de jouir des avantages des entités juridiques.

Sur la base de principes susmentionnés pour le développement, la vie sociale et économique de la commune de N'djili à l'horizon 2018 est déterminée par le PIBR et la main-d'œuvre pour chaque secteur industriel ainsi que le « PIBR par tête d'habitant ».

5.1.3 Contexte Démographique en 2018

Se basant sur les données démographiques les plus récentes de 2008, l'Equipe d'Etude a procédé à des projections démographiques de Kinshasa ainsi que du rayon d'étude de la commune de N'djili en tenant compte des tendances antérieures de mortalité et de fécondité plus l'effet du VIH/SIDA, à l'horizon de l'année-cible 2018. Les données sur la population de la province de Kinshasa et l'aire étudiée sont exposées dans le tableau ci-dessous. Les taux de croissance démographique appliqués sont de 3,20% au niveau national et de 2,35% pour la ville de Kinshasa 2007-2011 qui a été révisé sur la base de la tendance actuelle. Le taux moyen de croissance annuelle appliqué est de 1,80% pour le taux de densité plus élevé (34,020 Km²) de la population actuelle et pour le futur plan foncier tel que proposé dans la section ci-dessous.

Tableau 5.1.1 Prévisions démographiques en 2018

2007			2018		
2007	Population	Densité/km2	Croissance Annuelle	Population	Densité/km2
RDC	65.837.000	28	3,20%	93.099.000	40
Kinshasa	6.387.725	719	2,35%	8.054.229	907
N'djili	320.762	34.020	1,80%	390.448	41.411

Source: INS/Commune de N'djili

[Méthodologie des Projections Démographiques]

La population future de la commune de N'djili est projetée selon les deux méthodes ci-après.

La croissance démographique dans chaque commune de Kinshasa est indiquée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 5.1.2 Densité de la Population et Taux de Croissance par Commune dans la Ville de Kinshasa

	Commune	Population in 1995	Surface (km2)	Density in 1995 (/ha)	Population in 2007	Increase per annum (%)
1	Bandalungwa	140.864	6,80	207	184.140	2,26
2	Barumbu	92.869	4,60	202	111.540	1,54
3	Bumbu	265.075	5,30	500	235.851	-0,97
4	Gombe	29.266	1,92	152	37.152	2,01
5	Kalamu	169.618	6,60	257	295.800	4,74
6	Kasa-Vubu	75.822	5,00	152	140.484	5,27
7	Kimbanseke	645.221	76,90	84	854.135	2,37
8	Kinshasa	86.011	2,90	297	119.652	2,79
9	Kintambo	77.649	3,90	199	99.764	2,11
10	Kisenso	262.958	16,60	158	320.850	1,67
11	Lemba	218.569	23,70	92	319.610	3,22
12	Limete	233.974	27,10	86	316.710	2,56
13	Lingwala	59.643	2,90	206	79.092	2,38
14	Makala	68.178	12,00	57	240.170	11,06
15	Maluku	203.288	7.948,80	0	213.400	0,41
16	Masina	488.165	69,70	70	558.900	1,13

17	Matete	191.736	4,90	391	250.588	2,26
18	Ndjili	309.499	9,43	328	320.762	0,30
19	Ngaba	123.342	4,00	308	159.669	2,17
20	Ngafulamount	223.132	358,90	6	254.400	1,10
21	Ngaliema	526.231	81,70	64	691.380	2,30
22	Ngiri-Ngiri	97.442	3,40	287	142.520	3,22
23	N'Sele	134.588	179,80	7	162.900	1,60
24	Selembao	212.843	23,20	92	278.256	2,26
Total		4.935.983	8.880,05	6	6.387.725	2,17
Source		A			B	

A: Kinshasa City B: INS

En nous basant sur l'hypothèse selon laquelle la montée démographique est en corrélation avec la densité actuelle de la population, il a été procédé à une analyse de la baisse entre la densité démographique en 1995 et le taux de croissance démographique entre 1995 et 2007. Le rapport entre les deux est présenté dans la figure 5.1.1.

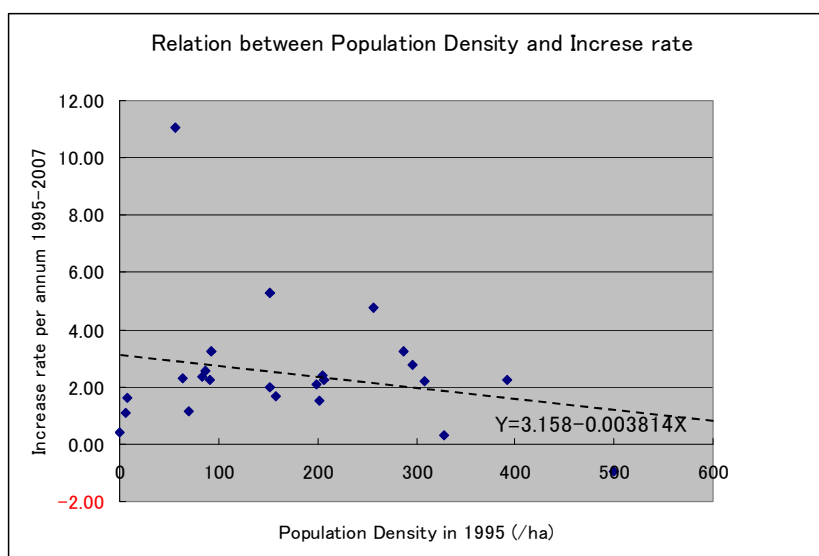


Fig. 5.1.1 Rapport entre la densité démographique et le taux de croissance

Selon l'analyse, l'on a trouvé la formule de corrélation suivante.

$$Y = 3.158 - 0.003814X$$

X: Densité de la Population (habitants/ha)

Y: Taux annuel de croissance de la population

En remplaçant X pour la densité démographique de la commune de N'djili en 2007 (340 habitants/ha), le taux de croissance démographique à partir de 2007 est projetée à 1.18% par an. Les statistiques les plus récentes de la population de la commune de N'djili sont présentées ci-dessous.

Tableau 5.1.3 Population de la Commune de N'djili entre 2001-2007

	2001	2002	2003	2004	2005	2007	Croissance moyenne annuelle (%)
Congolais	260.994	266.513	275.128	279.525	283.679		
Taux de croissance annuelle (%)		2,11	3,23	1,60	1,49		2,11
Etrangers	-	-	-	-	25.820		
Total	-	-	-	-	309.499	320.762	
Taux de croissance annuelle (%)						1,80	1,80
Source	C			B			

C:Plan Communal de Développement de N'djili 2007-2001

B:Institut National des Statistiques INS

Le taux de croissance le plus récent est de 1,80 % pour la période 2005-2007, ce qui correspond aux résultats de l'analyse de la corrélation. Par conséquent, le taux de croissance démographique de 1,80% par an est appliqué à la projection démographique.

5.1.4 Main d'œuvre et Emploi

La proportion de la population active par rapport à la population totale ou encore le coefficient de la main-d'œuvre (15-60 ans) est de 54% dans l'aire couverte par cette étude. Le taux de participation au travail y compris le secteur formel et l'informel est de 67% selon l'enquête sociale sur les ménages menée par l'équipe pour la zone étudiée. Bien que le coefficient de la main-d'œuvre augmente régulièrement au fur et à mesure que la génération affectée par la guerre civile sera remplacée par une génération plus jeune, l'on estime qu'il va se stabiliser autour de 53,8% en 2018 tel que dérivé de la structure démographique ci-après :

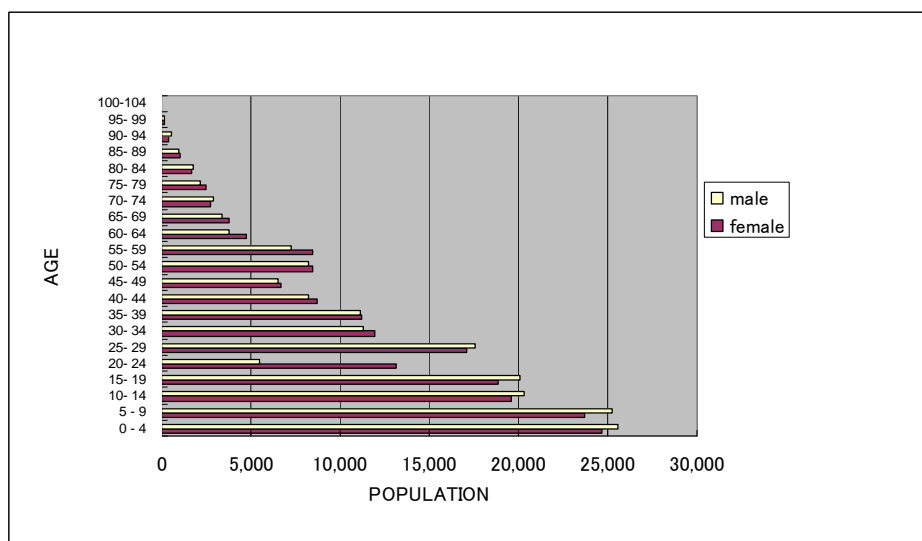


Fig. 5.1.2 Structure démographique de N'djili en 2018

Source: Bureau communal de N'djili

Le taux de participation de la main-d'œuvre peut augmenter ou diminuer selon divers facteurs, y compris la position des femmes dans la société, l'expansion des études supérieures et l'urbanisation. Cependant, aucun changement n'est attendu, l'on s'attend au taux de chômage le plus récent de 33% sur la base de l'enquête effectuée sur les ménages par l'équipe d'étude, ce taux pourra baisser à l'horizon 2018. La distribution de la main-d'œuvre dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire est tirée des résultats de l'enquête effectuée par l'Equipe d'Etude sur les ménages de la commune.

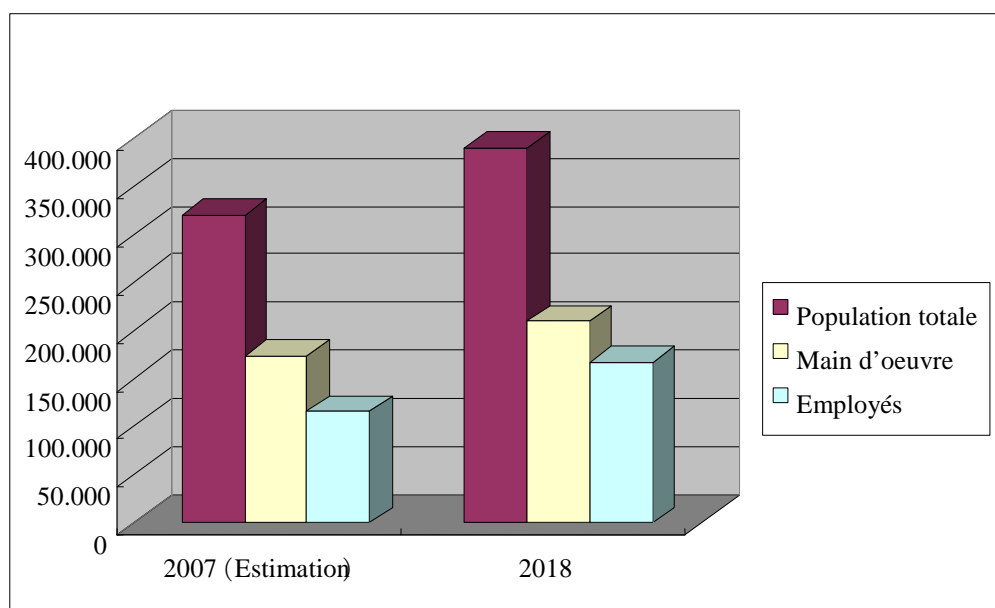


Fig. 5.1.3 Projections démographiques des Ressources Humaines

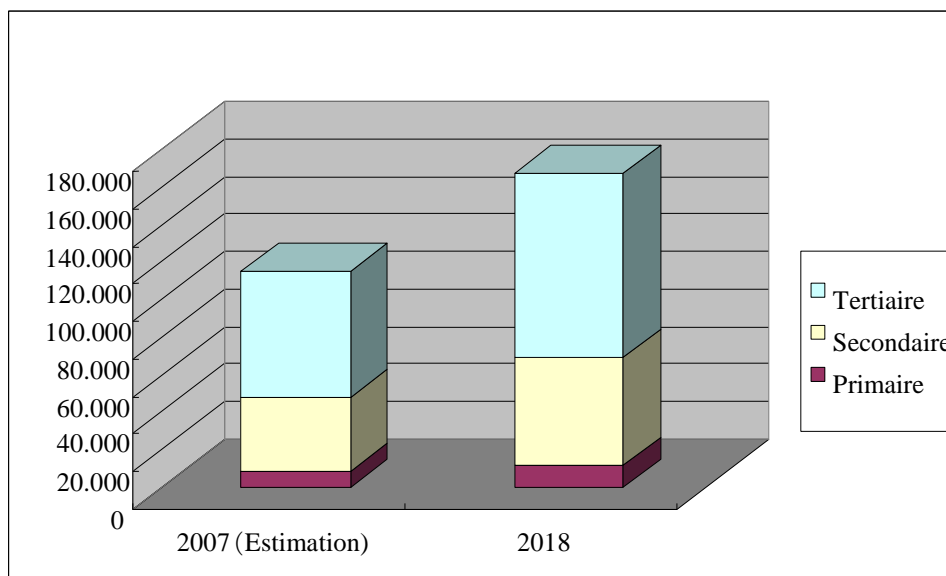


Fig. 5.1.4 Projections Démographiques par Secteur

Tableau 5.1.4 Projections Démographiques de la commune de N'djili en 2018

2007 (Estimation)	Structure	Croissance annuelle	2018	Pourcentage	Remarques	
Population totale	320.762	100,0%	1,80%	390.448	100,0%	
Main-d'oeuvre	173.211	54,0%	1,62%	210.061	53,8%	Age: 15~60
Employés	116.052	67,0%	3,13%	168.049	80,0%	
Secteur Primaire	8.588	7,4%	3,13%	12.436	7,4%	Agriculture
Secteur Secondaire	39.342	33,9%	3,13%	56.969	33,9%	Réparation automobile, etc.
Tertiary	68,122	58,7%	3,13%	98,645	58,7%	Commercial

Source: Equipe d'Etude de la JICA

Dans l'hypothèse que la productivité du travail dans la zone étudiée est susceptible d'augmenter graduellement comme conséquence du développement régional planifié, une productivité relative de travail dans l'industrie respective est présentée par la valeur PIBR ajoutée ainsi que la population distribuée dans les industries respectives de Kinshasa exclusivement disponible à l'institut national des statistiques (INS). Le coefficient de base de 1,0 en agriculture, 1,2 en industrie et 2,2 dans les services comme résultats des calculs s'accroîtra à l'avenir de la même façon.

Tableau 5.1.5 Coefficient de Productivité de la Ville de Kinshasa

Industries	Population	PIBR	Coefficient
Primaires	7,5%	4,0%	1,0
Secondaires	18,5%	11,3%	1,2
Tertiaires	74,0%	84,7%	2,2
Total	100,0%	100,0%	

Source: Démographie de Kinshasa 2005

5.1.5 Indicateurs économiques

L'on estime que la croissance à moyen terme serait fonction de la relance des activités minières et de la reprise de l'effort de reconstruction. Tandis que le taux de croissance du PIB National de 8% est ambitieux, des progrès sur le plan socio-politique et les prix élevés des marchandises ou biens ont suscité l'intérêt des investisseurs dans le secteur minier qui représente une large part des réserves mondiales, concomitamment, un ambitieux programme - dans un budget qui respecte la stabilité macroéconomique - en vue de reconstruire les infrastructures, pourrait relancer l'activité dans le secteur de la construction et des travaux publics, l'eau et l'électricité, le transport et les télécommunications. Ceci exige des mesures incitatives pour accroître les recettes ainsi qu'une meilleure gestion des dépenses prioritaires. Au contraire, une prévision modérée indique le taux de croissance du PIB national à moins de 5%.

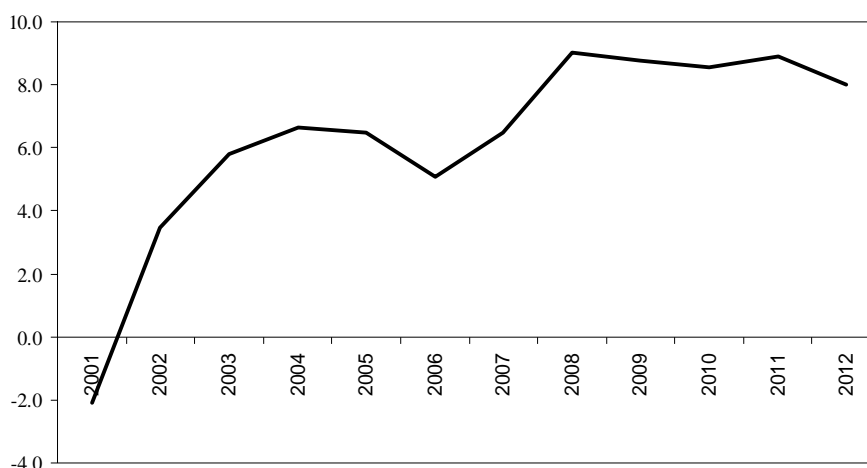


Fig. 5.1.5 Projection du PIB National

Source: Perspectives Economiques de la RDC à moyen terme 2007

Les données actualisées sur le Produit Intérieur Régional Brut (PIBR) pour des entités administratives plus petites ne sont pas facilement disponibles en RD Congo. De ce fait, le taux de croissance annuelle du PIBR de Kinshasa prévu de 4,7% au plan de développement provincial 2007-2011 a été appliqué dans la projection.

La structure économique de l'aire étudiée ne peut être dérivée que du Produit Intérieur Brut

Régional (PIBR). Selon l'enquête sociale sur les ménages effectuée lors de l'étude à N'djili, la part de l'emploi dans le secteur agricole est de 7,4% et les parts de l'emploi dans les industries et les services sont de 33,9% et 58,7% respectivement. Estimant que les paramètres relatifs au travail sont plus au moins les mêmes dans l'aire d'étude de la ville-province de Kinshasa, la structure d'emploi peut être convertie en structure économique en appliquant la productivité différentielle du travail pour chaque secteur. Selon les hypothèses que le PIBR par tête d'habitant de Kinshasa pour l'année 2007 estimé au plan de développement, soit US\$ 260 et un taux de croissance de 4,7%, est appliqué, en conclusion, la structure économique de la zone d'étude est globalement estimée dans le tableau ci-après :

Tableau 5.1.6 PIBR par industrie dans la Commune de N'djili en 2007

Industrie	Population	Structure	Coefficient	Modifié	PIBR 2007
Primaire	8.588	7,4%	1,0	4,2%	\$3.537.496
Secondaire	39.342	33,9%	1,2	22,5%	\$18.735.878
Tertiaire	68.122	58,7%	2,2	73,3%	\$61.124.746
Total (PIBR)	116.052	100,0%		100,0%	\$83.398.120
PIBR/tête d'habitant					\$260

Source: Population- Equipe d'Etude PIBR/tête d'habitant- Plan de Développement de Kinshasa 2007-2011

Les taux de croissance industrielle par secteur diffèrent selon les conditions et les mesures appliquées par chaque secteur. Le taux de croissance de la productivité du PIBR par le secteur industriel est présenté comme suit:

- Primaire: La productivité augmentera grâce à l'amélioration de l'efficacité dans le secteur de transport et de la vente et la revalorisation de l'agriculture suburbaine.
- Secondaire: La productivité augmentera grâce à l'amélioration des capacités techniques dans les usines manufacturières.
- Tertiaire: Bien que la systématisation et le service de gestion soient avancés, la productivité n'augmente pas vite à cause des petites entreprises.

Tableau 5.1.7 Prévisions PIBR dans la Commune de N'djili en 2018

	Industrie	Population	PIBR/ Employés	PIBR/employés Taux de croissance	PIBR 2018	Taux de croissance
N'djili	Primaire	10.000	1,0	1,15	\$4.736.982	2,7%
	Secondaire	58.000	1,2	1,20	\$33.145.674	5,3%
	Tertiaire	100.000	2,2	1,10	\$98.701.184	4,5%
	Total (PIBR)	168.000			\$136.583.840	4,6%
	PIBR/tête d'habitant				\$347	2,65%

Source: Equipe d'Etude

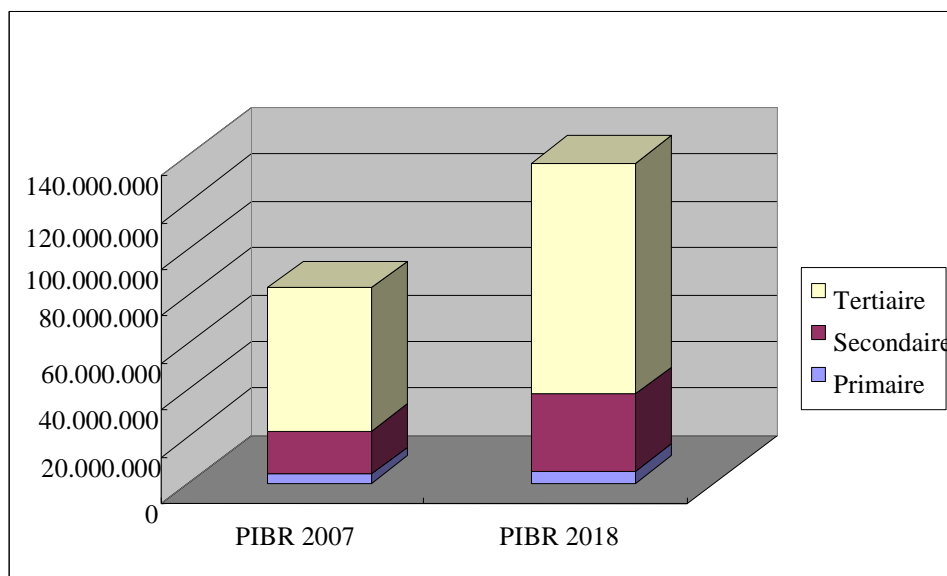


Fig. 5.1.6 Projection PIBR (US\$)

Source: Plan de Développement de Kinshasa 2007-2011

5.2 METHODOLOGIE DU PLAN DE REHABILITATION URBAINE DE KINSHASA

5.2.1 Généralités – “ Action de la Commune de N’djili”

Globalement, ce plan est étudié comme un plan de réhabilitation urbaine pour la planification des réhabilitations et des reconstructions urgentes juste après un rétablissement à la suite d’un bouleversement socio-économique prolongé, ce qui est similaire à la situation actuelle dans la province de Kinshasa. Pour concevoir un Plan de Réhabilitation urbaine, le présent plan repasse les données actuelles ainsi que les plans de développement et propose une politique de développement variée de moyen à long terme (soit 10 ans) en même temps que le Plan d’Action. Les étapes qui découlent de la présente étude se présentent comme suit :

- 1re Etape: Compiler les données actuelles sur la Vile-Province de Kinshasa et la Commune de N’djili,
- 2e Etape: Prioriser les demandes communautaires à travers l’approche participative et de dialogues,
- 3e Etape: Déterminer la politique de développement et le Plan d’Action pour la Commune de N’djili,
- 4e Etape: Examiner les projets-pilotes en vue de feedbacks sur le Plan,
- 5e Etape: Evaluer les Projets-Pilotes et revoir l’Etude afin d’améliorer le Plan,
- 6e Etape: Mettre en œuvre les Projets repris dans le Plan d’Action.

Le plan de réhabilitation urbaine a été conduit avec une démarche polyvalente. Le plan

impliquait une variété de parties prenantes et appliquait des démarches participatives afin d'activer le développement de la commune. Cette démarche et sa procédure sont d'une grande valeur pour une utilisation comme un model de planification de la réhabilitation urbaine qui pourrait être appliqué aux plans de réhabilitation urbaine d'autres communes.

L'étude a reçu le soutien de la JICA, techniquement et financièrement. En outre, l'étude a également identifié les actions nécessaires aux différentes étapes et les parties prenantes qui incluent le gouvernement central, le siège de la communauté, le gouvernement local et les habitants de la commune. D'autres communes entreprenant des plans de réhabilitation urbaine peuvent facilement identifier les actions nécessaires à partir du plan de réhabilitation urbaine de la commune de N'djili. Si d'autres communes nécessitent une aide des agences donatrices pour élaborer leurs plans de réhabilitation urbaine ou pour entreprendre des projets spécifiés dans les plans d'action, les contenus et les menus d'aide qui sont clairement prévus faciliteraient grandement les actions des donateurs. Au vu de la situation mentionnée ci-dessus, les démarches indispensables et les principales tâches aux différentes étapes qui peuvent être appliquées comme directives pour les actions prochaines d'autres communes sont résumées ci-dessous:

5.2.2 Procédure

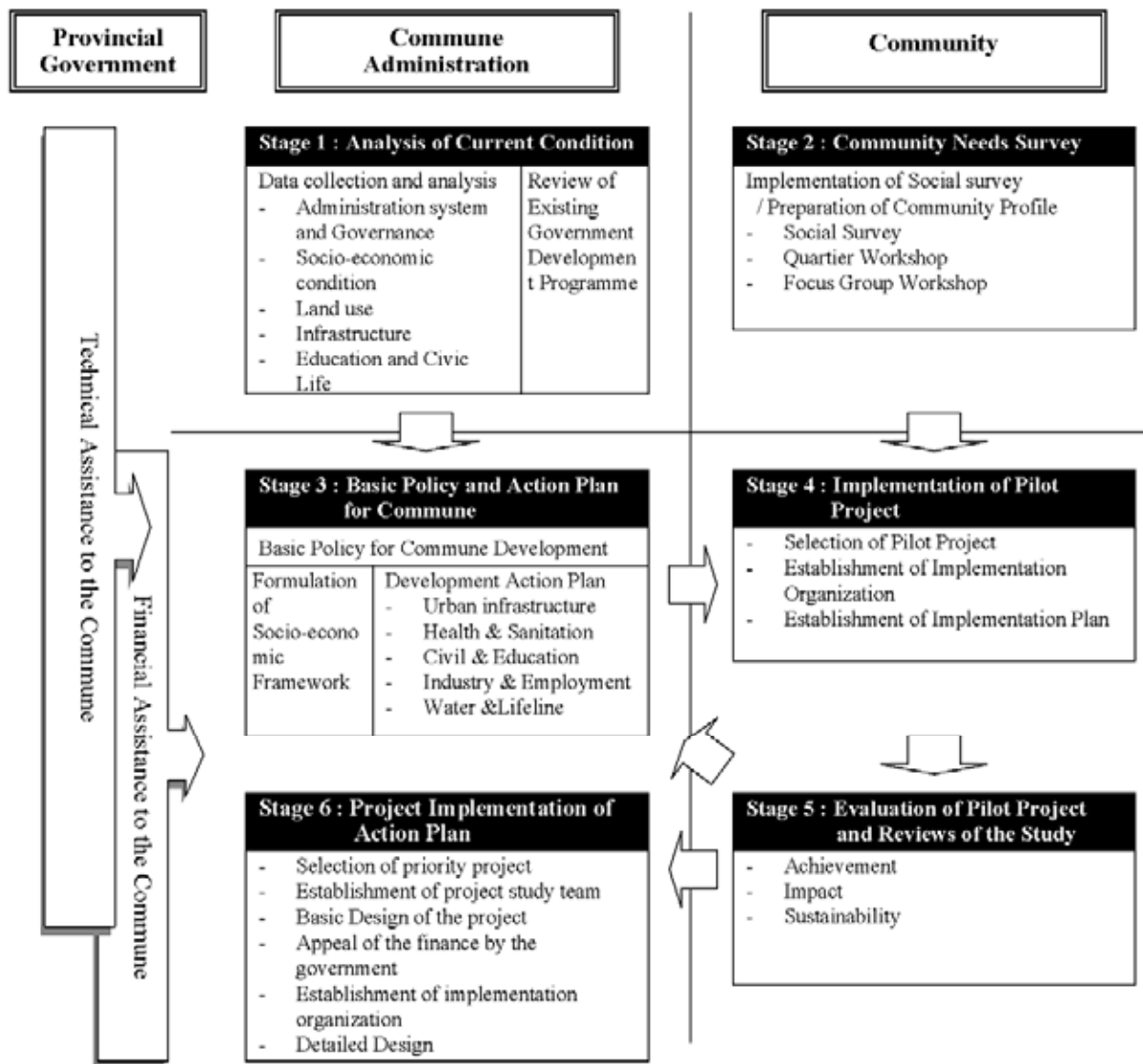


Fig. 5.2.1 Procédure pour le Plan de Réhabilitation Urbaine

Les rôles fondamentaux de principaux acteurs dans le Plan de Réhabilitation de la Commune sont décrits au tableau 5.2.1.

Tableau 5.2.1 Principaux Rôles de chaque Acteur dans le Plan de Réhabilitation

Acteurs	Principaux Rôles
Gouvernement Provincial	<ul style="list-style-type: none"> - Apporter l'assistance technique dans la planification - Approuver le plan à travers le Comité de Pilotage ou d'organisation - Créer des ressources financières à partir du budget du gouvernement ou la coopération avec les bailleurs des fonds
Administration Communale	<ul style="list-style-type: none"> - Eveiller l'attention des habitants de la commune dans le Plan de Réhabilitation - Créer une organisation pour la participation des habitants de la commune, - Elaborer le plan initial en vue de le débattre avec les habitants de la commune, - Discussion sur la méthode de mise en œuvre avec le Gouvernement Provincial
Communauté	<ul style="list-style-type: none"> - Participer aux débats au niveau de la commune et présenter les avis et considérations en vue de la réhabilitation de la commune, - Participation positive dans les activités de la commune

5.2.3 1re Etape: Analyse de la Situation actuelle de la Ville de Kinshasa et de la Commune de N'djili

L'Etape 1 est l'étape initiale du plan de réhabilitation urbaine. Pour comprendre les conditions générales de la commune, la collecte de données est une activité indispensable afin de réaliser le plan d'action. Néanmoins, dans les nombreux cas de villes qui se remettent d'un bouleversement socio-économique, comme la RDC, la collecte des données nécessaires et la mise à jour des données afin de réaliser le plan d'action est assez difficile pour les raisons suivantes :

- Données ayant disparues durant la période de troubles,
- Agences administratives en charge de la maintenance des données mal organisées,
- Manque de personnel pour la maintenance des données,
- Manque de budget alloué à la maintenance des données,
- Manque de technologies appropriées pour la collecte et la conservation des données.

L'on est confronté à plusieurs difficultés dans la compilation du Plan de Réhabilitation urbaine dans les Nations post-conflit à cause des obstacles repris ci-dessus en comparaison au Plan/Schéma Directeur actuel. En ce qui concerne la réhabilitation urbaine, l'Etude a compilé les données nécessaires sur la ville de Kinshasa et la commune de N'djili comme ci-dessous :

- Les conditions naturelles,
- Le Système administratif,
- Les conditions socio-économiques,
- Les conditions sectorielles,

- Les conditions environnementales en RD Congo.

Les données mises à jour de la province de Kinshasa (se référer au texte principal du Chapitre 3, Volume I) sont d'une grande valeur pour réaliser le plan de réhabilitation d'autres communes. De plus, les éléments d'étude de la collecte de données concernant les communes sont également applicables en tant qu'échantillon des activités. Le contenu de l'étude sur les conditions actuelles et les problèmes de la commune (se référer au plan d'action du Chapitre 2, Volume II) est présenté ci-dessous:

- Localisation,
- Géographie,
- Histoire,
- Population,
- Administration de la Commune
- Economie,
- Affaires Foncières,
- Conditions sectorielles.

5.2.4 2e Etape: Etude des besoins communautaires

Afin d'identifier les priorités du développement de la communauté, l'Etape 2 comprenait la collecte de l'opinion de la communauté à travers plusieurs études sur la communauté. Globalement, l'Etude sur les Besoins de la Communauté est appliquée comme une forme de démarche participative de la communauté. C'est une démarche indispensable afin de réaliser l'implémentation du plan de réhabilitation urbaine avec succès, plutôt qu'une simple méthode complémentaire. Les résultats de l'Enquête sur les besoins de la Commune de N'djili sont repris au chapitre 2 du Volume II du Plan d'Action et l'exactitude des données et des informations. La méthodologie de l'Etude sur les Besoins de la Communauté inclue:

- Une étude sociale et un profilage de la communauté utilisant des entretiens avec des informateurs clés et une enquête socio-économique avec questionnaire pour les habitants, en utilisant de préférence la méthode PLA (Apprentissage et actions participatifs) et la méthode SL (Moyens d'existence Durables).
- Une étude d'inventaire des infrastructures utilisant des observations sur site et utilisant de préférence un SIG (Système d'Information Géographique)
- Des réunions de quartier impliquant les diverses parties prenantes dans une commune pour discuter des problèmes, du potentiel et des contraintes liés à leurs actions.
- Une étude du potentiel industriel utilisant des observations sur site et des entretiens avec les commerçants.

5.2.5 3e Etape: Politique de base et Plan d'Action pour la Commune de N'djili

A l'issue de la collecte des données, l'on a procédé à l'analyse ainsi qu'à l'identification des besoins communautaires, de la politique de base et du Plan d'Action pour la Commune de N'djili. La 3e Etape présente la Politique de base et le Plan d'Action pour la commune de N'djili en se basant sur les résultats et conclusions des études/enquêtes antérieures. Le contenu de la Politique de base pour la Redynamisation communautaire tel que stipulé au Chapitre 3 du Volume II du Plan d'Action, est repris comme suit:

- Traits caractéristiques de la commune,
- les avis et opinions de la communauté,
- Diagramme de développement dans la commune de N'djili,
- Vision et Concepts du Développement.

De plus, le contenu du Plan d'Action pour la communauté tel que présenté au Chapitre 4 du Volume II (du Plan d'Action) s'articule comme suit :

- Préparation institutionnelle en vue de l'Action,
- Instauration d'une politique d'amélioration pour les questions relatives à l'aménagement urbain/à la planification urbaine,
- Plans de secteur basés sur la catégorie stratégique de la province de Kinshasa
 - ◇ Infrastructures urbaines (routes)
 - ◇ Santé et hygiène
 - ◇ Education et citoyenneté
 - ◇ Industrie et emploi
 - ◇ Accès à l'eau et à l'électricité

Afin de planifier les secteurs ci-dessus, il est fortement recommandé d'établir des groupes de travail techniques pour chaque secteur afin de traiter des questions spécifiques de chaque secteur. Un groupe de travail devrait inclure des membres des administrations provinciales et communales, et de préférence des représentants de sociétés civiles telles que les CDL.

Dans le cas de la commune de N'djili, une organisation pour le développement de la commune et des quartiers s'est établie en tant que Comité de Développement Local (CDL) dans chaque quartier. Les représentants de quartier sont nommés ci-après CDL. Une description détaillée des CDL est disponible dans le plan d'action 2.2.6.

5.2.6 4e Etape: Mise en œuvre des Projets Pilotes

(1) Objectif du Projet-Test

Avant la mise en œuvre du Plan d'Action de la commune, il est recommandé d'organiser des projets-tests. Les objectifs des projets-Tests se présentent comme suit :

- Favoriser la participation des habitants de la commune en vue de la réhabilitation de la

commune.

- Redynamiser les organisations communautaires à la base
- Améliorer les capacités de l'administration communale en vue de la gestion des projets,
- Apprendre la méthode du consensus en ayant pour objectif la mise en œuvre du Plan,
- Favoriser la prise de conscience en matière d'appropriation des infrastructures de la commune,
- Vérifier l'efficacité et les possibilités qu'offre le Plan d'Action.

(2) Sélection du Projet-Test

La sélection du projet –test suit la procédure suivante.

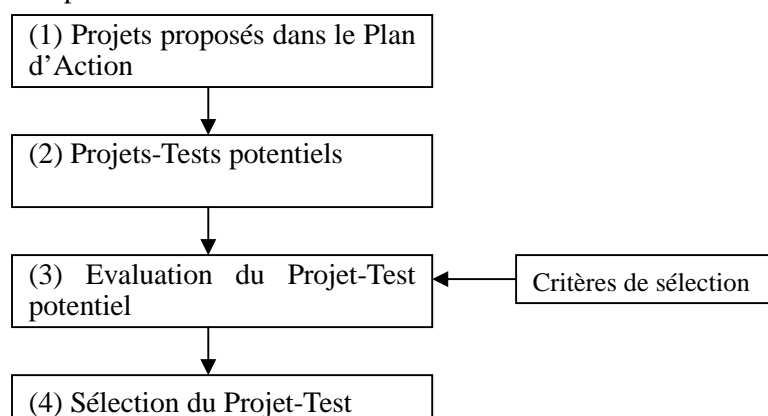


Fig. 5.2.2 Mode de Sélection des Projets-Tests

1) Projets proposés dans le Plan d'Action.

A l'étape de l'étude sur les besoins de la commune, les problèmes existants dans la commune sont identifiés et des mesures pour résoudre ces problèmes sont proposés dans le plan d'action.

2) Projets –Tests potentiels pour chaque secteur

Le projet-test devra permettre de résoudre les problèmes urgents de la commune. C'est ainsi qu'on a sélectionné les projets potentiels à travers l'identification et la confirmation des problèmes urgents actuels.

En se basant sur l'expérience acquise avec la commune de N'djili, il est recommandé pour le projet pilote candidat de disposer des éléments suivants:

- Une participation incluant le plus de personnes possible
- Des éclaircissements à l'intention de la population pour la participation aux activités de la commune
- Des activités qui peuvent être des opportunités de changer la vie de la population

3) Evaluation du Projet-Test potentiel

L'évaluation du projet (test potentiel se fait en appliquant les critères d'évaluation.

Les critères de sélection des Projets-Tests sont généralement les mêmes que ceux appliqués dans la commune de N'djili : Ils comprennent ;

- Délai d'exécution ou de mise en œuvre limité: le projet-test devrait être terminé dans un délai limité.
- Contrainte budgétaire: Le budget alloué à la mise en œuvre des projets-tests devrait être limité,
- Des activités publiques impartiales: Les activités devraient être bénéfiques pour toute la commune et ne devraient pas être bénéfiques uniquement pour un groupe spécifique.
- La disponibilité de l'auto-assistance et la durabilité: Le projet devrait être mis en œuvre afin d'assurer l'auto-assistance des habitants de la commune et la durabilité.

4) Sélection des Projets-Tests

Les résultats de l'évaluation devront faire l'objet d'un débat au sein de la commune et ses habitants devront arriver à un consensus sur le projet.

(3) Création d'une Organisation d'Exécution ou de Mise en œuvre

1) Clarification du rôle des autorités compétentes

Pour créer la structure de l'organisation chargée de la mise en œuvre des projets, il faudra évaluer les capacités de l'organisation compétente ainsi que les rôles de chaque organisation comme :

- l'évaluation des capacités des dirigeants de la commune ainsi que des CLD,
- l'expérience des dirigeants de la commune ainsi que des CLD.

L'on peut alors, sur la base et des résultats de l'évaluation, décider d'étendre la participation du Gouvernement Provincial.

2) Système de participation des habitants de la commune

Le système ou mode de participation des habitants de la commune dépend des activités antérieures réalisées au sein de la commune :

- l'existence des organisations communautaires à la base,
- les relations entre l'administration communale et les quartiers,
- l'appui apporté par les habitants de la commune.

Si l'expérience pertinente des habitants de la commune est limitée, l'organisation devrait être développée depuis la base jusqu'au niveau administratif. Et dans ce cas, le renforcement des capacités de l'organisation communale est mis en évidence dans l'objectif assigné au projet.

3) Sélection de l'Organisation Partenaire

Il est indispensable de recourir à l'assistance d'une organisation partenaire pour la mise en œuvre comme les bailleurs des fonds ou les ONG en vue de l'assistance technique, de l'introduction d'une méthodologie appropriée ainsi que le renforcement des capacités des participants. L'Organisation Partenaire devra être sélectionnée en fonction de son expérience

dans la Ville de Kinshasa en RDC, ses capacités et sa main-d'œuvre/ ou son personnel. Il est souhaitable que les ONG nationales ayant de l'expérience aient la même capacité que les ONG internationales et les bailleurs des fonds ou donateurs étrangers.

4) Organigramme de l'Organisation

La Figure suivante montre l'organigramme type pour la mise en œuvre des projets-tests.

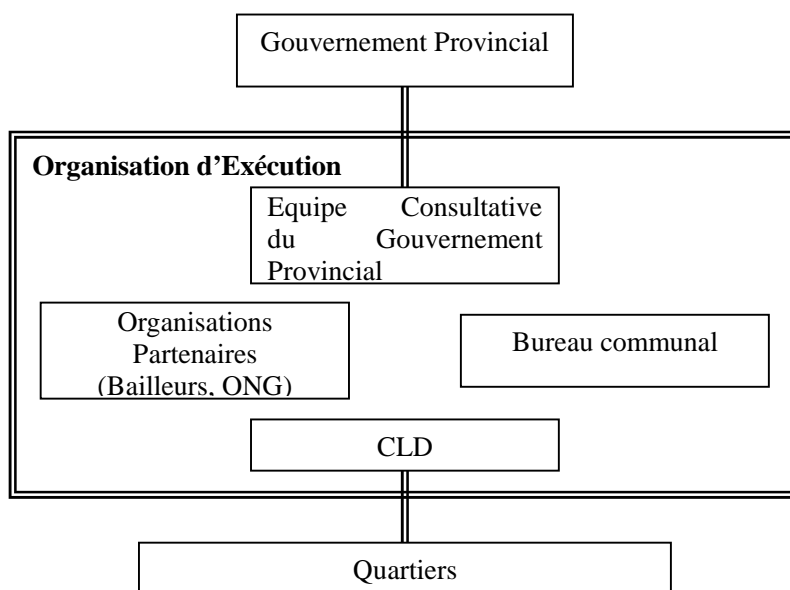


Fig. 5.2.3 Organigramme –type de l'Organisation d'Exécution

(4) Elaboration ou conception d'un Plan d'Exécution

1) Esquisse du Plan de Mise en œuvre ou d'exécution

Le Plan de Mise en œuvre du Projet-Test comprend les rubriques suivantes:

- Objectif général
- But du projet
- Apports/Inputs
- Résultats/Outputs
- Méthode et Procédure
- Activités dans chaque processus
- Calendrier
- Plan d'affectation du Personnel
- Design détaillé en cas de réhabilitation des infrastructures.

2) Devis estimatif

Les coûts nécessaires à l'exécution du projet seront estimés/évalués en fonction du Plan d'affectation du personnel et du design détaillé des installations.

3) Acquisition du budget

Le budget alloué à la mise en œuvre du projet devra se poursuivre en collaboration avec le Gouvernement Provincial. Pour ce faire, le Gouvernement Provincial procède à l'évaluation du plan proposé en tenant compte notamment de son efficacité et de sa praticabilité et peut ensuite décider de sa mise en œuvre.

5.2.7 5e Etape: Evaluation du Projet-Test et Révision de l'Etude

L'Organisation partenaire devra assurer le suivi de la mise en œuvre du Projet-Test et procéder également à son évaluation. Le Projet-Test est évalué à partir de trois aspects tels que la Réalisation, l'Impact et la Durabilité.

(1) Réalisations

L'évaluation des réalisations devra se faire à travers les aspects suivants :

- L'objectif du projet répond aux besoins des habitants de la commune,
- Les participants au projet sont satisfaits de son contenu/objet,
- Les participants ont compris les leçons à tirer,
- La motivation des participants a été accrue,
- L'objectif général du projet a été atteint,
- L'organisation de la commune a été redynamisée,
- La structure de base de l'organisation communale a été renforcée.

(2) Impact

L'évaluation de l'impact devra se faire à travers les aspects ci-après:

- Le projet a eu suffisamment de visibilité auprès de la population,
- Le projet a réussi à attirer l'attention du public non seulement dans la commune, mais également dans les communes voisines ou dans la province,
- La population est intéressée par les progrès réalisés par le projet, etc.
- Les performances des participants ont été améliorées à travers la mise en œuvre du projet,
- Il n'y a pas eu d'impact négatif comme la plainte de la population ou la détérioration du milieu de vie dans la communauté.

(3) Durabilité

L'évaluation de la durabilité se fera à travers les aspects ci-après:

- L'organisation de base ayant la capacité de gérer le projet a été installée,
- Les participants ont manifesté la volonté de poursuivre le projet,
- La motivation des leaders communautaires a été maintenue,
- Les participants au projet ont acquis des connaissances et des techniques suffisantes

- pour exécuter le projet par leurs propres efforts,
- Le minimum d'outils et de matériels nécessaire à la mise en œuvre du projet est disponible à la commune,
- Les participants sont capables de créer un système de recouvrement des frais qui puisse rendre le projet durable.

En cas de difficulté découverte dans les résultats de l'évaluation, l'organisation partenaire recommandera les mesures pour surmonter ces difficultés.

5.2.8 6e Etape Mise en œuvre du Plan d'Action

(1) Sélection des projets prioritaires du Plan d'Action

Le Plan d'Action propose le programme de sa mise en œuvre. Les projets prioritaires sont sélectionnés à partir des projets qui sont recommandés pour la première phase. Le mode de sélection des projets prioritaires est le même que celui repris pour la sélection des projets-tests.

(2) Composition de l'Equipe d'Etude

Pour formuler le cadre du projet, il faudra organiser une équipe d'étude. L'équipe d'étude sera constituée des délégués du Gouvernement Provincial, de l'administration communale ainsi que les CLD. Les rôles dévolus aux parties concernées s'articulent comme suit :

Gouvernement Provincial

- Assistance Technique et Conseil dans la planification,
- Décision politique au niveau du Gouvernement, et plus particulièrement dans les finances,

Administration communale:

- Assurer la présidence de l'équipe d'étude et de ses réunions de pilotage,
- Eveil de conscience des habitants de la commune en ce qui concerne le projet,
- Conception du plan initial en vue d'en débattre au niveau de l'équipe d'étude

CLD

- Présenter les opinions représentatives des habitants du quartier,
- Mobiliser les ressources dans la communauté pour réaliser le projet.

(3) Conception/Design de base du Projet

La conception de base du projet devra se faire en intégrant les rubriques ci-après :

- l'objectif général du projet
- le but du projet
- les apports ou Inputs
- les résultats ou Outputs

- la méthode et la Procédure
- les activités dans chaque processus
- Design de base des installations
- Devis estimatif.

(4) Réunion avec le Gouvernement en vue du budget

L'administration communale devra s'efforcer à acquérir le budget nécessaire à la mise en œuvre du projet. Les dirigeants de la commune discutent avec les représentants du Gouvernement Provincial en vue d'avoir le budget grâce au financement propre du Gouvernement ou la contribution des bailleurs des fonds.

(5) Création de l'Organisation de Mise en œuvre du projet

L'organisation de mise en œuvre est composée du comité de gestion du projet ainsi que de l'équipe chargée de la mise en œuvre/de l'exécution.

L'équipe d'implémentation dispose du mandat pour mettre en œuvre le projet. Toutes les activités de l'équipe d'implémentation sont sous la direction du plan d'implémentation. Toute question problématique sera traitée par le comité de gestion.

(6) Plan détaillé du Projet

Le plan détaillé du projet est réalisé sous la supervision de l'équipe d'étude et approuvé par le comité de gestion. Le plan détaillé comprend le devis estimatif réel du projet.

(7) Mise en oeuvre du Projet

La mise en œuvre du projet est supervisée par l'équipe d'étude et se déroule sous le contrôle du comité de gestion.

(8) Suivi du projet

Le comité de gestion assure également le suivi des résultats du projet. Les opinions ou points de vue émis sur le suivi sont les mêmes que ceux décrits dans l'évaluation du Projet-Test comme la durabilité de l'impact des résultats. Ces résultats ont fourni des données indispensables à la planification du projet ainsi qu'à l'étape de la mise en œuvre.

CHAPITRE 6

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

CHAPITRE 6: CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

6.1 CONCLUSIONS

L'Etude de Développement du Plan de Réhabilitation Urbaine de la Ville de Kinshasa en RDC vise la réhabilitation de la commune de N'djili à travers l'analyse de la situation actuelle et la conception d'un Plan d'Action. Selon les expériences tirées de l'Etude, l'on peut arriver aux conclusions ci-après :

(1) Actions indispensables Identifiées pour les Parties Prenantes

Le plan est étudié comme un plan de réhabilitation urbaine pour la planification des réhabilitations et des reconstructions urgentes juste après un rétablissement à la suite de conflits politiques et/ou d'un bouleversement économique, ce qui est similaire à la situation actuelle dans la province de Kinshasa. Les caractéristiques du Plan englobent une gamme variée d'acteurs/parties prenantes ainsi que des approches/méthodes participatives afin de redynamiser le développement de la Commune. A travers cette étude, l'on a pu identifier des actions nécessaires aux étapes respectives ainsi que les principaux acteurs. Ces informations et les progrès réalisés revêtent un caractère essentiel pour les parties prenantes comme le Gouvernement Central, l'autorité communale/l'administration locale ainsi que les habitants de la commune.

(2) Méthode de participation des Organisations Communautaires

Pour la définition de ce projet, la mission d'étude a toujours mis les informations en commun avec les homologues, et pour impliquer les communautés, elle a pris en compte le renforcement du degré de compréhension du contenu du plan et l'amélioration de l'autonomie des communautés. Initialement, la mission d'étude prévoyait simplement de faire une étude, mais l'élargissement de ses activités à l'organisation d'ateliers et l'exécution d'un Projet pilote par le biais des homologues, a permis le développement de son rôle à conseiller et facilitateur pour l'établissement et l'exécution du Plan d'action à l'initiative des communautés. Cela a aussi donné l'occasion aux communautés de bien comprendre les problèmes de développement auxquels est confrontée la Commune, les mesures à prendre, ainsi que leur propre rôle, et a été reflété sur le contenu concret défini pour le Plan d'action. Ainsi, la procédure et la méthodologie pour la participation des Organisations Communautaires définies pour l'établissement de ce Projet seront aussi pour la mission d'étude une leçon à retenir pour les projets de développement communautaire à venir.

(3) Redynamisation des Organisations Communautaires

Pour le développement communautaire, le plan a encouragé la dynamisation du CLD de N'djili, en tant qu'organisation communautaire des/pour les résidents. En conséquence, le CLD devrait jouer un rôle indispensable dans les études, ce qui est un facteur essentiel pour le succès des approches participatives.

(4) Compilation des Données Actuelles et Analyse de la Situation dans la Ville-Province de Kinshasa

Les données et informations actuelles de la province de Kinshasa ont été compilées dans le cadre de l'étude par le biais d'interviews des responsables des secteurs pertinents. La politique de développement, les programmes et projets des secteurs respectifs de Kinshasa ont été intégrés pour servir de référence pour l'étude. Pour cette raison, en utilisant ces données et informations, d'autres communes pourront se référer aux informations nécessaires pour construire leurs plans de réhabilitation sous forme de base de données.

(5) Compilation des Données Actuelles et Analyse de l'état des Lieux dans la Commune Pilote

L'étude a aussi rassemblé les informations et les données actuelles dans la commune pilote, N'djili, tout en tenant des entretiens avec les parties prenantes, telles que le gouvernement provincial, les personnels responsables, les représentants responsables et les habitants de la communauté. Cette base de données peut fournir les informations nécessaires pour des actions ultérieures à N'djili. Bien que la base de données de N'djili ne puisse pas être appliquée directement à d'autres communes, les démarches de collecte des données et le contenu de base de la base de données leur sont applicables.

(6) Prévision des Besoins Futures et Définition des Politiques et Stratégies de Base dans la Commune Pilote

Pour établir un cadre socio-économique à Kinshasa et N'djili, l'étude prévoit la demande future et indique des politiques de développement dans la commune pilote, N'djili, par le biais d'analyses statistiques et d'interviews des parties prenantes. Les demandes futures prévues et les politiques de développement indiquées facilitent la prise de décisions efficaces et la formulation de projets adaptés à N'djili en tant que scénario de développement. Bien que ces demandes futures prévues et les politiques de développement indiquées ne puissent pas être directement copiées pour d'autres communes, l'approche de prévision de la demande pour établir un cadre socio-économique et la politique de développement indiquée dans l'étude sont aussi applicables et précieuses pour ces activités.

(7) Conception d'un Plan d'Action dans la Commune Pilote

Pour clarifier les actions nécessaires pour la réhabilitation de la commune, l'étude formule un

Plan d'action dans la commune pilote, N'djili, par le biais de l'analyse statistiques et de dialogues avec les parties prenantes. Sous le scénario de développement de N'djili, le Plan d'action formulé a clarifié les actions nécessaires pour la réhabilitation et les projets priorités à exécuter. Bien que le plan d'action ne puisse pas être appliqué directement à d'autres communes, une variété de menus et d'aperçus de projets priorités sont utiles pour réaliser leurs plans d'action respectifs.

(8) Mise en œuvre des Projets-Tests pour Confirmer le Plan d'Action

En vue de vérification du Plan d'Action, l'étude a réalisé les projets pilotes. A travers le processus de mise en place des projets pilotes, les diverses leçons apprises ont été examinées et vérifiées. De plus, le projet pilote contribue non seulement à la vérification du plan d'action, mais motive également la communauté pour la participation au projet. D'après l'expérience rassemblée lors de la mise en place du projet pilote, il est peut-être établi si la démarche est efficace pour le travail d'élaboration du plan d'action.

(9) Validité vérifiée de l'Etude en tant que Modèle de Planification pour la Réhabilitation Urbaine

Comme décrit ci-dessus, l'Etude a appliqué l'approche participative dans la compilation et l'analyse des données. Cette méthode a été bien accueillie par les parties prenantes et elle a été également vérifiée comme une mesure cruciale pour une bonne conception de plan. De ce fait, l'approche participative et sa méthodologie sont très utiles dans l'élaboration des plans de réhabilitation urbaine qui peuvent également être appliquées à d'autres communes comme un modèle de planification pour la réhabilitation urbaine. Cette étude peut très bien s'appliquer à d'autres communes de la Ville-Province de Kinshasa et servir ensuite d'un bon Plan ou Schéma Directeur pour la Capitale Kinshasa sans exclure la possibilité de l'étendre à d'autres provinces et communes de la RDC.

6.2 RECOMMANDATIONS

Sur la base des expériences de l'étude, les recommandations de l'Etude s'articulent de la manière suivante:

(1) Modification adaptée aux caractéristiques de chaque commune :

Le modèle de la commune de N'djili peut être appliqué aux autres communes dans ses grandes lignes de développement. Il exige cependant quelques modifications selon les traits caractéristiques de chaque communauté.

(2) Renforcement du développement des capacités par le biais de l'éducation civique :

Pour une durabilité des actions de développement, les activités de renforcement des compétences au travers d'une campagne d'éducation civique sont d'une importance prépondérante au niveau gouvernemental, communal et au niveau de la communauté, afin de favoriser une vision unifiée du processus de développement.

(3) Appui à la décentralisation :

L'autonomie de la commune s'avère être un important facteur pour la décentralisation. Toutefois, les organisations provinciales et communales n'ont pas encore atteint leur maturité. Par conséquent, il est nécessaire d'assurer un appui permanent en matière de renforcement des capacités.

(4) Appui à la communauté :

Les CLD peuvent jouer un rôle actif dans les projets. Pour encourager leurs activités, il est indispensable d'assurer un appui permanent en vue d'un impact durable sur les habitants ainsi qu'une meilleure appropriation du processus de développement. De plus, l'utilisation de moyens divers, comme l'organisation d'ateliers et l'exécution de projets pilotes, par le biais des homologues, constitue un procédé efficace pour renforcer la volonté de participation des habitants dans le cas où des parties tierces, telles que des partenaires de développement, souhaitent soutenir l'établissement de plans et les activités d'Organisations Communautaires comme les CLD.

(5) Coordination des Actions de Développement :

Il est nécessaire de créer une Structure solide de Coordination des actions de Développement Communautaire entre le Gouvernement Provincial de Kinshasa, le niveau communal et communautaire ou des CLD. Faute de fonds nécessaires à la mise en œuvre des projets de développement, l'assistance des bailleurs des fonds potentiels et des organisations internationales, ainsi que les activités de coordination vis-à-vis du Gouvernement Provincial de Kinshasa, la Commune de N'djili et les CLD sont hautement escomptées.

ANNEXES

ANNEXE-1
PROFIL DU PROJET

PROFIL DU PROJET

Secteur	No.	Titre du Projet
Infrastructure Urbaine	1-P2	Réhabilitation des routes asphaltées actuelles
	1-N1	Réhabilitation des routes communautaires par la Méthode HIMO (Application de la Technologie "Do-Nou")
	1-C1	Curage des caniveaux en collaboration
Health & Sanitation	2-P1	Réhabilitation et Construction des Centres de Santé (Construction d'un nouveau Centre de Santé au Quartier-1)
	2-N1	Réhabilitation et construction des toilettes publiques
	2-C1	Sensibilisation sur les problèmes d'Assainissement et d'hygiène
Education & Citizenship	3-N1	Renforcement des capacités de l'administration communale
	3-C1	Extension de l'Education Civique
Industry & Employment	4-N1	Mise en place des Systèmes d'appui à l'Industrie
	4-C1	Création de l'Association des industries de N'djili (Réseau de petits Vendeurs)

JICA - Etude de Développement du Plan de Reconstruction Urbaine de Kinshasa
Profil du Projet
Secteur: Infrastructure Urbaine

No.	Titre du Projet		Période d'exécution		
			Court	Mid	Long
1-P1	Réhabilitation des routes asphaltées actuelles				
Site du Projet		Agence d'exécution			
les routes asphaltées au Quartier 7		Ministère du Plan, Budget, Travaux Publics et Infrastructures, OVD (Office des Voiries et Drainage)			
Bénéficiaires et/ou Groupe cible		Fonds proposé	Coût estimatif (USD)	Priorité	
Les bénéficiaires directs sont les chauffeurs privés, les usagers du transport en commun, les transporteurs ainsi que les piétons. Les bénéficiaires indirects sont tous les habitants de la commune de N'djili commune (approx. 320.000).		Budget Provincial/Assistance extérieure	4,826,470	Urgent	
Département	Personne contact	Téléphone	Adresse E-mail		
MINPLAN-RATPK/ OVD, Commune de N'djili	1° M. LOKAKAO, 2° M. Justin LUSEY ISAMPAY/	0810841501/09981293521	kinka_2005@yahoo.fr / fadeco_cp@yahoo.fr		
Contexte:		Hypothèse importante et Condition préalable à la mise en œuvre du projet			
Le Quartier 7 constitue le centre de la commune de N'djili. Il existe très peu d'avenues asphaltées au Quartier 7 dans la commune de N'djili. Il ya également plusieurs nids de poule sur les routes asphaltées faute d'entretien et de système de drainage approprié. Il est dès lors urgent de réhabiliter la chaussée des routes asphaltées actuelles au Quartier 7 en vue d'une circulation fluide.		Renforcer la capacité de maintenance de la commune. Mise sur pied d'un système de maintenance régulier.			
But du Projet: Réduction des embouteillages et des accidents					
Grandes lignes du Projet et du Programme/Composantes: <input type="checkbox"/> Réhabilitation des routes asphaltées actuelles et construction d'un bon système de drainage jusqu'à l'exutoire actuel, L=4.93km, largeur=7m(2 bandes) - Travaux de terrassement (nivellement, etc.) - Travaux de pavage/bitumage (de la chaussée: Couche portante d'asphalte, Couche de base, Couche de fondation, Réparation des nids de poule, Pavage des trottoirs) - Travaux de drainage/Caniveaux (Réhabilitation et construction de nouveaux caniveaux en forme de U ainsi que des conduits souterrains transversaux) - Travaux annexes (Marquage des bandes, dos d'âne et mesures de sécurité routière)					
Résultats du Projet: 1) Plan général et plan détaillé de la réhabilitation des routes asphaltées actuelles 2) Les avenues dont la chaussée a été détériorée ont été asphaltées. 3) Un système de drainage approprié a été aménagé jusqu'à l'exutoire actuel. 4) La construction des trottoirs, des passages pour piétons ainsi que des dos d'âne pour casser la vitesse a été faite pour réduire les accidents de circulation.					
Calendrier d'exécution: Plan général et plan détaillé: 1 an Construction et supervision: 2 ans		Coût du Projet : ('000 USD)			
Impact social et environnemental: Il est nécessaire de tenir compte du bruit, de la poussière ainsi que des vibrations au cours de travaux de construction. En ce qui concerne les travaux de réhabilitation de la route en cours, l'acquisition des terrains n'est pas prévue. Expected to occur.		1) Coût de la Construction		4,388	
		2) Service technique		439	
		Total		4,826	
		*Les coûts d'acquisition des terrains et de délocalisation des maisons ne sont pas inclus.			
Projets connexes: Projet-Test de Réhabilitation du Boulevard Luemba (1-P1)					

Profil du Projet

Secteur: Infrastructure Urbaine

No.	Titre du Projet		Période d'exécution							
1-N1	Réhabilitation des routes communautaires par la Méthode HIMO (Application de la Technologie "Do-Nou")		Court							
Site du Projet		Agence d'exécution								
Toute la commune de N'djili		Bureau de la Commune de N'djili, CCD, CLD, DVDA								
Bénéficiaires et/ou Groupe cible		Financement proposé	Coût estimatif (USD)	Priorité						
Les bénéficiaires directs sont les membres des CLD ainsi que les habitants qui ont participé aux activités ci-dessus (approx. 700), les chauffeurs privés, les usagers du transport en commun, les transporteurs, les motocyclistes, les caristes et les piétons. Les bénéficiaires indirects sont tous les habitants de la commune de N'djili (approx. 320.000).		Budget Provincial/Assistance extérieure	2,620,000	Urgent						
Département	Personne contact	Téléphone	Adresse E-mail							
Commune de N'djili et DMK (+ DVDA)	Pr. KINKELA SAVY/Guy BAKUMBA	999915909/081 250 51 60	multina.dmk@unikin.cd/dg@multina.cd/guybakum							
Contexte:		Action actuelle y afférente								
Etant donné que la plupart des routes ne sont pas asphaltées, beaucoup d'entre elles sont en mauvais état et empêchent une bonne circulation des usagers de la route; d'où le choix porté pour la réhabilitation des routes par la Technologie "Do-Nou", car elle s'adapte mieux à la réhabilitation/l'entretien des routes non asphaltées. Il y a beaucoup de nids de poule sur les routes non asphaltées faute d'entretien et de système de drainage approprié. Il est dès lors nécessaire de procéder à la réhabilitation urgente des routes actuelles non asphaltées dans la commune de N'djili en vue d'un trafic fluide.		Renforcer la capacité de maintenance des routes de la commune, assainissement des quartiers de la commune, Mise sur pied d'un système de maintenance/d'entretien permanent. Participation volontaire au projet par une partie des habitants.								
But du Projet:										
Création des actions à la base pour l'entretien et la réhabilitation des routes non asphaltées dans chaque										
Grandes lignes du Projet et du Programme/Composantes:										
<ul style="list-style-type: none"> - Affecter un Expert de la Technologie "Do-Nou" - Formation sur la méthode de la Technologie "Do-Nou" (Formation des formateurs -TOT) - Sélection des routes à réhabiliter - Exécution des travaux de réhabilitation. 										
Résultats/Outputs du Projet:										
<ul style="list-style-type: none"> - Les routes non asphaltées de la commune de N'djili ont été réhabilitées par la Technologie "Do-Nou" - La capacité de maintenance des routes et d'entretien des outils de travail par les CLD a été renforcée. - Les CLD ont été équipés en outils de travail pour la maintenance des routes. La circulation des usagers des routes de la commune de N'djili a été améliorée. 										
Calendrier d'exécution:		Coût du Projet: ('000 USD)								
Affecter un Expert de la Technologie "Do-Nou" : 4mois Environ 3 mois pour la première Opérations: 5 ans		<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 80%;">1) Coût de la Con (5 ans)</td> <td style="text-align: right;">2,500</td> </tr> <tr> <td>2) Service technique</td> <td style="text-align: right;">120</td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">Total</td> <td style="text-align: right;">2,620</td> </tr> </table>			1) Coût de la Con (5 ans)	2,500	2) Service technique	120	Total	2,620
1) Coût de la Con (5 ans)	2,500									
2) Service technique	120									
Total	2,620									
Impact social et environnemental:										
<ol style="list-style-type: none"> 1. Le milieu de vie ou l'environnement immédiat a été assaini. 2. Les risques d'érosion ont été réduits. 3. La qualité de vie des habitants des quartiers a été améliorée. 4. Les revenus des opérateurs économiques ont été augmentés. 5. Les entités économiques ont été désenclavées (le périmètre maraîcher de CECOMAF et le long de la rivière N'djili, les ateliers de réparation automobile, de peinture et de menuiserie...) 										
Projets connexes:										
1. Projet-Test pour la Réhabilitation des Routes par la Technologie "Do-Nou". 2. Projet-test sur l'Education Civique 3. Projet-test sur l'Assainissement										

JICA - Etude de Développement du Plan de Réhabilitation Urbaine de Kinshasa

Profil du Projet

Secteur: Infrastructure Urbaine

No.	Titre du Projet		Période d'exécution		
1-C1	Curage des caniveaux en collaboration(1-C1)		Court	Mid	Long
Site du Projet			Agence d'exécution		
Toute la commune de N'djili			Le Bureau de la commune de N'djili, le CCD, les CLD et la RATPK		
Bénéficiaires et/ou Groupe cible			Fonds proposé	Coût estimatif (USD)	Priorité
Les bénéficiaires directs sont les membres des CLD et les habitants qui ont pris part aux activités ci-haut (approx. 700). ainsi que les chauffeurs privés, les usagers du transport en commun, les transporteurs, les piétons. Les bénéficiaires indirects sont tous les habitants de la commune de N'djili (approx. 320.000).			Budget Provincial/Assistance extérieure	US\$ 67.000 (Apport initial du bailleur), US\$50.000 (frais de fonctionnement de 5 ans par les bénéficiaires)	Urgent
Département		Personne contact	Téléphone		Adresse E-mail
MINPLAN/RATPK/Commune de N'djili		Dr. Tubi LUZINGU, Bourgmestre de N'djili Didier Crépin MAWATU, Bakumba	089 638 0890/0991180049		tubigaby@yahoo.fr / crepinmawatu@yahoo.fr
Contexte:			Hypothèse importante & Condition préalable pour la mise en œuvre		
D'énormes quantités d'immondices et de déchets qui jonchent les rues et avenues et bouchent les caniveaux dans chaque quartier constituent une cause sérieuse des maladies. Un tel environnement insalubre pousse les habitants à se départir de leurs responsabilités sociales en tant que citoyens. L'environnement insalubre devrait être changé tant physique que mentalement. Il est donc urgent de ramasser et d'évacuer les immondices avec le concours de la participation de la communauté. Les habitants de chaque quartier doivent organiser de manière régulière des activités d'assainissement dans leur quartier à titre volontaire ainsi que pour les activités de collecte ou de ramassage des immondices par les ONG. Il est en même temps nécessaire que les habitants réduisent les volumes des déchets qu'ils produisent quotidiennement.			Les habitants ont exprimé leur volonté à participer au projet avec une partie de volontaires. Les sites de décharge finale doivent être identifiés avant de lancer les activités.		
But du Projet:					
L'organisation des actions communautaires en vue de la réduction des immondices et l'entretien des caniveaux a été installée dans chaque quartier.					
Grandes du Projet et du Programme/Composantes:					
Activités					
1-1. Les rues et les caniveaux ont été identifiés.					
1-2. Les sites de décharge finale ont été identifiés. Les dépotoirs illicites doivent être interdits. Le recyclage /la réutilisation des immondices doit être recommandé(e). 1-3. Planifier en détail les activités d'assainissement et déterminer les rôles et responsabilités des membres des CLD et de ceux et celles qui prennent part aux activités.					
1-4.Sélectionner les participants aux activités d'assainissement ainsi qu'à la formation. La formation en matière d'hygiène et d'éducation sur l'environnement est organisée à l'intention des participants aux activités d'assainissement.					
2-2. Les participants ainsi formés étendent l'éducation sur l'hygiène et l'environnement à leurs voisins au niveau de chaque avenue et rue.					
3-1. Assainir les rues sélectionnées et curer les caniveaux					
3-2. Evacuer les immondices ainsi ramassées vers les sites de décharge finale ou encore vers les ateliers de recyclage.					
Apports/ Inputs					
<input type="checkbox"/> Participation des membres des CLD de 13 quartiers					
<input type="checkbox"/> Participation des candidats sélectionnés (environ 2 personnes par rue)					
<input type="checkbox"/> Equipements pour les activités d'assainissement comme les bêches, les seaux et les chariots.					
<input type="checkbox"/> Transport ou évacuation des immondices ramassées (tombereaux)					
<input type="checkbox"/> Textes et matériels de formation relative à l'éducation sur l'hygiène et l'environnement.					
<input type="checkbox"/> Salaire /perdiem des participants aux activités d'assainissement (le minimum possible)					
Résultats du Projet:					
Résultats/Outputs					
1. Un système de collecte et d'évacuation des déchets sera créé dans chaque quartier.					
2. Les participants pourront acquérir des connaissances sur la manière dont il faut réduire les immondices.					
3. Les rues et avenues seront nettoyées et les caniveaux curés par les participants.					
Calendrier d'exécution:			Coût du Projet: ('000 USD)		
Environ 2 mois pour la première action					
Opérations: 5 ans					
Impact social et environnemental:					
Aucun			1) Coût Initial pour les équipements et les outils de		
			2) Frais de fonctionnement (frs 10,000USD/year		
			Total		
			117		
* Les coûts d'acquisition des terrains et de délocalisation des maisons ne sont pas inclus.					
Projets connexes:					
Le Projet-Test pour la Réhabilitation du Boulevard Luemba (1-P1)					

JICA - Etude de Développement du Plan de Reconstruction Urbaine de Kinshasa
Profil du Projet
Secteur: Santé et Hygiène/Assainissement

No.	Titre du Projet		Période d'exécution		
2-P1	Réhabilitation et Construction des Centres de Santé (Construction d'un nouveau Centre de Santé au Quartier-1)		Court	Mid	Long
Site du Projet		Agence d'exécution			
Quartier-1		"Inspection Provinciale de la Santé", Province de Kinshasa			
Bénéficiaires et/ou Groupe-cible		Financement proposé	Coût estimatif (USD)		Priorité
Habitants du Quartier-1 (16,000)		Budget Provincial/Assistance extérieure	901,000		Urgent
Département	Personne Contact	Téléphone		Adresse E-mail	
Ministère de la Santé/Ministère Provincial du Plan/Commune de N'djili	INGINDA BOLOKO/ Ir. MBAKI MBADU/ Bourgmestre	081 525 0240/ 099 99 52 767/099 11 800 49		didieringinda@yahoo.fr/ ips_kinshasa@yahoo.fr	
Contexte: Il existe six Centres de Santé privés au Quartier-1, mais pas un seul Centre de Santé de l'Etat. La Zone de Santé ne peut pas fournir des services médicaux tels les vaccins, des médicaments ou la promotion sanitaire ou médicale aux habitants du Quartier-1. La Zone de Santé ne peut pas créer un Système d'Informations Sanitaires (HIS) sur les maladies épidémiologiques et la santé de reproduction.			Action actuelle y afférente Dans d'autres quartiers, il existe un Centre de Santé Point Focal de l'Etat ayant signé une convention avec la Zone de Santé et qui doit superviser les autres Centres de Santé dans chaque quartier.		
But du Projet: 1)Obtenir le consensus en vue de construire un nouveau centre de santé pour les habitants du quartier-1 2)Obtenir le site du projet 3)Construction d'un nouveau Centre de Santé 4)Affectation des médecins, infirmiers et techniciens au nouveau Centre de Santé. 5) Fournir les équipements et 6) Réhabilitation et Maintenance des Centres de Santé existants dans les Quartiers 2,3,4,5,6,7,8,9,10,11,12, 11,12, et 13.					
Grandes lignes du Projet et du Programme/Composantes: 1)Etude de faisabilité 2)Plan général 3)Plan détaillé 4)Construction et Supervision 5)Fourniture des équipements					
Calendrier d'exécution: 1)Etude de faisabilité 2)Plan général 3)Plan détaillé 4)Construction et supervision			Coût du Projet: ('000 USD)		
Impact social et environnemental: 1)Création d'un bon système des services médicaux. 2)Amélioration de la prévention contre les maladies infectieuses. 3) Création d'un Système d'Informations sur la Santé (HIS)			1) Coût de la Construction 819 2) Service technique 82 Total 901 *Les coûts		
Projets connexes: 1)"Plan d' action pour le district sanitaire de N'djili de Janvier 2008 à février 2009" (Internationa Rescue Committee)					

JICA - Etude de Développement du Plan de Reconstruction Urbaine de Kinshasa

Profil du Projet

Secteur: Santé et Hygiène/Assainissement

No.	Titre du Projet		Période d'exécution								
2-N1	Réhabilitation et construction des toilettes publiques		Court	Mid	Long						
Site du projet		Agence d'exécution									
Six sites dont 4 marchés et 2 places publiques dans la commune de N'djili (Marchés de Quartiers VII, Q VI, QV, QII, Places Sainte Thérèse et Dokolo).		L'autorité communale de N'djili, les CLD, l'ONG A.D.E.C: Association pour le Développement et l'Education au Congo									
Bénéficiaires et/ou Groupe-cible		Financement proposé	Coût estimatif (USD)	Priorité							
Les habitants de N'djili dans les sites sélectionnés ainsi que les acheteurs du marché, les vendeurs ainsi que d'autres visiteurs pour les places publiques.		Bailleurs des fonds/Gouvernement	US\$99.198,00	URGENT							
Département	Personne contact:	Téléphone	Adresse E-mail:								
ONG ADEC et CLD/ Commune de N'djili	NSIONA KASAVUBU GONTRAN/Didier INGINDA	243(0)898177649/081 525 10 95/0815251095	adec_asbl2@yahoo.fr/didieringinda@yahoo.fr								
Contexte		Action actuelle y afférente									
Manque des toilettes publiques dans la commune entraîne un environnement malsain et expose ainsi les habitants aux maladies. Les eaux usées abandonnées et qui ruissellent contaminent les rues, avenues, ainsi que les parcelles familiales jusqu'à la rivière N'djili en amont du Centre de Captage et de l'Usine de Traitement d'Eau sur la Rivière exposant ainsi les habitants non seulement de N'djili, mais également la population de Kinshasa aux diverses maladies: comme le choléra, la diarrhée chronique, les dysenteries, les vers intestinaux, etc.		Les habitants veulent bien utiliser des toilettes publiques propres. Affecter un effectif suffisant de personnel à l'entretien.									
But du Projet: Hygiène et bonnes conditions sanitaires, salubrité, prévention des maladies.											
Grandes lignes du Projet et du Programme/Composantes:											
Grandes lignes: La construction des toilettes publiques en matériaux durables dans les six sites sélectionnés résolvant ainsi le problème des excréments humains sur les rues et avenues. Les toilettes publiques sont conjointement gérées par les CLD, l'ONG ADEC et la commune en vue de bien gérer les recettes réalisées et en assurer ainsi l'entretien et le fonctionnement. Ceci constitue la grande différence dans le mode de gestion des toilettes publiques construites en comparaison à celles situées à l'entrée principale de la commune de N'djili qui étaient gérées par l'Hôtel de Ville sans y impliquer la communauté locale (CLD) ni la commune. Ces toilettes constituent un modèle pour les autres quartiers et communes.											
Résultats du Projet: 1. 6 toilettes publiques ont été construites en matériaux durables. 2. Les habitants les utilisent moyennant paiement de 100FC destinés à l'entretien. 3. Près de toilettes, il n'existe plus d'eaux usées sur les rues et avenues ainsi que dans les parcelles familiales. Il n'y a plus d'eaux usées qui ruissellent sans infiltration vers la rivière N'djili. 4. L'environnement vital direct ou milieu de vie a été assaini. 5. Les conditions sanitaires des habitants ont été améliorées. 6. Les habitants apprennent ainsi la manière dont il faut assurer les conditions sanitaires en gardant leur environnement sain et salubre. 7. La pollution environnementale a sensiblement diminué. 8. La rivière N'djili est désormais débarrassée des excréments humains qui ruisselaient quotidiennement vers le Centre de Captage et l'Usine de Traitement d'Eau sur la Rivière N'djili.											
Calendrier d'exécution: Le calendrier d'exécution couvre 3 mois. Il sera présenté de manière plus explicite aussitôt que le budget aura été alloué et les fonds mobilisés.		Coût du Projet: (99.198 USD)									
Impact social et environnemental: L'impact social et environnemental est très positif favorisant ainsi l'avènement d'un environnement sain, salubre et non pollué ainsi que de bonnes conditions sanitaires pour la population. La commune de N'djili sera ainsi moins polluée et moins polluée ainsi fournissant de l'eau potable à toute la population recevant l'eau de l'Usine de Traitement d'Eau sur la Rivière N'djili, Masina, N'sele, Kimbanseke, Kisenso, Matete, Limete, Lemba, Barumbu, Kinshasa, Lingwala and even Gombe.		<table border="0"> <tr> <td>1) Coût de la Construction (6 sites)</td> <td>97</td> </tr> <tr> <td>2) Coût de la sensibilisation (pour 6 sites)</td> <td>2</td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">Total</td> <td>99</td> </tr> </table> <p>*Les coûts d'acquisition des terrains et de délocalisation des maisons ne sont pas inclus.</p>				1) Coût de la Construction (6 sites)	97	2) Coût de la sensibilisation (pour 6 sites)	2	Total	99
1) Coût de la Construction (6 sites)	97										
2) Coût de la sensibilisation (pour 6 sites)	2										
Total	99										
Projets connexes: Campagne de sensibilisation en vue de la prise de conscience des habitants (par le Projet-test de l'Etude de la JICA)											

JICA - Etude de Développement du Plan de Reconstruction Urbaine de Kinshasa
Profil du Projet

Secteur: Santé et Hygiène/Assainissement

No.	Titre du Projet		Période d'exécution		
			Court	Mid	Long
2-CI	Sensibilisation sur les problèmes d'Assainissement et d'hygiène				
Site du Projet		Agence d'exécution			
Toute la commune de N'djili		Les CLD en collaboration avec le bureau communal et les bureaux de quartier			
Bénéficiaires et/ou Groupe cible		Financement proposé	Coût estimatif (USD)		Priorité
Les bénéficiaires directs sont les promoteurs de la santé communautaire (approx. 50) ainsi que tous les habitants de la commune de N'djili commune (approx. 320.000).		13 CLD, ONG et d'autres associations	US\$170,000 (contribution initiale du bailleur des fonds), US\$9,000 (Frais de fonctionnement annuels par les bénéficiaires et/ou le budget du bureau de la commune)		Urgent
Département	Personne contact	Téléphone	Adresse E-mail		
ONG ADEC + CLD/Commune de N'djili	NSIONA KASAVUBU+ Bourgmestre	089 817 76 49/ 099 11 800 49	adec_asbl@yahoo.fr		
Contexte:		Hypothèse importante et Conditions préalables à la mise en œuvre du projet			
Les maladies infectieuses comme la malaria et la typhoïde ainsi que la diarrhée et sont monnaie courante à N'djili. L'on peut prévenir ces maladies à travers les sessions de formation sur l'hygiène et le plaidoyer pour la santé. Des efforts sont consentis en faveur des activités de médecine préventive par les centres de santé dans chaque quartier grâce à l'appui financier des bailleurs de fonds comme l'UNICEF. La promotion future de la santé est indispensable au niveau communautaire en vue de disséminer les connaissances et l'attitude à adopter en matière de médecine préventive parmi les habitants. L'Etude de la JICA a organisé la Campagne d'Assainissement y compris la sensibilisation sur les problèmes d'assainissement et d'hygiène à l'intention de la population scolaire, dans les marchés et les églises. Plus de 10.000 habitants de N'djili ont suivi les sessions de sensibilisation. Cependant, la sensibilisation de la population devrait être une activité permanente au sein de la communauté. La sensibilisation sur les problèmes d'assainissement et d'hygiène est		Les habitants ont la volonté de participer au projet. Les promoteurs formés poursuivront le travail avec la population à titre de volontariat.			
But du Projet:		La population change son attitude et son comportement au sujet de problèmes d'assainissement et d'hygiène grâce aux activités de sensibilisation permanente.			
Grandes lignes du Projet et du Programme/Composantes:					
Activités 1-1. Les modules les plus importants sur les problèmes d'assainissement et d'hygiène ont été actualisés. 1-2. L'administration communale organise des sessions de formation comme sur le comportement en matière d'hygiène, l'utilisation des installations sanitaires aménagées, grâce au concours des formateurs membres des CLD qui ont reçu la formation de la JICA lors de la Campagne d'Assainissement. 2-1. Les écoles ou établissements scolaires modèles ont été sélectionnés. 2-2. Des installations sanitaires aménagées comme les toilettes sont construites dans les écoles modèles. -3. Les formateurs des CLD organisent des sessions de sensibilisation à l'intention des élèves dans les écoles modèles au sujet non seulement des problèmes théoriques d'hygiène et de salubrité/d'assainissement mais également dans la pratique grâce à l'utilisation des installations sanitaires améliorées. 2-4. Les élèves organisent des activités quotidiennes d'assainissement dans les écoles modèles. 2-5. Les leçons tirées des écoles modèles sont partagées avec les autres écoles de la commune de N'djili. 3-1. Les toilettes et le système de drainage sont réhabilités. 3-2. Les usagers assurent l'assainissement des marchés, particulièrement les activités quotidiennes de nettoyage des toilettes. 3-3. Les CLD formés sensibilisent les usagers des marchés au sujet non seulement sur la théorie des problèmes d'hygiène mais également sur la pratique grâce aux installations sanitaires améliorées. 4-1. Les CLD formés organisent des sessions de sensibilisation dans les marchés, les églises ainsi que dans les écoles de manière continue. 4-2. Préparer des affiches/posters pour la sensibilisation. Apports/Inputs <input type="checkbox"/> Participation des membres des CLD de 13 quartiers					
Résultats/Outputs:					
1. Les formateurs des CLD peuvent enrichir leurs connaissances et aptitudes de formation sur l'assainissement et l'hygiène en organisant des sessions de formation sur ces problèmes. 2. Les écoles modèles s'attellent à la promotion des activités de sensibilisation sur l'assainissement et l'hygiène à l'intention de la population locale. 3. Les conditions sanitaires ou hygiéniques des marchés ont été améliorées. 4. Les habitants acquièrent des connaissances et un comportement nouveau en matière d'assainissement et d'hygiène.					
Calendrier d'exécution:		Coût du Projet: ('000 USD)			
Action continue (environ 6 mois pour les premières actions)		Contribution locale: 1) Fournitures de bureau 2.6 2) Relations publiques 1.3 2) Frais de Maintenance 2.4 3) Frais de formation 8.6 4) Formateurs locaux 0.4 Total 9.0 Contribution extérieure 1) Construction des installations sanitaires améliorée 100.0 2) Réhabilitation des toilettes publiques 70.0 Total 170.0 *Les coûts d'acquisition et de délocalisation des maisons ne sont pas inclus.			
Impact social et environnemental:					
Aucun					
Projets connexes:					
Des sessions de formation sur la promotion de la santé et de l'hygiène financées par l'UNICEF et la Banque Mondiale. Renforcement des capacités de l'administration de la commune et des quartiers. Extension de l'Education Civique					

JICA - Etude de Développement du Plan de Reconstruction Urbaine de Kinshasa

Profil du Projet

Secteur: Education et Citoyenneté

No.	Titre du Projet		Période d'exécution		
			Court	Mid	Long
3-N1	Renforcement des capacités de l'administration communale				
Site du Projet		Agence d'exécution			
Toute la commune de N'djili		Ministère Provincial du Plan, Bureau communal de N'djili, Bureaux de quartier			
Bénéficiaires et /ou Groupe cible		Financement proposé	Coût estimatif (USD)		Priorité
Les bénéficiaires directs sont environ 300 pour le Ministère provincial du Plan, le bureau communal de N'djili et les 13 bureaux de quartiers. Les bénéficiaires indirects sont tous les habitants de la commune de N'djili (environ 320.000)		Budget Provincial/Assistance extérieure	US\$1,923,000 (Apport initial d'un bailleur des fonds) US\$78.000 (utiliser uniquement les ressources locales) Contribution initiale		Urgent
Département	Personne contact	Téléphone		Adresse E-mail	
Ministère Provincial du Plan/ Commune de N'djili	DISU LEMBA/ LOKAKAO / Bourgmestre/ DMK	081 501 04 56/ 081 084 15 01/099 11 800 49		disulemba@yahoo.fr/ kinka_2005@yahoo.fr	
Contexte:			Hypothèse importante & Condition préalable pour l'exécution		
La capacité administrative de la commune et des quartiers est très importante en vue de faciliter la mise en oeuvre des projets repris dans le Plan d'Action et permettre ainsi la poursuite du Plan d'Action. Le gouvernement devra alors jouer le rôle de supervision, de coordination et parfois de facilitateur pour l'exécution des projets dirigés le gouvernement ou financés par les bailleurs des fonds. Il est nécessaire de renforcer la capacité individuelle et institutionnelle en matière de planification, gestion, aptitudes administratives, ainsi que la responsabilité à rendre compte/redevabilité et la transparence. Bien que certains membres du gouvernement aient reçu des connaissances et des aptitudes en planification participative et en matière de gestion des projets tout au long de l'Etude de la JICA, il est dès lors indispensable que les agents et cadres de l'Etat aient une autre occasion de pouvoir renforcer leurs capacités.			Les agents et cadres de la commune et des quartiers ont exprimé la volonté de participer à ce projet. Les agents ainsi formés travailleront de manière continue pour les organisations.		
But du projet:					
Les capacités tant individuelles qu'institutionnelles du personnel du bureau communal et des bureaux des quartiers en matière de planification et d'exécution des projets de développement communautaire ont été renforcées.					
Grandes lignes du Projet et du Programme/Composantes:					
Activités					
1-1. Réforme des politiques/stratégies gouvernementales, des Termes de Référence de chaque section et agent.					
1-2. Organiser l'analyse SWOT et/ou l'analyse des problèmes.					
2-1. Analyse des résultats de SWOT ainsi que d'autres analyses afin d'identifier les actions nécessaires.					
3-1. Organiser les formations nécessaires, comme par exemple la formation participative et l'action, le cycle du projet et la gestion des méthodes de planification, de suivi et d'évaluation pour la gestion des projets, la comptabilité et la conformité à la gestion administrative, l'administration des bureaux, y compris le Style japonais KAIZEN, la formation sur le leadership et la gestion.					
4-1. Les agents ainsi formés entreprendront de petites actions d'amélioration en s'inspirant de l'Esprit KAIZEN.					
Apports/Inputs					
<input type="checkbox"/> Participation des agents et cadres de la commune et des quartiers					
<input type="checkbox"/> Formateurs/Consultants (y compris les consultants internationaux)					
<input type="checkbox"/> Installations, équipements, matériels ou encore une administration efficace du bureau					
Résultats du Projet:					
Résultats/Outputs					
1. Les compétences des agents et cadres cibles ont été identifiées.					
2. Les actions nécessaires à l'amélioration de la gestion du système administratif ont été identifiées.					
3. Les agents et cadres ciblés ont, pendant la formation, reçu les connaissances et aptitudes nécessaires sur la base de 1 et 2.					
4. Les agents et cadres formés peuvent continuellement améliorer la gestion/le système administratif					
5. Le Ministère Provincial du Plan compile les leçons tirées pouvant servir de lignes directrices en vue de l'extension des activités de renforcement des capacités dans les autres communes.					
Calendrier d'exécution:			Coût du Projet: ('000 USD)		
Environ 36 mois pour la première action			1) Expert international 1,923.0		
Impact social et environnemental:			2) Equipements 47.0		
Aucun			3) Dépenses relatives à la formation 31.2		
			Total 2,001.2		
			*Les coûts d'acquisition et de délocalisation des maisons ne sont pas inclus.		
Projets connexes:					
Renforcement des capacités de l'administration communale appuyée par l'ONU-HABITAT					
Extension de l'Education Civique (3-C1)					

JICA - Etude de Développement du Plan de Reconstruction Urbaine de Kinshasa
Profil du Projet
Secteur: Education et Citoyenneté

No.	Titre du Projet		Période d'exécution		
3-C1	Extension de l'Education Civique		Court	Mid	Long
Project Site		Agence d'exécution			
Toute la commune de N'djili		s CLD en collaboration avec le bureau communal et les bureaux de quartier			
Bénéficiaires et/ou Groupe cible		Financement proposé	Coût estimatif (USD)	Priorité	
Les bénéficiaires directs sont les membres des CLD ainsi que les promoteurs de l'Education Civique (approx. 200) et tous les habitants de la commune de N'djili (approx. 320.000).		13 CLD, ONG et autres Associations	US\$6.500 (coût annuel du budget des CLD et du Bureau communal) (Un CLD devra contribuer avec US\$300 pour les fournitures de bureau et les affiches/posters)	Urgent	
Département	Personne Contact	Téléphone	Adresse E-mail		
Commune de N'djili	Bourgmestre de N'djili M. Didier Crépin MAWATU/Mpwate Malonga,	991180049/ 0 99 833 26 61	crepinmawatu@yahoo.fr watedanny@yahoo.fr		
Contexte:		Hypothèse importante et Condition préalable pour la mise en œuvre des projets			
L'implication des organisations de la Société civile est indispensable pour la mise en œuvre des actions communautaires. Le gouvernement et les bailleurs accusent tous des limites dans l'appui à apporter à la réalisation du Schéma/Plan Directeur. Les organisations importantes de la société civile sont: les CLD, les ONG ainsi que les églises qui collaborent étroitement avec la population locale. Les capacités indispensables à renforcer sont les aptitudes en matière de planification, de mobilisation communautaire, de suivi et d'évaluation ainsi que de résolution ou règlement pacifique des conflits. Ceux qui sont engagés dans les activités de développement communautaire doivent motiver et encourager la population à participer aux activités de développement. L'Etude de la JICA a impliqué ces organisations dans l'enquête sur le profil communautaire ainsi que dans les projets-tests. De manière particulière, les sessions d'Education Civique organisée par l'Etude de la JICA ont motivé les leaders communautaires des CLD et augmenté leurs connaissances en matière de développement communautaire. Cependant, il leur est indispensable d'acquiescer d'autres capacités en matière d'identification des besoins de la population, en concevant des projets de développement communautaire et en assurant une gestion efficace et efficiente.		Les personnes ainsi formées continueront à travailler avec la population à titre volontaire.			
But du Projet:					
Les aptitudes en matière de planification ont été renforcées.					
Grandes lignes du Projet et du Programme/Composantes:					
Activités 1-1. Les modules les plus importants de l'Education civique ont été actualisés. 1-2. L'administration de la commune organise des sessions de formation comme la planification participative, le suivi et l'évaluation ainsi que l'apprentissage participatif et les actions en faveur de CLD et d'organisations communautaires. 2-1. Les CLD, en collaboration avec les administrations des quartiers et les organisations communautaires correspondantes identifient les besoins en matière de développement communautaire dans une approche participative. 2-2. Les CLD organisent régulièrement des ateliers de planification avec la population et identifient les projets importants. 2-3. Les CLD conçoivent des projets importants en matière de développement communautaire. 2-4. Les CLD exécutent ces projets par eux-mêmes et/ou sollicitent l'appui du gouvernement, des ONG ainsi que des bailleurs de fonds. 2-5. Les CLD assurent le suivi et procèdent à l'évaluation de leurs propres projets qu'ils améliorent continuellement. 3-1. Les CLD collaborent avec les différents acteurs dans la commune à chaque étape du cycle du projet. Apports/Inputs <input type="checkbox"/> Participation des membres de CLD de 13 quartiers <input type="checkbox"/> Participation des autres organisations communautaires qui sont actives dans le développement communautaire dans la commune de N'djili. <input type="checkbox"/> Lieu pour organiser les sessions de formation et les ateliers <input type="checkbox"/> Textes et matériels de formation <input type="checkbox"/> Affiches/Posters					
Résultats du Projet:					
1. Les agents de développement des CLD et autres organisations communautaires peuvent continuellement enrichir leurs connaissances et aptitudes (KAIZEN) à travers les sessions de formation sur le développement communautaire. développement. 2. Les agents de développement des CLD et d'autres organisations communautaires peuvent identifier les besoins communautaires, planifier, préparer des projets communautaires et en assurer la gestion dans une approche participative. 3. Les agents de développement des CLD et d'autres organisations communautaires peuvent promouvoir la solidarité au sein de la communauté (l'Esprit YUI) en collaboration avec les administrations locales (administration de la commune et des quartiers).					
Calendrier d'Exécution:		Coût du Projet: (000 USD)			
Action continue (environ 6 mois pour la première action)		1)Fournitures du bureau		2.6	
		2) Relations publiques		1.3	
		3)Frais alloués à la formation		2.3	
		4) Imprévus (5%)		0.3	
Impact social et environnemental:		Total		6.5	
Aucun		*Les coûts d'acquisition des terrains et de délocalisation des maisons ne sont pas inclus.			
Projets connexes:					
Renforcement des capacités de l'administration communale et des quartiers					

JICA - Etude de Développement du Plan de Rehabilitation Urbaine de Kinshasa

Profil du Projet
Secteur: Industrie & Emploi

No.	Titre du Projet		Période d'exécution	
4-N1	Mise en place des Systèmes d'appui à l' Industrie		Court	Moyen
Site du Projet		Agence d'exécution		
Toute la Commune de N' djili		N' djili Commune Office, CCD		
Bénéficiaires et/ou Group Cible		Fonds proposé	Coût Estimatif (USD)	Priorité
Les bénéficiaires Directs sont les fonctionnaires Responsables de la Commune et des Quartiers, et les propriétaires d'ateliers/petits industries (approximativement 100). Des bénéficiaires Indirects sont tous les Habitants de la Commune de N'djili (approximativement 320.000).		13 CLD, ONG et autres associations	US\$ 6,750 (Apport Initial du donateur), US\$1,000 (Frais de Fonctionnement Annuels des Bénéficiaires)	Urgent
Département	Contact de la Personne	Téléphone	E-mail	
Commune de N'djili/ Développement communautaire, CLD	Bourgmestre Didier MAWATU/ MPWATE MALONGA	099 11 800 49/ 0 99 833 26 61	crepinmawatu@yahoo.fr/ mpwatedanny@yahoo.fr	
Contexte:		Hypothèse importante et Condition préalable pour la Mise en œuvre		
N'djili est célèbre comme ville d'ouvriers, particulièrement dans la mécanique(les mécaniciens) pour la réparation automobile et des Menuisiers fabricants des cercueils. Tant à l'échelle qu'à la technique, ils ont des avantages compétitifs avec d'autres communes. La Promotion des industries potentielles, particulièrement dans la réparation d'automobile et des travaux de Menuiserie peuvent contribuer à l'absorption des jeunes chômeurs. Pour le but de renforcer les industries, l'activité continue d'amélioration de la qualité comme le Kaizen japonais est nécessaire. La collaboration avec l' INPP et ITI N'djili peut renforcer la capacité de gestion et la qualité des usines ou des ateliers. La gestion des réseaux de petits ateliers, des installations et des outils peut contribuer à la réduction du coût de production et l'amélioration de leur promotion d'affaires. Il est aussi nécessaire de créer une Association d'affaires à N'djili qui a des fonctions de finance pour les membre des sociétés. La Commune ainsi que le Gouvernement Provincial devront leur coordonner et leur faciliter la mise en oeuvre de tels systèmes. En plus du partenariat public et privé, la promotion de partenariat privé et privé, particulièrement avec des Sociétés privées dans des pays industrialisés est nécessaire pour amélioration additionnelle de l'industrie.		Des propriétaires d'affaires dans N'djili sont prêts à participer au Projet. Les Bénéficiaires contribueront financièrement pour la continuité du projet . Les personnes formées continueront à travailler volontairement avec la population		
But du Projet : Les Modèles de promotion industriels seront examinés.				
Grandes lignes du Projet et du Programme/Composantes: Activités 1-1. Une base de données pour l'industrie N'djili sera mise sur pied sur base de résultat d'enquête de DMK et des enquêtes supplémentaires si nécessaire. 1-2. Les Associations d'industrie de N'djili (ou par des secteurs) sont établies. 1-3. Débat sur la collaboration entre les ateliers/petites usines 1-4. Entreprendre des actions de collaboration 2-1. Des séminaires d'affaires sont tenus incluant le marketing, gestion du partenariat privé et public (PPP). Apports <input type="checkbox"/> Participation Fonctionnaires Responsables du Bureau Communal <input type="checkbox"/> Participation de membres des CLD chargés de la question <input type="checkbox"/> Participation de propriétaires des Ateliers/ petites Usines <input type="checkbox"/> Enquêteurs de profil d' industries (si l'enquête supplémentaire est nécessaire) <input type="checkbox"/> Les Textes et matériels de séminaires <input type="checkbox"/> Lieu des activités (Bâtiments publics comme ITI N' djili, Ecoles et les Eglises devront être utilisées)				
Résultats du Project: Résultats 1. Un Réseau des Ateliers /petites Usines sera créée. 2. Les participants vont acquérir des connaissances et compétences à travers les seminaires d'affaires.				
Calendrier d'exécution: Environ 3 mois pour les actions initiales		Coût du Projet: ('000 USD)		
Impact environmental et social : Aucun		1) Frais de Fonctionnement 7.0 2) Fournitures de Bureau et Affiches 0.7 Total 7.7 **L'acquisition des terrains et les Coûts de délocalisation des maisons ne sont pas inclus.		
Projets connexes:				

JICA - Etude de Développement du Plan de Réhabilitation Urbaine de Kinshasa
Profil du Projet
Secteur: Industrie & Emploi

No.	Titre du Projet		Période d'Exécution		
			Court	Moyen	Long
4-C1	Création de l'Association des industries de N'djili (Réseau de petits Vendeurs)				
Site du Projet		Agence d'Exécution			
Toute la commune de N'djili		Bureau Communal de N'djili, CCD			
Bénéficiaires et/ou Groupe Cible		Fonds proposé	Coût Estimatif (USD)		Priorité
Les bénéficiaires directs sont les petits vendeurs de N'djili (approx.10.000).		13 CLD, ONG et autres Associations	US\$30,000(apport initial du bailleur), US\$10,000 (frais de fonctionnement annuel par les bénéficiaires et/ou le budget de la commune)		Urgent
Département	Personne contact		Téléphone	Adresse E-mail	
Commune de N'djili/Développement communautaire	Didier Crepin MAWATU/ MPWATE MALONGA, Inspecteur DECO		0 99 11 800 49/ 0 99 833 26 61	crepinmawatu@yahoo.fr/ mpwatedanny@yahoo.fr	
Contexte:			Hypothèse importante et Condition préalable pour la Mise en œuvre		
La contribution au revenu du ménage par des petits vendeurs féminins est significative selon l'enquête du ménage et l'atelier de groupe cible. Cependant, ils ont tendance à être vulnérables dans la capacité financière et dans la position aux marchés, parce qu'ils ont limité le pouvoir d'être en pourparlers avec les officiers du marché et les grossistes. Bien qu'il y ait des plans de microfinance, il semble être inopportun pour eux pour l'utiliser efficacement. Donc, la gestion de réseau de ces petits vendeurs est important pour stabiliser leur revenu quotidien et empêcher des négociations exploitrices. La gestion de réseau devrait inclure le partage d'information entre eux et la mise en place d'un système clair de garantie de sécurité et un plan de microfinance.			De petits vendeurs sont prêts à participer au projet. Des bureaux du marché sont prêts à coopérer avec ces petits vendeurs.		
But du Projet: Créer un system de réseau de petits vendeurs.					
Grandes lignes du Projet et du Programme /Composantes: A Activités 1-1. Evaluation de la Situation de petits vendeurs dans la Commune de N'djili en utilisant le rapport JICA 1-2. Créer une Association impliquant de petits vendeurs autant que possible 2-1. Identifier leurs problèmes de tâches quotidiennes et leur partager entre eux 3-1. Développer pour eux des systèmes de solution comme la garantie de sécurité et microfinance 3-2 Former les petits vendeurs sur 3-1 Apports/ Inputs <input type="checkbox"/> Participation de Petits Vendeurs <input type="checkbox"/> Participation de Bureau des Marchés <input type="checkbox"/> Fonds destinés à financer la garantie de sécurité et microfinance <input type="checkbox"/> Elaboration de textes et matériels					
Résultats du Projet : Résultats 1. Création de l'Association de Petits Vendeurs . 2. Les problèmes de petits vendeurs sont partagés l'un l'autre. 3. Les systèmes de solution comme la garantie de sécurité et-ou la microfinance sont développés..					
Calendrier d'Exécution: Environ 12 mois pour les actions pré			Coût du Projet: ('000 USD)		
Impact environnemental et social: Aucun			1) Etablissement du coût 3.0 2) Frais de Fonctionnement 1.0 Total 4.0 *L'acquisition de terres et les Coûts de délocalisation de maisons ne sont pas inclus.		
Projets connexes:					

ANNEXE-2

DIAGRAMME GENERAL POUR LE

DEVELOPPEMENT DE LA

COMMUNE DE N'DJILI

Diagramme Général pour le Développement de la commune de N'djili

1. Introduction

L'Etude illustre/présente un diagramme général pour le développement de la commune de N'djili (voir Figure 4.8.1). Des parties précises du diagramme sont ensuite clarifiées dans des discussions détaillées des sections/parties relevant de chaque secteur.

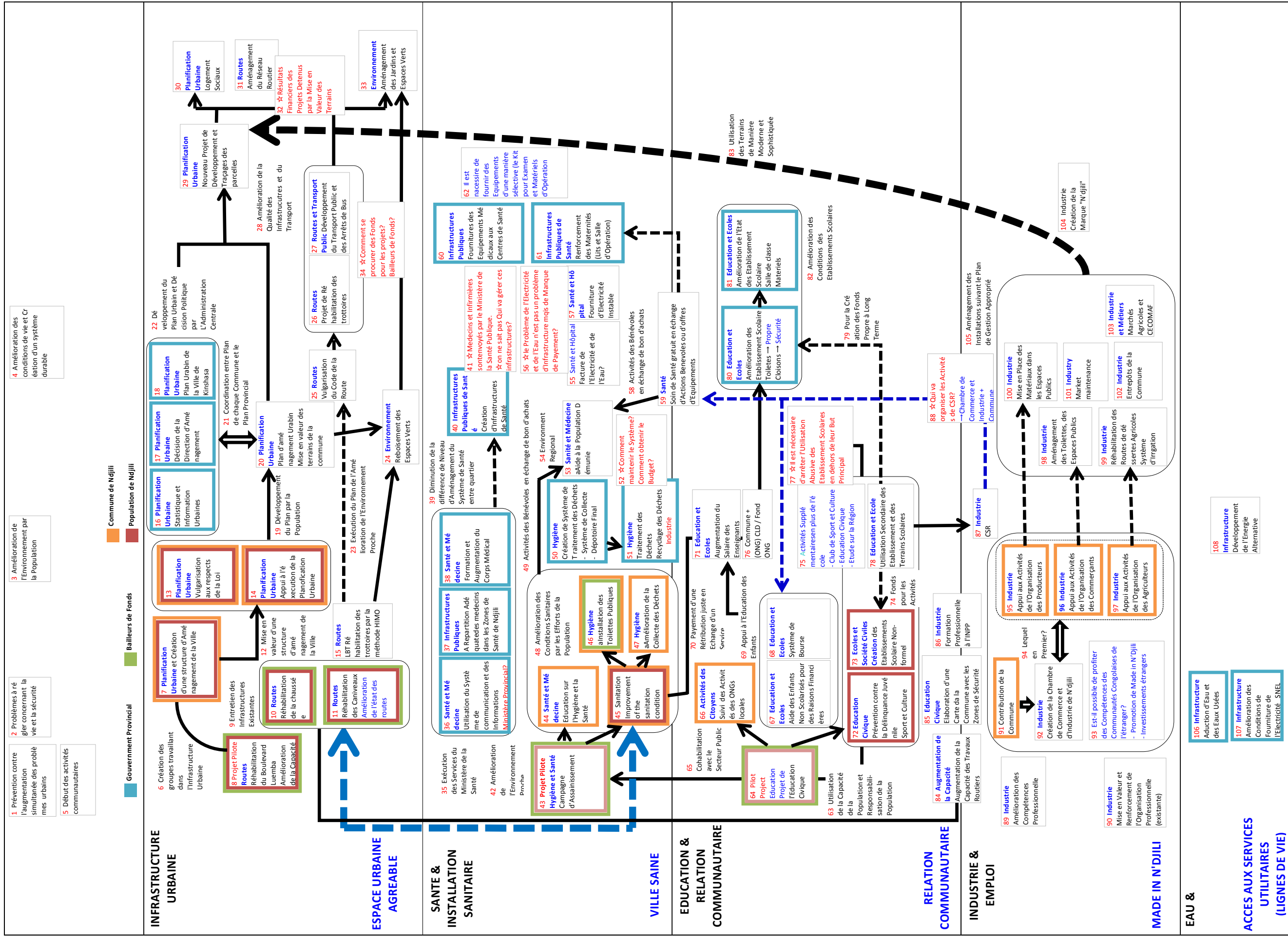


Fig. 4.8.1. Diagramme pour le Développement de la Commune de N'djili

DIAGRAMME GENERAL POUR LE DEVELOPPEMENT DANS LA COMMUNE DE N'DJILI

2. Grandes lignes du Diagramme

Les grandes lignes ou articulations du diagramme se présentent de la manière suivante :

1) Objectif

Dans le but de faciliter la compréhension des actions/activités nécessaires ainsi que le processus d'élaboration du Plan d'Action, le diagramme présente la voie à suivre/la direction/l'orientation/les politiques/stratégies de développement de la commune au regard de défis, des actions/étapes essentielles à venir, des projets proposés, des facteurs –clés indispensables à la prise des décisions ainsi que des interventions/rerelations visibles de chaque secteur de développement.

2) Méthodologie de Traitement des Données

Le Diagramme a été préparé à travers le processus suivant :

- Premièrement à travers l'enquête sur les données statistiques et le rapport, l'Equipe d'Etude a relevé des questions importantes qui se posent dans la commune, notamment en matière de développement économique et social,
 - Ensuite, à travers des débats avec les contreparties de l'Etude, principalement celles qui constituent le Gouvernement Provincial et le Personnel de la Commune, l'Equipe d'Etude a identifié des contremesures nécessaires aux actions/interventions à venir.
 - Les principaux acteurs ayant des rôles à jouer dans les activités communautaires, dans les projets proposés ainsi que les facteurs-clés en vue de la prise de décisions ont été identifiés et écrits sur de petites cartes pour une bonne précision dans les données,
 - Ces petites cartes se distinguent selon les 5 secteurs/domaines de développement conformément à leurs caractéristiques.
 - En fin, les petites cartes étaient disposées/arrangées sur du papier blanc respectivement une après l'autre selon les directives ou orientations des politiques de développement du secteur concerné. Ceci a constitué la première ébauche du Diagramme.
- A-2
- En vue de finaliser le Diagramme, il s'est avéré indispensable de procéder à certaines modifications à la première ébauche, et ce, à travers les réunions successives tenues avec les membres des CLD ainsi que les habitants/la population lors de réunions des parties prenantes.

3) Hiérarchie

En corrélation avec les 5 secteurs de développement, le Diagramme a été divisé en 5 hiérarchies verticales présentées de haut en bas, et dont notamment l'Infrastructure Urbaine, la Santé et l'Hygiène/l'Assainissement, l'Education et la Citoyenneté ainsi que l'Eau et l'Electricité. Dans le sens horizontal, le Diagramme présente, de gauche à droite, la progression ou la suite des années ou ligne de temps.

4) Les Acteurs

Les principaux acteurs repris dans le Diagramme sont les 4 membres ci-après avec des codes de couleurs respectives :

- Le Gouvernement Provincial (en bleu)
- Les Bailleurs des fonds (en vert)
- Le Bureau communal (en orange)
- La communauté/les habitants (en rouge).

Au cas où l'action aurait été menée en synergie/collaboration de 2 acteurs, la couleur s'y rapportant a été la combinaison de deux couleurs représentant les acteurs concernés. Il sied cependant de retenir qu'en cas de non-existence de la carte de l'action, l'acteur concerné par les facteurs-clés de prise de décisions n'a pas été colorié en une couleur spécifique.

5) Corrélation avec la carte/l'article

De manière générale, la carte/l'article correspond à son action au regard d'actions ultérieures. Dans le cas où il existerait un rapport avec un autre facteur, les deux cartes/articles ont été indiqués par un indicateur en dehors du groupe sectoriel. En conséquence, non seulement l'organigramme de développement du secteur, mais également la corrélation avec la carte/l'article, a été logiquement et clairement reconnu au fil du temps.

3. Actions nécessaires pour chaque Secteur

Sur la base de l'analyse des potentialités/des enquêtes ou études de prédominance en vue de la formulation du Plan d'action de la Commune de N'djili, à travers le processus décrit ci-haut, on a identifié des actions nécessaires et qui sont reprises dans le Diagramme. Dans cette section ou partie, des actions nécessaires ont été brièvement résumées dans les 5 secteurs de développement du Gouvernement Provincial en tenant compte notamment des problèmes transversaux afin de respecter les points de vue ou les avis exprimés par la communauté ainsi que les politiques du Gouvernement Provincial et le cadre d'assistance des bailleurs des fonds.

1) Infrastructure Urbaine

L'organigramme (à la Figure 4.8.2) illustre des actions relatives au Développement de l'Infrastructure Urbaine. Plusieurs infrastructures urbaines de la Commune de N'djili sont délabrées à cause des actes de vandalisme et l'absence d'entretien au cours de dernières décennies. En conséquence, les travaux de réhabilitation urgente doivent constituer la première priorité. Cependant, pour permettre de commencer immédiatement les travaux de réhabilitation, il est indispensable de mener une action en vue de la mise sur pied " d'une Organisation de Développement Urbain" (Carte/article ≠7) au titre d'action primordiale dans ce secteur. En collaboration avec les CLD et l'appui de la population locale regroupée en l'Association /l'Organisation de la Population en matière d'Infrastructure (≠ 6)", le Bureau communal lance une autre action relative à l'installation proprement dite de la Section/Branche de Planification Urbaine accompagnée des activités de renforcement des capacités (≠13 et ≠14). En sa qualité d'hyperstructure, le Gouvernement Provincial se trouve ainsi dans l'obligation d'organiser des actions ou activités indispensables à l'organisation de l'Urbanisme ou de la planification urbaine, la réglementation en la matière ainsi que l'élaboration de la méthodologie (≠ 16 à ≠ 18). En ce qui concerne le développement de l'Infrastructure, " l'amélioration de l'avenue Luemba (carte 8) commence en tant que Projet –test en collaboration avec la JICA. A travers l'expérience tirée du Projet-Test, on pourra procéder à la réhabilitation des routes existantes ainsi que " l'entretien des caniveaux ou du système de drainage " dans une approche de participation communautaire, notamment l'Approche de haute Intensité en main-d'œuvre (HIMO) (≠ 15). Le progrès de la croissance économique vise de manière graduelle que les flux de l'urbanisme/planification urbaine passent à une étape supérieure. Ce progrès commence par "le Plan de Réaménagement Urbain" (≠29) ainsi que " la Construction des Habitats sociaux ou publics" (≠30). Le développement de l'infrastructure urbaine étend ses activités à partir de la sécurité routière (≠25) vers le réseau des routes

A-4

tertiaires (≠31) moyennant des spécifications de haute qualité en vue de redynamiser le développement économique et les conditions de vie en ville.

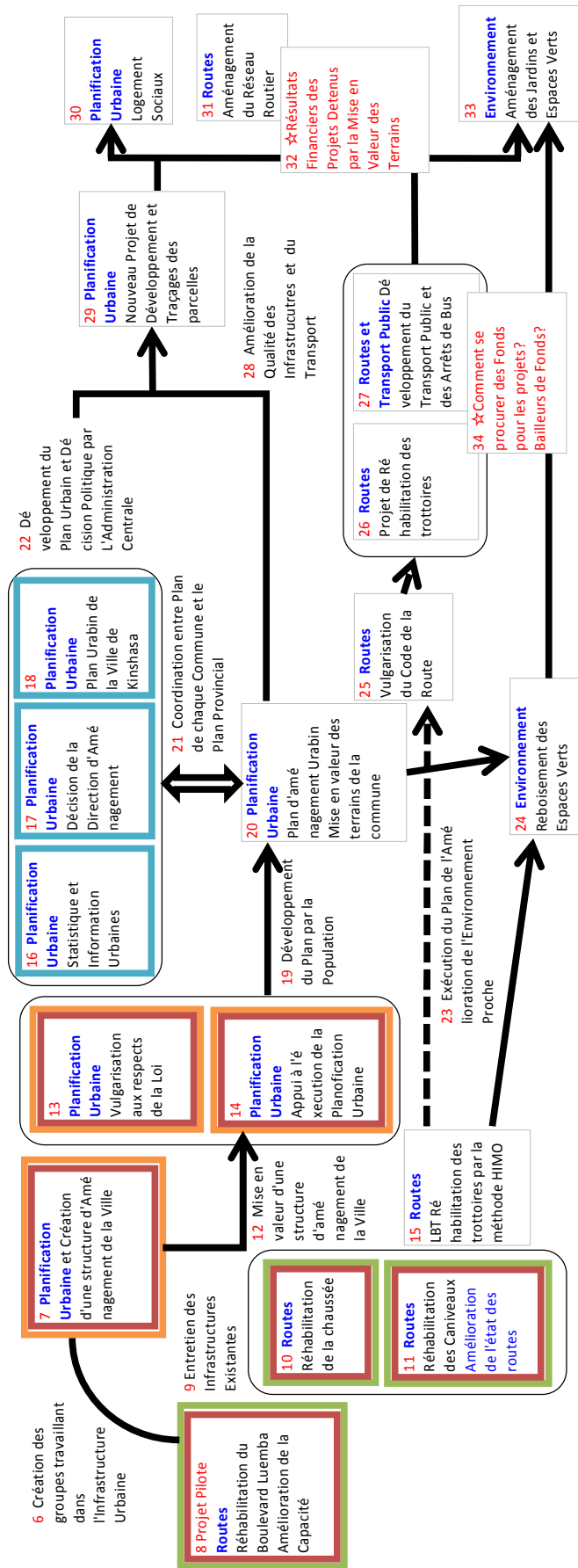


Fig. 4.8.2. Diagramme de Développement de l'Infrastructure Urbaine pour la Commune de N'djili

2) Santé et Hygiène

L'organigramme (Fig.4.8.3.) illustre des actions dans le secteur de la Santé et de l'Hygiène. Des questions relatives à la santé et l'hygiène sont présentées dans une forte corrélation dans la vie communautaire. Un environnement malsain et de grandes quantités d'immondices sur les avenues et rues, les caniveaux bouchés qui constituent un foyer des moustiques anophèles provoquent de sérieux problèmes de santé. La connaissance, l'information, l'attitude et le comportement de la population locale en matière de santé et d'hygiène d'autre part, entraînent également un autre problème au regard de la prévention des maladies et l'entretien d'un environnement sain. L'action du secteur est de manière générale divisée en deux tendances majeures par le Service de Sante/Service Médical ainsi que le Service d'Hygiène. La commune de N'djili connaît actuellement une carence grave en matière d'équipements et services médicaux entre les fournisseurs ou le Ministère de la Santé et le Gouvernement Provincial. Par conséquent, les services médicaux et leur accessibilité (≠ 35 et ≠ 42) exigent des actions d'amélioration rapides (≠36 à ≠38). L'on notera de même que le rôle primordial du gouvernement provincial revêt un caractère hautement essentiel et que l'on espère qu' à travers ses efforts, les lacunes constatées sur cette question seront comblées par la création ou la construction de nouvelles installations de la Zone de santé (40) ainsi que la fourniture des équipements médicaux (≠ 61 à ≠ 62). L'action première ou initiale en matière d'hygiène ou d'assainissement consiste en une "Campagne de Sensibilisation et d'Assainissement (≠43)" à travers un Projet-Test. L'on estime que cette action se rapporte à l'amélioration des conditions sanitaires à travers la réhabilitation des installations (≠44 à ≠53). Enfin, toutes les deux activités sont synchronisées et intégrées vers une même orientation (≠55 à ≠62) en vue d'atteindre un meilleur niveau de santé au sein de la communauté.

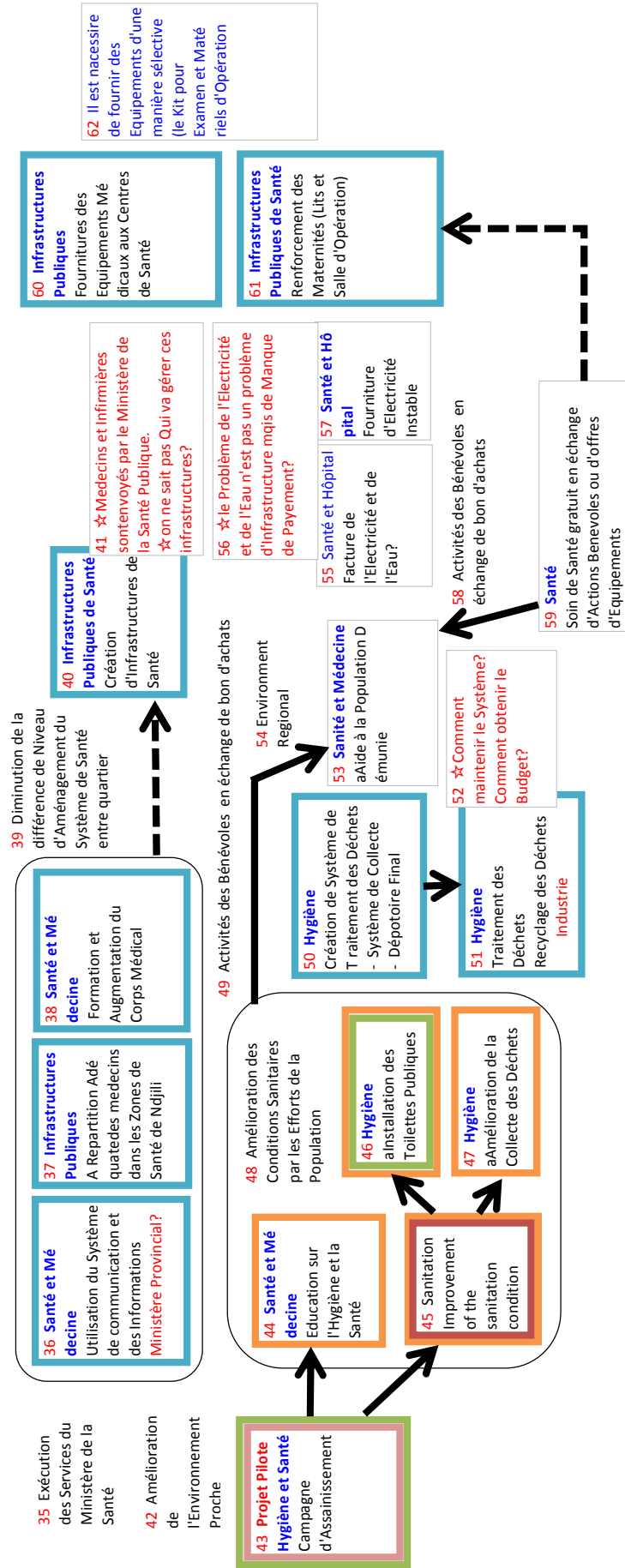


Fig. 4.8.3. Diagramme de Développement de la Santé et de l'Hygiène

3) Education et Citoyenneté

Le diagramme (Fig. 4.8.4) présente des actions sur l'Education et la citoyenneté. L'on retiendra que ce domaine constitue l'un des problèmes les plus importants auxquels sont confrontés les habitants de N'djili. Les problèmes d'Education et de Citoyenneté dans la commune sont fortement liés, particulièrement pour les jeunes générations. Il faut également noter que le manque d'instruction et la délinquance juvénile sont liés et constituent un sérieux problème de criminalité et de troubles sociaux. L'action primordiale à mener consiste en un "Projet –Test sur l'Education Civique (≠ 64)". Cette action encourage et facilite la promotion ensuite les activités civiques (≠66) et vient compléter les activités scolaires grâce à la création des activités sportives (≠72) et l'appui à l'éducation non-formelle (≠73). Ainsi, le Gouvernement Provincial a une responsabilité capitale dans le secteur. Son rôle consiste entre autres à améliorer les installations hygiéniques/toilettes, les murs de clôture (≠80) ainsi que les salles de classe (≠ 81). Il en découle que grâce à l'approche participative communautaire (≠75, ≠78, ≠85), le secteur étend largement ses propres activités et tient compte de la relation aux autres secteurs tels que l'Infrastructure Urbaine (≠ 84), l'Industrie et l'Emploi (≠ 86 à ≠ 87) de façon à préparer la relève par les jeunes au sein de la commune.

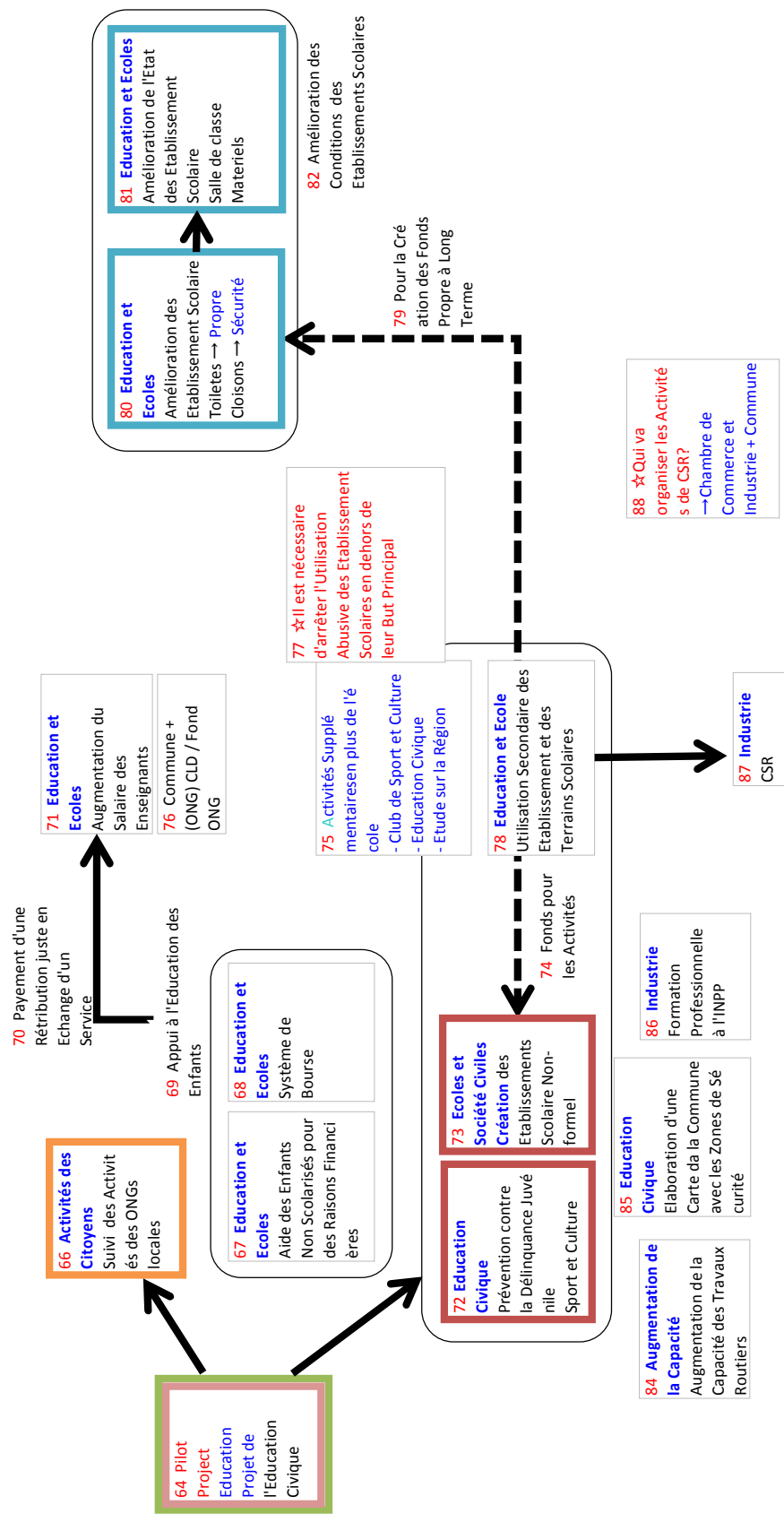


Fig. 4.8.4 Diagramme de Développement du Secteur de l'Education et de la Citoyenneté pour la commune de N'djili

4) Industrie et Emploi

L'organigramme (Fig. 4.8.4) illustre des actions relevant du secteur de l'Industrie et de l'Emploi. L'absence d'opportunités d'emploi et le chômage constituent une cause grave de pauvreté dans la commune. La création des opportunités d'emploi constitue dès lors la plus forte demande de la population de N'djili. En synergie avec les autres acteurs, plusieurs activités et initiatives du secteur seront mises en œuvre par le bureau communal. La commune de N'djili est réputée être la cité des travailleurs, particulièrement en mécanique, réparation automobile ainsi que la fabrication des cercueils et la production agricole. Dans le but d'encourager et promouvoir l'industrie dans la commune de N'djili, " l'Amélioration/promotion de la Performance dans l'Emploi (≠89)" et "le renforcement de l'Organisation" sont des actions susceptibles de permettre la réalisation de l'objectif assigné au secteur. Les composantes d'appui impliquent une gamme variée d'actions, notamment "la Création de l'Association des Commerçants et des Industriels" (≠ 92), "l'Appui aux activités agricoles (≠ 97)", " l'Entretien des Marchés (≠101)", " un Entrepôt commun (≠102)", etc. A travers ces activités, les firmes industrielles de la commune de N'djili (et dont la plupart sont de petites industries) peuvent acquérir la capacité de fabriquer leurs propres produits de qualité à N'djili même.

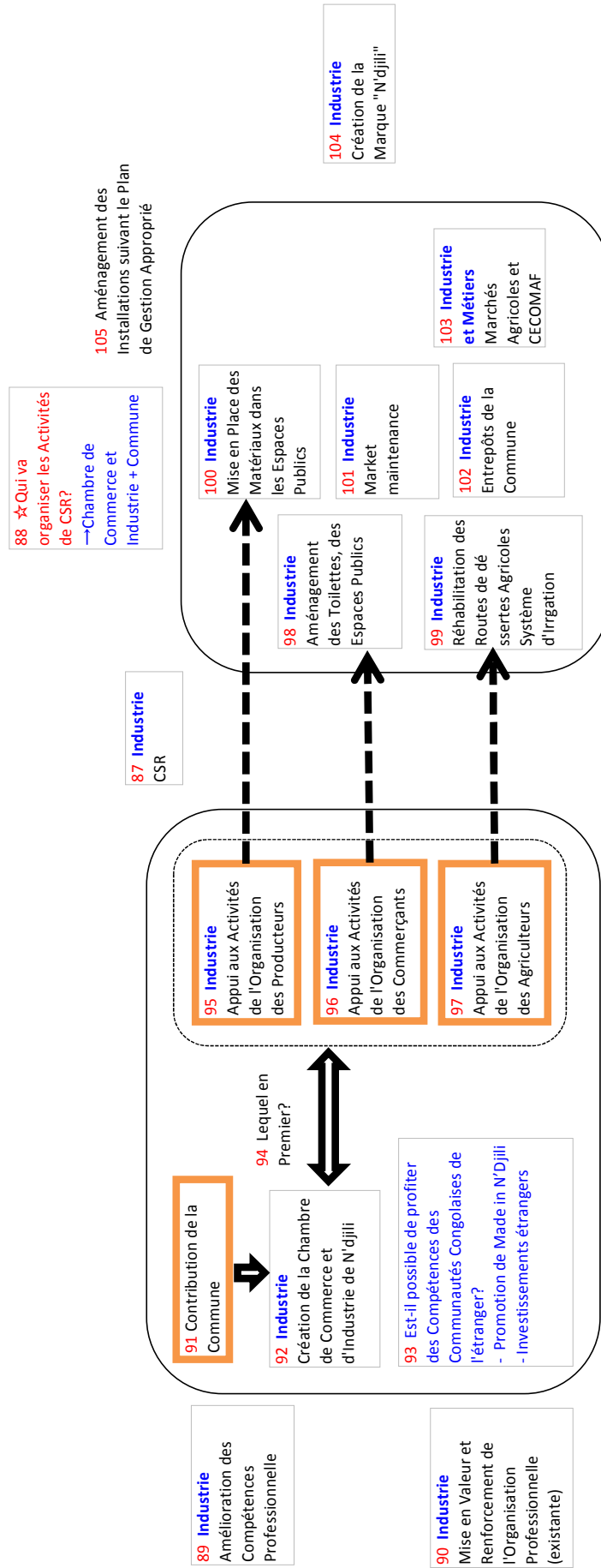


Fig. 4.8.5 Diagramme de Développement de l'Industrie et de l'Emploi pour la commune de N'djili

5) Eau et Electricité

L'organigramme (Fig. 4.8.4.) illustre les actions relatives à l'Eau et à l'Electricité. Il s'avère indispensable de mener une action en vue de la réhabilitation des réseaux vétustes et endommagés de fournitures d'eau et d'électricité. Ces problèmes relèvent du plan et des politiques tant de la REGIDESO que de la SNEL (≠106, ≠107).). Exception faite pour ces agences/entreprises, les autres acteurs n'ont pas beaucoup d'activités/responsabilités. Il est dès lors important que la population locale participe et collabore promptement en vue d'une mise en œuvre ou une exécution harmonieuse du projet d'aménagement. Dans le but d'améliorer l'accès à l'Eau et à l'Electricité, l'on recommande également l'option du développement de l'Energie Alternative, l'Energie solaire et la Biomasse (≠108). Cette technologie s'applique également en matière de réduction de la consommation de l'énergie y compris les sources d'énergie conventionnelles comme le charbon.

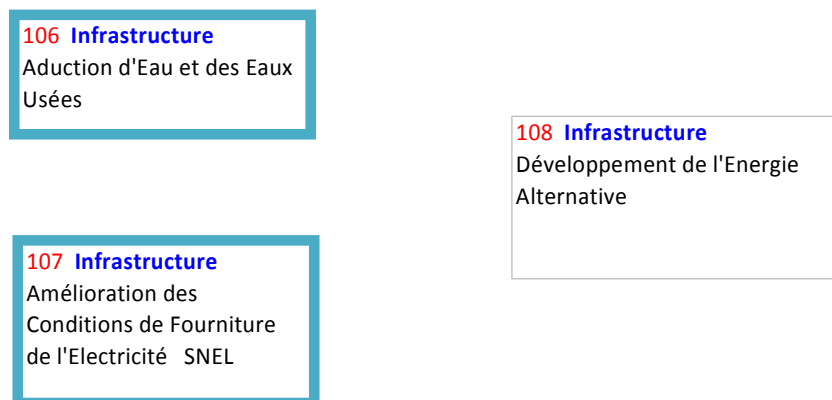


Fig. 4.8.6 Diagramme de Développement du Secteur de l'Eau et de l' Energie pour la commune de N'djili

ANNEXE-3
PREMIERS EXAMENS DE
L'ENVIRONNEMENT

PREMIERS EXAMENS DE L'ENVIRONNEMENT

1 PROJET PILOTE

1.1 Prospection Environnementale

La prospection de l'environnement est la première étape de l'étude des considérations environnementales et sociales et permet de décider si le projet pilote proposé est susceptible d'avoir des impacts sur l'environnement.

Selon le plan de l'Agence Japonaise pour la Coopération Internationale pour les considérations environnementales et sociales (avril 2004), les projets de développement sont classifiés sous trois catégories selon l'ampleur des impacts environnementaux et sociaux. Pour faire cette classification, le plan de projets, l'ampleur, les conditions du site et le système de l'évaluation de l'impact de l'environnement dans les pays hôtes sont pris en compte. Ces trois catégories sont les suivantes:

Catégorie A : Les projets sont classés dans la catégorie A s'ils sont probable d'avoir des impacts significatifs contraires sur l'environnement et la société. Le projet à impacts compliqués ou impacts sans précédent, qui sont difficile à évaluer ou qui ont une grande portée d'impact ou impacts irrévocables, sont aussi classifiés comme catégorie A. L'évaluation du niveau de l'impact environnemental (EIA), les études des considérations environnementales et sociales sont exigées.

Catégorie B : Les projets sont classés dans la catégorie B si leurs impacts defavorables potentiels sur l'environnement et la société sont moins defavorable que ceux des projets de la catégorie A. c'est sont des sites généralement précis ; peu s'il y en a, sont irrévocable, et dans la plupart de cas, des mesures normales d'adoucissement peuvent être projetées facilement. L'examen initial environnemental (EIE)-les études du niveau de l'environnement et les considérations sociales sont exigées.

Catégorie C: Les projets sont classés dans la catégorie C s'ils en sont probables d'avoir des impacts defavorables minimales ou peu sur l'environnement et la société.

Comme le projet pilote proposé porte sur l'asphalte des chaussés et l'amélioration des trottoirs, drainage et l'établissement des zones à l'intérieur du droit de passage existant dans l'étendue urbaine, les impacts de l'environnement supposés limités dans un court terme et à

petite échelle. Les résultats de la projection sont montrés dans le tableau suivant. Les impacts négatifs surviendront dans la phase de construction. Les impacts potentiels de construction qui sont la pollution de l'air, la pollution de l'eau, production des déchets, bruit, vibration, usage d'eaux, économie locale et mauvaise distribution du bénéfice des opportunités d'emploi seront minimisés et empêchés par des mesures d'adoucissement appropriées.

Tableau 1 Résultats de la prospection de l'environnement du projet pilote

Description du projet			
Emplacement : commune de N'djili, Quartier 7, boulevard Luemba			
Type de projet: asphaltage et amélioration de la route existante non asphaltée.			
Longueur : approximativement 1km			
Evaluation de l'Environnement	Evaluation		Remarques
	Phase de construction	Phase des opérations	
1. Pollution de l'air	B	D	Pollution par gaz des tuyaux d'échappement et poussière provenant des machines/engins de constructions
2. Pollution des eaux	B	D	Pollution de l'eau de la rivière par l'eau turbide ainsi que de l'huile répandue/versée
3. Pollution du sol	D	D	Impacts mineurs sur le sol
4. Déchets	B	D	Production des débris de construction, de sol excédentaire et autres déchets dans la phase de la construction
5. Bruits et vibrations	B	C or D	Production de bruits et des vibrations par des engins de construction et le nombre accru des véhicules
6. Affaissement du terrain et érosion	D	D	Pas d'impact sur l'affaissement et l'érosion
7. Odeurs insalubres	D	D	Impacts mineurs sur les mauvaises odeurs
8. Facteurs géologiques et topographiques	D	D	Pas d'impact sur les caractéristiques géographiques
9. Sédiment de fonds	D	D	Pas d'impact sur le dépôt sédimentaire
10. Biote et Eco-système	D	D	Pas d'impact sur la vie sauvage
11. Utilisation de l'eau	B	D	Pas d'impact sur l'utilisation de l'eau
12. Accidents	D	C or D	Augmentation des risques d'accidents de circulation par des véhicules roulant à grande vitesse
13. Réchauffement de la planète	D	D	Pas d'impact sur le réchauffement climatique mondial
14. Réinstallation forcée	D	D	Pas d'impact sur la réinstallation
15. Economie locale telle que l'emploi et les moyens de subsistance	B	D	Augmentation des opportunités de travail/emploi comme ouvrier de construction. Tapage aux magasins à cause de travaux de construction
16. Utilisation du sol et exploitation des ressources locales	D	D	Impacts mineurs sur l'utilisation des terrains et les ressources locales
17. Institutions sociales telles que l'infrastructure et la prise des décisions au niveau local	D	D	Impacts mineurs sur l'institution sociale

18. Infrastructures sociales et services connexes existants	D	D	Impacts mineurs sur les infrastructures sociales et des services
19. Pauvres, autochtones, des minorités ethniques	D	D	Pas d'impacts sur les groupes ethniques
20. Équité dans le processus de développement et de répartition des pertes et des profits/avantages	B	D	Manque d'équité dans la répartition des opportunités d'emploi comme ouvrier de construction
21. Conflits d'intérêts au niveau local	D	D	Impacts mineurs sur les conflits locaux
22. Questions du genre : égalité homme-femme	D	D	Pas d'impacts sur le genre
23. Droits de l'enfant	D	D	Pas d'impacts sur les Droits de l'Enfant
24. Patrimoine culturel	D	D	Pas d'impacts sur le patrimoine culturel
25. Maladies infectieuses telles que le VIH/SIDA	C	D	Expansion du VIH/SIDA par les ouvriers de construction
26 Autres (situation hydrologique)	D	D	Peu d' impacts sur la situation hydrologique

Estimation **A** : un impact sérieux est attendu **B** : Quelque impact attendu **C** : l'extension de l'impact est inconnue **D** : Pas l'impact attendu

Référence : Directives de l'Agence Japonaise pour la Coopération Internationale pour les considérations environnementales et sociales (Avril 2004) appendice 3, format, détails de contrôle.

Comme résultat de la prospection environnementale, le projet pilote proposé est classifié dans la catégorie B qui demande des études du niveau environnemental et les considérations sociales.

1.2 Impacts environnementaux et sociaux et mesures d'atténuation

(1) Impact avantageux

Un des impacts avantageux est la création des opportunités d'emploi durant la phase de construction. L'opportunité pour les ouvriers locaux d'être engagé dans les travaux de construction leur donnera non seulement le revenu mais aussi le sentiment d'attachement au projet. Beaucoup des travailleurs utiliseront les magasins et cantines aux alentours du site de construction, qui apportera un profit temporaire aux marchés locaux.

L'impact de profit le plus important de l'amélioration de la route est le bénéfice de procurer à tous ses services. Le projet pilote rendra au centre de la commune de N'djili, le transport d'une manière significative plus accessible et convenable. La route poussiéreuse et sablonneuse ainsi que le trottoir seront minimisés.

(2) Impact significatif de la phase de construction

1. Pollution de l'air

Impact : L'opération de l'équipement de construction et des véhicules lourds va générer les gaz d'échappements. Le transport du matériel de construction et les travaux de terre va provoquer une poussière nuisible. Ce gaz d'échappements et la

poussière sont inévitables à un certain degré. Les impacts sur les résidents locaux seront pour un court terme durant l'opération de ces activités. L'impact de l'émission de gaz de l'usine d'asphalte ne se produira pas, parce que l'asphalte proviendra de l'usine d'asphaltage éloigné.

Atténuation : L'entrepreneur pourrait maintenir son équipement de construction dans des conditions convenables pour éviter la combustion imparfaite.

Pour minimiser la poussière, l'entrepreneur devra arroser la route à des intervalles réguliers. Si les résidents locaux et piétons se plaignent à propos de la poussière, les mesures préventives telles que l'augmentation des intervalles doivent être prises.

2. Pollution de l'eau et utilisation

Impact: Les travaux de terre vont générer de l'eau boueuse, spécialement durant la période de pluie. L'eau boueuse provoquée par les travaux de construction est inévitable à un certain degré. L'huile déversée et le gasoil provenant des engins et équipement de construction sont aussi les sources de pollution d'eau. Une partie d'eau boueuse et une source d'eau polluée s'infiltreront au sol, le reste s'écoule vers la rivière N'djili où une usine de traitement d'eau est installée et pourrait avoir de l'impact sur le fonctionnement de l'usine.

Le besoin en eau pour les travaux de construction et un grand nombre des travailleurs affecteront les fournitures locales d'eau. Si la condition sanitaire appropriée n'est pas maintenue dans le site de construction, les particules d'eaux comprenant l'eau souterraine peuvent être contaminées et les maladies naissant de l'eau pourraient augmenter.

Atténuation: L'entrepreneur devrait maintenir son équipement de construction dans la condition appropriée pour éviter un souterrain accidentel de l'huile et gasoil. Le consultant de supervision et l'entrepreneur devraient contrôler l'eau boueuse et la condition sanitaire, et collectionner l'information sur l'usine de traitement d'eau comme nécessaire.

Pour éviter un manque aiguë d'eau et la contamination, les équipements suffisants de fourniture d'eau et les latrines devront être installés aux environs du bureau de la commune de N'djili. Ces équipements devront être utilisés continuellement par les résidents locaux après l'achèvement de la construction.

3. Eaux usées

Impact : Les déchets de construction comme le surplus de terre, les fragments des matériaux de construction, la boue par le débraillement des fossés et des ordures des ouvriers de construction affecteront malheureusement la vie de l'environnement autour du chantier. Si les déchets humains des ouvriers de construction ne sont pas convenablement traités au chantier, la condition sanitaire sera détériorée et les maladies hydriques peuvent augmentées.

Atténuation : L'entrepreneur devra tenir compte de l'évacuation appropriée et le plan de réutilisation, et arranger les debris de la construction. Le consultant de l'équipe de surveillance devra gérer l'évacuation des debris.

Il faudra construire un nombre suffisant de latrines à proximité de la Maison Communale de N'djili.

4. Bruits et vibrations

Impact : Le fonctionnement des engins lourds va causer le bruit et la vibration. Ces bruits et vibrations causés par les travaux de construction sont inévitables à un certain degré. A cause de la faible circulation automobile, le niveau actuel des bruits et des vibrations dans le site de construction est considéré comme bas. Le niveau des bruits peut être au-delà de la limite acceptable, exemple 70dB, aux résidents locaux. Cependant, il y aura perturbation des bruits et des vibrations de courte durée lors des travaux.

Atténuation: Pour atténuer la nuisance des bruits et vibrations, le consultant du plan de construction devra considérer le schéma approprié d'exécution. Les travaux de construction ne devront pas être exécutés la nuit. L'entrepreneur devrait entretenir leurs engins de construction et les maintenir en bon état. Si les résidents locaux se plaignent du bruit et des vibrations, le superviseur consultant et les entrepreneurs doivent revoir la méthode de construction.

5. Les arbres au bord de la route

Impact : Il ya des arbres le long du boulevard. Préalablement aux travaux de construction, quelques petits arbres doivent être abattus. Cependant, ces arbres ne sont pas importants du point de vue écologique, culturel et économique. En plus, comme le projet pilote inclut les travaux de réhabilitation de la zone verte, quelques plantes récemment plantées amélioreront l'aspect esthétique du corridor.

Atténuation : Pour minimiser l'abattage des arbres, le consultant concepteur des routes

devra prendre en consideration la conception flexible de deux bordures de la chaussée.

6. Acquisition du chantier

Impact : L'acquisition de terrain ne sera pas exigée, parce que les travaux de construction seront confinés sur 25m du côté droit de la route. Cependant, quelques installations commerciales temporaires et des équipements comme des tables ou étalages, des chaises, un magasin conteneur ainsi que deux petits jardins potagers à l'intérieur de la zone de construction seront affectés.

Atténuation : Il faudra obtenir le consentement des propriétaires aux fins du Projet Pilote et les obstacles contre les travaux de construction devront être écartés volontairement par les propriétaires avant l'exécution des travaux.

7. Eclairage public et monuments

Impact : Il existe l'éclairage public au centre de la route. Avant le démarrage des travaux de construction, quelques poteaux d'éclairage public doivent être déplacés au point nord. Cependant, ces réverbères ne fonctionnent plus. Il y a un monument vers le point nord. Le monument n'aura pas besoin d'être déplacé pour l'alignement de la chaussée.

8. Economie locale

Impact : Un grand nombre des travailleurs se concentrera sur le chantier et affectera temporairement le marché local. Sans une investigation excessive par les marchands locaux, cet impact est potentiellement bénéfique.

Atténuation : Pour atténuer l'impact négatif sur le marché local, l'entrepreneur devra installer quelques annonces qui expliquent les composantes de la construction et la période des travaux préalablement aux travaux de construction.

Après l'achèvement de la construction, la route aménagée créera une plus grande attraction, ce qui aura un impact positif sur le marché local.

9. Opportunités d'emploi

Impact : Les opportunités d'emploi comme ouvriers de construction seront créées. Les possibilités d'emploi augmentées auront potentiellement des impacts bénéfiques sur la communauté locale. Cependant, si une distribution judicieuse des opportunités d'emploi à la population locale n'est pas envisagée, le projet risquerait de ne pas profiter équitablement à la communauté locale.

Atténuation: Pour atténuer l'impact négatif, le consultant du plan de construction devra considérer le plan approprié de distribution en collaboration avec le gouvernement local avant le lancement des travaux de construction. Plus de 80% de travailleurs non qualifiés pour les travaux de construction, devront être recrutés au sein de la communauté locale, exception faite pour les travaux d'asphaltage de la chaussée. Une peine devra être ajoutée dans les conditions du contrat à signer entre la communauté locale et l'entrepreneur au sujet des travaux à effectuer. Le consultant de supervision devra faire le suivi et contrôler les conditions de recrutement.

10. Maladies infectieuses

Impact : L'ouvrier de construction peut répandre les maladies infectieuses telles que le VIH /SIDA.

Atténuation : Pour prévenir la propagation des maladies infectieuses, une disposition sur les contre-mesures devra être ajoutée dans les conditions des contrats à être signés avec le contractant. Le contractant devra préparer un programme de sensibilisation et d'éducation des ouvriers, si c'est nécessaire.

(3) L'impact négatif de la Phase des travaux de Construction

1. Accidents de circulation

Impact : Parce que l'état actuel de la route cible est très mauvais, la circulation automobile est faible et très lente. A l'issue des travaux, étant donné que la vitesse de circulation augmentera d'une manière significative, les accidents de circulation pourront augmenter.

Atténuation : Le consultant concepteur des routes devra considérer le mouvement des piétons et incorporer les considérations dans la conception. Pour contrôler la vitesse de la circulation, des bosses bétonnées sur la surface de la route devront être installées comme nécessaire.

2. Situation Hydrologique

Impact: Le drainage récemment placé du côté de la route est seulement pour l'écoulement de l'eau sur la surface pavé et les environs. Parce que l'espace du projet est sablonneux et bien drainé la plupart d'eau de pluie entre sous la terre. Le projet pilote a peu d'impact sur la considération hydrologique.

1.3 Plan de gestion de l'environnement

(1) Plan d'exécution

Le Plan de Gestion de l'Environnement (PGE/EMP) devra définir un programme de travail technique comprenant les tâches exigées, rapport, recrutement, équipement et participation et les données relatifs aux agences. En vue d'atténuer les impacts prévisibles, quelques mesures d'atténuation ont été proposées dans le rapport. Ces mesures d'atténuation devront être exécutées selon une méthode en phases durant la pré-construction, la construction et l'étape de l'exploitation de l'ouvrage. Toutes les mesures de protection de l'environnement sont résumées dans le tableau suivant :

Tableau 2 Plan d'exécution des mesures d'atténuation

Impact	Activité	Emplacement	Temps	Methode	Responsabilité
Pollution d'air, Pollution de l'eau et usage, Bruits et vibrations	Entretien de l'équipement de Construction. Aspersage d'eau Installation des équipements d'approvisionnement d'eau et	Site de Construction	Phase de Construction	Fonctionnement d'atelier Aspersage d'eau Installation des équipements d'approvisionnement d'eau et latrines	Entrepreneur
Déchets	Evacuation precise des dechets Installation des latrines	Site de Construction	Phase de la Construction	Le plan de Consideration pour l'évacuation des dechets Inspection du site d'évacuation Installation des latrines	Entrepreneur
Arbistes au bord des routes	Conception de route flexible	Site de Construction	Phase de Pre-Construction	Consideration de la conception des routes	Consultant
Acquisition du site	Enlevement d'obstacles	Site de Construction	Pre-Construction phase	Negotiation avec les propriétaires	Kinshasa government Consultant
Economie Locale, Oportunités d'emploies	Eveil de la conscience public Proper employment plan Main-d'oeuvre	Communauté locale	Phase de Construction	Campagne d'information Consideration du plan d'emploi Inclusion dans le document du contrat	Consultant Gouvernement Local, Entrepreneur

	locale				
Maladies Infectieuses	Programme d'éducation	Communauté Locale	Phase de Construction	Inclusion dans le document de contract	Consultant Contractor
Accident de circulation	Installation des dos-d'anes	Site de Projet	Phase d'exécution	Consideration des dos-d'anes	Consultant

(2) Contrôle de l'environnement

Le contrôle de l'environnement (CE) vise à évaluer l'efficacité des mesures d'atténuation recommandées et vérifier les impacts prédits et le niveau de l'impact actuel. En outre, ce contrôle sert à identifier les relations des causes à effet entre les activités humaines, spécialement les travaux de construction et le changement de l'environnement.

Le plan de contrôle résume dans le tableau suivant. Parce que les instruments d'analyses pour la qualité de l'air et de l'eau et le bruit et le niveau de vibration ne seront pas disponibles dans le site du projet, le contrôle visuel et les plaintes de la population locale seront utilisés pour identifier des impacts sur les qualités de l'environnement. Les résultats du contrôle seront mentionnés dans les rapports mensuels.

Tableau 3 Plan de contrôle de l'environnement

Impact	Parametres	Emplacement	programme	Methode	Responsabilité
Pollution de l'air	Gaze d'échappement Poussière Arrosage	Site de Construction	Durant la phase de construction	Observation	Entrepreneur Consultant
	Plaintes de la population locale	Construction site	Durant la phase de construction	Reunion et investigation	Consultant N'djili commune
Pollution de l'eau et usage	Inclusion des mesures d'atténuation dans la conception des documents d'appel d'offre	Bureau du Projet	Phase de Pre-Construction	Inspection	Consultant Government Communal de N'djili
	Eau bourbeuse Fuite accidentelle de l'huile des engins Condition d'hygiène	Site de Construction	Durant la phase de construction	Observation	Entrepreneur Consultant
	Données sur l'usine de traitement d'eau	Site de Construction	Durant la phase de construction	Investigation	Consultant
	Plaintes de la population locale	Site de construction	Durant la phase de construction	Reunion et investigation	Consultant Gouvernement communal de N'djili
Bruit et vibration	Bruit et vibration Situation des engins	Chantier	Durant la phase de construction	Observation	Entrepreneur Consultant

	Plaintes de la population locale	Chantier	Durant la phase de construction	Reunion et Demande	Consultant Gouvernement de la commune de N'djili
Immondices	Inclusion des mesures d'atténuation dans la conception et document d'appel d'offre	Bureau du Projet	Phase de Pre-Construction	Inspection	Consultant N'djili commune government
	Evacuation des immondices Condition d'hygiène	Chantier et site d'évacuation	Durant la phase de construction	Observation Inspection du chantier	Consultant
Arbres au bord des routes	Inclusion des mesures d'atténuation dans le document d'appel d'offre	Bureau Projet	Phase de Pre-Construction	Inspection	Consultant N'djili commune government
Acquisition du site	Obstacles liés aux travaux de construction	Chantier	Phase de Pre-Construction	Observation	Kinshasa government Consultant
Economie locale	Inclusion des mesures d'atténuation dans le document d'appel d'offre e	Bureau du Projet	Phase de Pre-Construction	Inspection	Consultant N'djili commune government
Opportunités d'emplois	Inclusion des mesures d'atténuation dans le document d'appel d'offre	Bureau du Projet	Phase de Pre-Construction	Inspection	Consultant N'djili commune government
	Main – d'oeuvre locale	Chantier	Durant la phase de construction	Inspection de registre du travail Reunion et Demande	Consultant N'djili commune government
Maladies Infectieuses	Inclusion des mesures d'atténuation dans le document d'appel d'offre	Bureau du Projet	Phase de Pre-Construction	Inspection	Consultant Gouvernement local
Accident de circulation	Inclusion des mesures d'atténuation dans le document d'appel d'offre	Bureau de Projet	Pre-Construction phase	Inspection	Consultant Gouvernement de la commune de N'djili
Autres	Matériaux jugés illégaux pour la construction	Bureau du Project Chantier	Phase de Pre-Construction Durant la Phase de construction	Inspection	Consultant

(3) Organization du Personnel

En vue de mettre en œuvre le Plan de Gestion de l'Environnement (PGE/EMP), une unité de l'environnement(UE) comme un organe du bureau de gestion du projet sera établi comme projet pilote, est à petite échelle, une petite unité qui est chargée des affaires de l'environnement

sera suffisant. L'unité de l'environnement comprendra des membres suivants :

- Un Représentant du gouvernement d'état de Kinshasa ;
- Un Représentant (s) du gouvernement de district de Tshangu ;
- Et/ou un Représentant du gouvernement de la commune de N'djili ;
- Représentant du comité communal de développement (CCD) et/ou comités locaux de développement (CLD) ;
- Un Expert de l'environnement de l'équipe d'étude de JICA.

L'unité de l'environnement aura les responsabilités suivantes, à savoir :

- Faciliter l'inclusion des exigences de l'environnement dans le document de contrat ;
- Préparer les dimensions nécessaires de contrôle ;
- Superviser ou mener le contrôle de l'environnement ;
- Superviser ou contrôler la performance du contractant des constructions dans les aspects de l'environnement ;
- Distribuer les rapports de contrôle de l'environnement ;
- Faciliter les réunions des coordinations parmi les différentes organisations sur les aspects de l'environnement.

1.4. Conclusion et recommandations

(1) Conclusion

Cette première étude de l'environnement (IEE) a évalué les impacts environnementaux et sociaux potentiels du projet pilote proposé. Le projet proposé ne pose pas des impacts négatifs significatifs sur l'environnement physique. Les impacts contraires durant la phase de construction et sur la condition socio-économique sont attendus être de nature intermédiaire et peuvent être adoucis par des contre-mesures appropriées.

(2) Recommandations

1. Le rapport de niveau de la première étude de l'environnement

La présente étude a identifié le minimum du phénomène affectif global du projet proposé. Ainsi, cette étude de niveau de la première étude de l'environnement est suffisante et plus tard cette étude de niveau sera nécessaire.

2. Etude de base

Les consultants du plan de construction et le gouvernement local ont besoin de mener une

étude de base de la demande pour les possibilités d'emploi comme le travailleur inexpérimenté dans la construction de la communauté locale.

3. Phase de la conception du projet

Le consultant du projet devra considérer la recommandation de ceux qui tiennent les enjeux comme nécessaires.

4. Phase d'exécution de l'ouvrage

Le Boulevard LUEMBA est situé au centre de la commune de N'djili et a des potentialités telles que non seulement le trafic automobile mais aussi une zone d'attraction en tant qu'une place à plusieurs buts pour une promenade libre en véhicule le week-end, le lieu de vente à bon/meilleur marché le jour de congé. Pour donner le bénéfice à tous ses usagers, le gouvernement local devra considérer le plan d'utilisation agréable.

2 PLAN DIRECTEUR

2.1 Etude de l'environnement des projets de développement du secteur des transports

Cette étude environnementale concerne les projets de réhabilitation des routes comprenant les travaux des chaussées et les projets d'aménagement des transports publics. Les travaux de réhabilitation des routes seront principalement limités dans la partie droite de la chaussée actuelle. Les impacts négatifs majeurs se produiront dans la phase de construction. Ces impacts potentiels de construction comprenant la pollution de l'air, la pollution de l'eau, la production des immondices, les bruits, la vibration, l'usage d'eau, l'accident, l'économie locale et la mauvaise répartition du bénéfice des opportunités d'emploi seront de courte durée durant la construction et minimiser par les mesures appropriées d'atténuation. Dans la phase d'opérations, le dérangement des eaux de pluie à partir des chaussées pavées affectera la situation hydrologique. Comme la vitesse de la circulation augmentera dans les routes améliorées, les accidents de circulation peuvent augmenter. Les projets d'aménagement des transports publics n'apporteront pas d'impacts contraires sérieux.

Comme résultat de l'étude environnementale, les projets d'aménagement des transports proposés sont classifiés en guise d'essai dans la catégorie B dans cette étude. Les études du niveau de l'environnement et de considération sociale seront exigées à un niveau avancé de la

planification.

Tableau 2.1 Résultat de l'observation de l'environnement

Description du projet			
Emplacement : toute l'étendue de la commune de N'djili			
Type de projet : Travaux de réhabilitation de la route, aménagement des transports publics			
Remarque :			
Détail de l'environnement 1)	Evaluation		Remarques
	Phase de construction	Phase d'exécution	
1 Pollution de l'air	B	B or C	Pollution par le gaz des machines de construction et le nombre accru des véhicules.
2 Pollution des eaux	B	D	Pollution de la rivière et l'eau des puits par l'eau bourbeuse et l'huile répandue durant la phase de construction.
3 Pollution du sol	D	D	Peu d'impacts sur le sol.
4 Immondices	B	D	Production des débris de construction, sol excédentaire et autre immondice dans la phase de construction
5 Bruit et vibration	B	C or D	Production de bruit et vibration des engins de construction et accru des véhicules
6. Affaissement de la terre et érosion	D	D	Pas d'impacts sur l'affaissement et l'érosion.
7 Mauvaises odeurs	B	D	Production du gaz par les échappements des moteurs de construction et aspiration des mauvaises odeurs
8 Caractéristiques géographiques	D	D	Pas d'impacts sur les caractéristiques géographiques
9 Sédiment de fond	D	D	Pas d'impacts sur le dépôt sédimentaire
10 Faune et écosystème	C or D	D	Pas d'impacts sur les arbres se trouvant au bord des routes.
11 Usage d'eau	B	D	Impacts sur l'usage d'eau supplémentaire pour les travaux de construction
12 Accidents	B	C	Croissance de risque d'accident de circulation lors de travaux de construction et véhicules en vitesse
13 Rechauffement planétaire	D	C	Croissance potentielle du gaz à effet de serre suite à l'augmentation des véhicules
14 Implantation involontaire	C or D	D	Implantation pour l'occupation du côté droit de la voie
15 Economie locale telle que emploi et revenu (gagne pain) etc.	B	D	Augmentation des opportunités d'emploi comme ouvriers de construction
16 Politique foncière et utilisation ressources locales	D	D	Peu d'impacts sur la politique foncière
17 Institutions sociales telle que l'infrastructure sociale et institutions locales de prise de décision	C	D	Impact de la méthode technologique du travail sur l'institution sociale
18 Institutions et services sociaux actuels	B or C	D	Déplacement des conduites d'eaux actuelles, câbles électriques, et lignes téléphoniques durant la phase de construction
19 La population indigène pauvre	D	D	Pas d'impacts sur la population
20 Mauvaise répartition du bénéfice et de la perte	B	D	Mauvaise répartition des opportunités d'emploi du genre ouvrier de construction
21 Conflit local des intérêts	D	C	Conflit sur l'usage futur de terrain le long de la route durant la phase d'exécution
22 Genre	D	D	Pas d'impacts sur le genre
23 Droits des enfants	D	D	Pas d'impacts sur les droits des enfants
24 Héritage culturel	D	D	Pas d'impacts sur l'héritage culturel
25 Maladies infectieuses telle que le HIV/AIDS etc.	C	D	Propagation du VIH/SIDA par les ouvriers de construction
26 Autres (Situation Hydrologique)	D	B or C	Impacts du drainage de la route sur la situation hydrologique

Estimation : A : un impact sérieux est attendu ; B : peu d'impacts sont attendus ; C : l'extension de l'impact est inconnue ; D : pas d'impact attendu

2.2 Etude de prospection environnementale des projets d'amélioration des fournitures d'eau

2.2.1 Santé et Assainissement

Comme les plans d'action de santé ont pour objectif l'amélioration des conditions actuelles des centres de santé existants, aucun impact négatif grave n'est à prévoir.

Le projet de système d'égout à moyen terme comprend l'assistance à l'équipement pour la collecte des boues de fosses septiques et leur transport jusqu'à l'usine de traitement des boues. Aucun impact négatif grave n'est à prévoir. Cependant, parce que la compréhension et la coopération de la population locale sont indispensables, la considération sociale et la consultation publique seront requises lors de l'étape de planification avancée.

Le projet à court terme pour l'élimination des déchets comprend l'établissement des organisations appropriées, une campagne éducative et l'élaboration du système de collecte et d'élimination des déchets. La construction d'installations d'élimination des déchets n'est pas incluse dans ce projet. Comme ce projet est classifié principalement en tant que projet à type de composants doux, aucun impact négatif grave n'est à prévoir. Cependant, la mise en place des sites de transition nécessitera l'acquisition de terres. Parce que la compréhension et la coopération de la population locale sont indispensables, la considération sociale et la consultation publique seront requises lors de l'étape de planification avancée.

2.2.2 Education et Citoyenneté

Comme ces plans d'action sont classifiés en tant que plans d'action à type de composants doux ou en tant que travaux de réhabilitation à petite échelle, aucun impact négatif grave n'est à prévoir.

2.2.3 Industrie et Développement

Comme ces plans d'action sont classifiés en tant que plans d'action à type de composants doux, aucun impact négatif grave n'est à prévoir. Cependant, l'impact positif aura un effet direct sur les moyens d'existence de la population locale. La considération sociale et la consultation publique seront requises lors de l'étape de planification avancée.

2.2.4 Accès à l'eau et Ligne de vie

Le projet à court terme pour l'alimentation en eau comprend le remplacement du réseau de distribution existant et des équipements d'alimentation en eau. Les impacts négatifs majeures surviendront durant la phase de construction. Ces impacts potentiels de la construction incluent la pollution de l'eau, les déchets de construction, le bruit, les vibrations, l'utilisation de l'eau, l'économie locale et la mauvaise distribution des bénéfices des opportunités d'emploi ainsi créées. Ces impacts seront à court terme pendant la construction et seront minimisés par les mesures d'atténuation adéquates. L'évaluation de l'impact environnemental sera requise lors de l'étape de planification avancée.

Tableau 2.2 Résultat de l'observation de l'environnement

Description du projet			
Emplacement : toute l'étendue de la commune de N'djili			
Type de projet : Travaux de réhabilitation des conduites d'eau			
Remarque :			
Détail de l'environnement 1)	Evaluation		Remarques
	Phase de construction	Phase de construction	
1 Pollution de l'air	C or D	D	Peu d'impacts sur la qualité de l'air
2 Pollution de l'eau	B	D	Pollution de la rivière et l'eau des puits par l'eau bourbeuse and l'huile repandu à la phase de construction.
3 Pollution du sol	D	D	Peu d'impacts sur le sol.
4 Immondice	B	D	. Production des debris de construction, sol excedentaire et aurtre immondice dans la phase de construction
5 Bruit et vibration	B	D	Production du bruit et vibration dû aux traveaux de construction
6. Affaissement de la terre et érosion	D	D	Pas d'impact sur la subsidence et l'érosion
7 Mauvaises odeurs	D	D	Peu d'impacts sur les odeurs
8 Caractéristiques Geographiques	D	D	Pas d'impacts sur les caractéristiques géographiques
9 Sediment de fond	D	D	Pas d'impacts sur le fond du sediment
10 Faune et Ecosystème	D	D	Pas d'impacts sur l'écosystèmeon ecosystem.
11 Usage d'eau	B	D	Suspension temporaire de fourniture d'eau Durant les traveaux de construction
12 Accident	C	D	Risque d'accidents par les traveaux de construction
13 Rechauffement planétaire	D	D	Pas d'impacts sur le rechauffement climatique planétaire
14 Implantation involontaire	D	D	Peu d'impacts sur l'implantation
15 Economie locale telle que emploi et revenu (gagne pain) etc.	B	D	Augmentation des opportunités d'emploi du genre ouvrier de construction
16 Politique foncère et utilization ressources locales	D	D	Peu d'impacts sur la politique foncière
17 Institutions sociales telle que l'infrastructure socaile et institutions locales de prise de décision	C	D	Impact de la méthode technologique du travail sur l'institution sociale
18 Institutions et services sociaux actuels	B	D	Déplacement des conduites d'eaux actuelles, cables electric, et lignes téléphoniques durant la phase de construction
19 La population indigène pauvre	D	D	Pas d'impacts sur les ethnies

20 Mauvaises repartition du bénéfice et de la perte	B	D	Mauvaise repartition des opportunités d'emploi du genre ouvrier de construction
21 Conflit local des intérêts	D	C	Conflit d'espace des endroits améliorés Durant la phase d'exécution
22 Genre	D	D	Pas d'impacts sur le genre
23 Droits des enfants	D	D	Pas d'impacts sur les droits des enfants
24 Héritage culturel	D	D	Pas d'impacts sur l'héritage culturel
25 Maladies infectieuses telle que HIV/AIDS etc.	C	D	Propagation du VIH/SIDA par les ouvriers de construction
26 Autres(Situation hydrologique)	D	D	Peu d'impacts sur la situation hydrologique

Estimation : A : un impact sérieux est attendu ; B : quelques impacts sont attendus ; C : l'extension de l'impact est inconnue ; D : pas d'impact attendu

2.3. Etude environnementale des projets de réhabilitation des bâtiments

Cette étude d'environnement est pour les projets de réhabilitation des bâtiments comprenant la reconstruction des écoles existantes, les équipements médicaux et les bureaux de la commune de N'djili. Les impacts négatifs majeurs arriveront dans la phase de construction. Ces impacts potentiels de construction comprenant la pollution de l'air, la pollution de l'eau, la production des immondices, le bruit, la vibration, l'accident, l'économie locale, les services existants et la mauvaise distribution du bénéfice des opportunités d'emploieront de courte durée durant la construction et dans une étendue limitée et sera minimisée par les mesures d'adoucissement appropriées.

Comme résultat de l'étude de l'environnement, les projets de réhabilitation des bâtiments sont classés dans la catégorie C dans cette étude. Les études de l'environnement et les considérations sociales ne seront pas exigées à un stade de planification avancé.

Tableau 2.3 Résultat de l'observation de l'environnement

Description du projet			
Emplacement : plusieurs points dans la commune de N'djili			
Type de projet : Réhabilitation des bâtiments ou reconstructions			
Remarque :			
Détail de l'environnement 1)	Evaluation		Remarques
	Phase de construction	Phase d'opération	
1 Pollution de l'air	B	D	Pollution par le gaz des machines de construction et le nombre accru des véhicules.
2 Pollution de l'eau	B	D	Pollution de la rivière et l'eau des puits par l'eau bourbeuse and l'huile répandu à la phase de construction.
3 Pollution du sol	D	D	Peu d'impacts sur le sol.
4 Immondice	B	D	Production des débris de construction, sol excédentaire et autre immondice dans la phase de construction
5 Bruit et vibration	B	D	Production de bruit et vibration des engins construction et accru des véhicules
6. Affaissement de la terre et érosion	D	D	Pas d'impacts sur l'affaissement et l'érosion
7 Mauvaises odeurs	D	D	Peu d'impacts sur les odeurs
8 Caractéristiques Géographiques	D	D	Pas d'impacts sur les caractéristiques géographiques

9 Sediment de fond	D	D	. Pas d'impacts sur le fond du sediment
10 Faune et Ecosystème	D	D	Pas d'impacts sur l'écosystèmeon ecosystem.
11 Usage d'eau	D	D	Peu d'impacts sur l'usage d'eau
12 Accident	C	D	. Risque d'accidents par les traveaux de construction
13 Rechauffement planétaire	D	D	. Pas d'impacts sur le rechauffement climatique planétaire
14 Implantation involontaire	D	D	Peu d'impacts sur l'implantation
15 Economie locale telle que emploi et revenu (gagne pain) etc.	B	D	Augmentation des opportunités d'emploi du genre ouvrier de construction
16 Politique foncère et utilisation ressources locales	D	D	Peu d'impacts sur la politique foncière
17 Institutions sociales telle que l'infrastructure socaile et institutions locales de prise de décision	C	D	Impact de la méthode technologique du travail sur l'institution sociale
18 Institutions et services sociaux actuels	B	D	Interruption temporaire des services durant les traveaux de construction
19 La population indigène pauvre	D	D	Interruption temporaire des services durant les traveaux de construction
20 Mauvaises repartition du bénéfice et de la perte	B	D	Mauvaise repartition des opportunités d'emploi du genre ouvrier de construction
21 Conflict local des intérêts	D	D	Conflit sur l'usage futur de terrain le long de la route durant la phase d'execution
22 Genre	D	D	Pas d'impacts sur le genre
23 Droits des enfants	D	D	Pas d'impacts sur les droits des enfants
24 Héritage culturel	D	D	Pas d'impacts sur l'héritage culturel
25. Maladies infectieuses telle que le HIV/AIDS etc.	C	D	Propagation du VIH/SIDA par les ouvriers de construction
26 Autres(Situation hydrologique)	D	D	Peu d'impacts sur la situation hydrologique

Estimation : A : un impact sérieux est attendu ; B : peu d'impacts sont attendus ; C : l'extension de l'impact est inconnue ; D : pas d'impact attendu

2.4 La prospection environnementale du projet d'amélioration des marchés

Cette étude l'environnement concerne le projet de l'amélioration du marché central. Les impacts négatifs majeurs apparaitront dans la planification, dans la phase de construction et d'opération. Ce projet a une pré-condition que les résidents illégaux vivant dans le marché se déplacent en avance de la planification. Les impacts potentiels seront pour le court terme pendant la construction et dans un espace limité, et minimiser par des mesures d'adoucissement appropriées. Dans la phase d'opération, dans un plan de gestion appropriée sur les facilités améliorées du marché, les conflits d'intérêts parmi les utilisateurs peuvent se produire.

Comme résultats des études de l'environnement, le projet de l'aménagement du marché proposé est classifié en guise d'essai dans la catégorie B dans cette étude. Les études sur le niveau de la première étude de l'environnement et les considérations sociales seront exigées à

un stade de planification avancée.

Tableau 2.4 Résultat de l'observation de l'environnement

<u>Description du projet</u>			
Emplacement : Quartier 7 Type de projet : Aménagement du marché central Remarque :			
Détail de l'environnement 1)	Evaluation		Remarques
	Phase de construction	Phase d'opération	
1 Pollution de l'air	B	D	Pollution par le gaz des machines de construction
2 Pollution de l'eau	B	D	Pollution de la rivière et l'eau des puits par l'eau bourbeuse and l'huile repandu à la phase de construction.
3 Pollution du sol	D	D	Peu d'impacts sur le soil.
4 Immondice	B	D	Production des debris de construction, des décombres et autre immondice dans la phase de construction
5 Bruit et vibration	B	D	Production de bruit et vibration des travaux de construction
6. Affaissement de la terre et érosion	D	D	Pas d'impacts sur l'affaissement et l'érosion
7 Mauvaises odeurs	D	D	Peu d'impacts sur les odeurs
8 Caractéristiques Géographiques	D	D	Pas d'impacts sur les caractéristiques géographiques
9 Sediment de fond	D	D	. Pas d'impacts sur le fond du sediment
10 Faune et Ecosystème	D	D	Pas d'impacts sur l'écosystèmeon ecosystem.
11 Usage d'eau	D	D	Peu d'impacts sur l'usage d'eau
12 Accident	C	D	Risque d'accidents par les travaux de construction
13 Rechauffement planétaire	D	D	Pas d'impacts sur le rechauffement climatique planétaire
14 Implantation involontaire	A or C	D	Implantation des residents illégaux avant la planification
15 Economie locale telle que emploi et revenu (gagne pain) etc.	B	B	. Augmentation des opportunités d'emploi du genre ouvrier de construction
16 Politique foncière et utilization ressources locales	D	D	Peu d'impacts sur la politique foncière
17 Institutions sociales telle que l'infrastructure socaile et institutions locales de prise de décision	C	D	Impact de la méthode technologique du travail sur l'institution sociale
18 Institutions et services sociaux actuels	B	D	Interruption temporaire des services durant les travaux de construction
19 La population indigène pauvre	D	D	Interruption temporaire des services durant les travaux de construction
20 Mauvaises repartition du bénéfice et de la perte	B	D	Mauvaise repartition des opportunités d'emploi du genre ouvrier de construction
21 Conflict local des intérêts	D	B or C	Conflict d'intérêt parmi les utilisateurs Durant la phase d'execution
22 Genre	D	D	Pas d'impacts sur le genre
23 Droits des enfants	D	D	Pas d'impacts sur les droits des enfants
24 Héritage culturel	D	D	Pas d'impacts sur l'héritage culturel
25. Maladies inféctieuses telle que le HIV/AIDS etc.	C	D	Propagation du VIH/SIDA par les ouvriers de construction
26 Autres(Situation hydrologique)	D	D	Peu d'impacts sur la situation hydrologique

Estimation : A : un impact sérieux est attendu ; B : peu d'impacts sont attendus ; C : l'extension de l'impact est inconnue ; D : pas d'impact attendu

2.5 La prospection environnementale des projets de gestion des déchets solides

Cette étude de l'environnement concerne le projet de gestion des déchets solides qui consiste à l'établissement d'une agence convenable et formulation d'un système de ramassage et de traitement des déchets, et non pour la construction des installations de traitement des déchets.

Vu que ce projet est classé dans la catégorie de composantes douces, il n'y a pas d'impacts négatifs graves qui en découleront.

2.6 La prospection environnementale des autres projets

D'autres projets tels que la gouvernance au niveau du gouvernement local, la fourniture des équipements scolaires et médicaux, l'hygiène, et l'assistance technique aux regroupements professionnels n'auront pas d'impact négatif grave.

3 REUNION DES PARTIES PRENANTES

Les réunions des parties prenantes étaient tenues comme suit :

1^{ère} Réunion

La 1^{ère} réunion était tenue au bureau de la commune de N'djili le 25 Avril 2008. Au total 32 participants et 5 membres de l'équipe d'étude de JICA avaient participé. Les organisations suivantes avaient participé:

- Le Gouvernement Provincial de Kinshasa : Ministère du plan et Reconstruction ;
- La commune de N'djili ;
- Les représentants des quartiers dans la commune de N'djili ;
- Le Comité Communal de Développement;
- Les représentants des comités de développement local ;
- les organisations du service public ;

Ordre du jour: Explication sur l'Etude pour l'Elaboration du Plan de Réhabilitation Urbaine de Kinshasa.

Principaux contenus des participants:

- Explication des caractéristiques dans la commune de N'djili. Par exemple la ville artisanale
- Question sur l'estimation de la population de la commune de N'djili.
- Demande pour la participation d'autres O.N.G et communautés aux réunions suivantes

2^{ème} Réunion

La 2^{ème} réunion était tenue au bureau de la commune de N'djili le 4 juin 2008. Au total 56 participants et 5 membres de l'équipe d'étude de JICA avaient assisté. Les organisations suivantes avaient participé:

- Le Gouvernement Provincial de Kinshasa : Ministère du Plan et Reconstruction ;
- La commune de N'djili ;
- Les représentants des quartiers dans la commune de N'djili ;
- Le comité communal de développement;
- Les représentants des comités du développement local;
- Les O.N.G.

Ordre du jour : présentation des résultats de l'examen social de la commune de N'djili.

Principaux contenus des participants:

- Question à propos des méthodes de l'examen et résultats.
- Demande pour un examen plus détaillé.
- Plainte à propos du présent service officiel.
- Demande pour la participation des jeunes dans le projet JICA.

3^{ème} Réunion

La 3^{ème} réunion était tenue dans le bureau de la commune de N'djili le 20 Avril 2008. Au total 32 participants et 4 membres de l'équipe d'étude de JICA. Les organisations suivantes avaient participé:

- Le Gouvernement Provincial de Kinshasa : Ministère du Plan et Reconstruction ;
- La commune de N'djili ;
- Les représentants des quartiers de la commune de N'djili ;
- Le Comité Communal de Développement;
- Les représentants des comités de développement local ;
- Les O.N.G.

Ordre du jour: Explication du projet pilote proposé.

Principaux contenus des participants:

- Plainte au sujet de la petite échelle du projet pilote.
- Question à propos de la procédure de sélection
- Demande du plan directeur comprenant d'autre secteur tel que l'eau, perte de solide et drainage
- Demande pour la participation de la population locale au projet pilote comme ouvriers de construction.

ANNEXE-4
POUR LE DISPENSAIRE

ANNEXE-4

POUR LE DISPENSAIRE

- Q-2 BOMOI CENTRE DE MATERNITÉ
- Q-2 BONMOI CENTRE DE LA SANTÉ
- Q-3 CADC SUMBI CENTRE DE LA SANTÉ
- Q-4 BABA CENTRE DE LA SANTÉ
- Q-5 MATERNITY-MBAKANI CENTRE DE LA SANTÉ
- Q-6 BOPETO CENTRE DE LA SANTÉ
- Q-7 HYGIENE CENTRE DE LA SANTÉ
- Q-8 TUMBA CENTRE DE LA SANTÉ
- Q-9 BAKUMA CENTRE DE LA SANTÉ
- Q-10 NGANGWELE CENTRE DE LA SANTÉ
- Q-11 BIKUNDA CENTRE DE LA SANTÉ
- Q-12 MISCO CENTRE DE LA SANTÉ
- Q-13/A LUZINGU CENTRE DE LA SANTÉ
- Q-13/B DIKI SANTE CENTRE DE LA SANTÉ

Q-2 Bonmoi health center

The Development Study for Urban Rehabilitation Plan of Kinshasa in the Democratic Republic of the Congo

JICA STUDY TEAM

Inventory Survey Sheet	No.	HS-02										Name of Surveyor	Survey Date	.Aug.2008			
Name of health center	BOMOI HEALTH CENTER											No.	01				
Quatier No.	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13a	13b	Address	KENGE No.48	
Construction type	1	Reinforced Concrete				2	Wooden Construction			3	Steel Construction						
Ownership	Armee du salute											No. of Rooms	20				
No. of Stories	0											Name of Rooms (Check the name of rooms)	Reception, Waiting room, Consultation room, Recovery room, Labor room, Delivery room, Ward, Dispensary, Laboratory, Isolation ward, Operation room, Suckling room, Radiology room, Laundry room, Others(
Floor area (m ²)	4,800m2																
Year of foundation	1987																
For Health center																	
No. of total Beds	3											Owned Medical Equipments (Check the name of Equipments)	Delivery bed, Scales, Stethoscope, Sphygmomanometer, X-ray scanner, Sterilizer, Wheelchair, Others()				
No. of Beds for Maternity	-																
No. of total patients per day	62											Inspection Items (Check the name of Items)	Blood test, Urinalysis,				
No. of patients per day for Maternity	-																
No. of Doctors	1											Utilities (Check the name of Utilities)	Water-supply, Sewage-system, Septick-tank, Electricity, Telephone-lines,				
No. of Nurses	12																
No. of total stuffs	17											Other Equipment / Facilities (Check the name of Equipments / Facilities)	Incinerator, Another facilities(Church, school, others)				
No. of Infant mortality in delivery	-																
No. of Maternal mortality in delivery	-											Remarks					
Budget / Expense	Annual Budget	Please ask to Bureau of Medical															
	Budget Sharing	Ministry:	0 %				Church:	0 %									
	Covered shortage	Ministry:	%				Church:	%									
Another Donner	-											Consideration to unlawful dumping of Medical disposal					
Name of Head	Mr. ZIBIKA LUNDEMBA CLAVER																
No. of Beds Needs in peak hour	Delivery:					Maternity:					Other Needs	Water tank (Actual 4,000L, Needs 12,000L), Ambulance, Phone line					
Insufficient medical equipment	Ecographie, Radiology, Lab																
Needs and for install of room in emergency or abnormal	Operation room, Surgery room, Blood bank																
Incinerator	Mixed incineration (need mor big and modern one)																
Septic tank																	



Main entrance



Waiting room



Extension space



Out-door meeting space

Q-2 Bomoi Maternity center

The Development Study for Urban Rehabilitation Plan of Kinshasa in the Democratic Republic of the Congo

JICA STUDY TEAM

Inventory Survey Sheet	No.	HS-02								Name of Surveyor						Survey Date	.Aug.2008			
Name of health center	BOMOI-MAT													No.	02					
Quatier No.	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13a	13b	Address	KENGE No.48				
Construction type	1	Reinforced Concrete				2	Wooden Construction			3	Steel Construction									
Ownership	Armee du salute													No. of Rooms						
No. of Stories														Name of Rooms (Check the name of rooms)	Reception, Waiting room, Consultation room, Recovery room, Labor room, Delivery room, Ward, Dispensary, Laboratory, Isolation ward, Operation room, Suckling room, Radiology room, Laundry room, Others(
Floor area (m ²)																				
Year of foundation	1988																			
For Health center																				
No. of total Beds	-													Owned Medical Equipments (Check the name of Equipments)	Delivery bed, Scales, Stethoscope, Sphygmomanometer, X-ray scanner, Sterilizer, Wheelchair, Others()					
No. of Beds for Maternity	72																			
No. of total patients per day	-													Inspection Items (Check the name of Items)	Blood test, Urinalysis,					
No. of patients per day for Maternity	100																			
No. of Doctors	1													Utilities (Check the name of Utilities)	Water-supply, Sewage-system, Septick-tank, Electricity, Telephone-lines,					
No. of Nurses	14																			
No. of total stuffs	27													Other Equipment / Facilities (Check the name of Equipments / Facilities)	Incinerator, Another facilities(Church,school,others)					
No. of Infant mortality in delivery	1.20%																			
No. of Maternal mortality in delivery	0													Remarks						
Budget / Expense	Annual Budget																			
	Budget Sharing	Ministry:	%	Church:	%															
Covered shortage	Ministry:	%	Church:	%																
Another Donner																				
Name of Head																				
No. of Beds Needs in peak hour	Delivery:								Maternity:								Consideration to unlawful dumping of Medical disposal			
Insufficient medical equipment																				
Needs and for install of room in emergency or abnormal																				
Incinerator	OK																			
Septic tank	OK																			



Maternity-ward and court-yard



Main entrance



Laundry room



Generator room

Q-3 CADC Sumbi health center

The Development Study for Urban Rehabilitation Plan of Kinshasa in the Democratic Republic of the Congo

JICA STUDY TEAM

Inventory Survey Sheet	No.	HS-03										Name of Surveyor			Survey Date	Aug.2008		
Name of health center		CADC SUMBI HEALTH CENTER													No.	01		
Quatier No.	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13a	13b	Address		SUMBI No.426	
Construction type	1	Reinforced Concrete			2	Wooden Construction			3	Steel Construction								
Ownership	ECC / CADC										No. of Rooms		13					
No. of Stories	1 (only ground floor)										Name of Rooms (Check the name of rooms)		Reception, Waiting room, Consultation room, Recovery room, Labor room, Delivery room, Ward, Dispensary, Laboratory, Isolation ward, Operation room, Suckling room, Radiology room, Laundry room, Others(
Floor area (m ²)	288m ² (36m x 8m)																	
Year of foundation	1995																	
For Health center																		
No. of total Beds	20										Owned Medical Equipments (Check the name of Equipments)		Delivery bed, Scales, Stethoscope, Sphygmomanometer, X-ray scanner, Sterilizer, Wheelchair, Others()					
No. of Beds for Maternity	9																	
No. of total patients per day	11										Inspection Items (Check the name of Items)		Blood test, Urinalysis,					
No. of patients per day for Maternity	6																	
No. of Doctors	2										Utilities (Check the name of Utilities)		Water-supply, Sewage-system, Septick-tank, Electricity, Telephone-lines,					
No. of Nurses	11																	
No. of total stuffs	17										Other Equipment / Facilities (Check the name of Equipments / Facilities)		Incinerator, Another facilities(Church,school,others)					
No. of Infant mortality in delivery	0.4																	
No. of Maternal mortality in delivery	0										Remarks							
Budget / Expense	Annual Budget	24,810 \$																
	Budget Sharing	Ministry:	0 %			Church:	0 %											
	Covered shortage	Ministry:	%			Church:	%											
Another Donner	PARSS										Consideration to unlawful dumping of Medical disposal		No aplacenta force, sterilizer					
Name of Head	Mr. NTANGIMISA HONORE																	
No. of Beds Needs in peak hour	Delivery: 3					Maternity: 20					Other Needs		Bed, Mattress, Lab equipment, toilet					
Insufficient medical equipment	Delivery materials, Infection protection materials, HIV transmission, Gynaecological Box																	
Needs and for install of room in emergency or abnormal	Operation room										Incinerator		No incinerator					
Incinerator	No incinerator																	
Septic tank																		
Septic tank																		



Supported by Church



Under construction for 10years



Extension space



Laboratory

Q-4 Baba health center

The Development Study for Urban Rehabilitation Plan of Kinshasa in the Democratic Republic of the Congo

JICA STUDY TEAM

Inventory Survey Sheet	No.	HS-04										Name of Surveyor			Survey Date	.Aug.2008		
Name of health center		BABA HEALTH CENTER										No.		04				
Quatier No.	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13a	13b	Address		LUBUZI No.17	
Construction type	1	Reinforced Concrete			2	Wooden Construction			3	Steel Construction								
Ownership	LIMITED (Private)										No. of Rooms		8					
No. of Stories	1										Name of Rooms (Check the name of rooms)		Reception, Waiting room, Consultation room, Recovery room, Labor room, Delivery room, Ward, Dispensary, Laboratory, Isolation ward, Operation room, Suckling room, Radiology room, Laundry room, Others(
Floor area (m ²)	68.74m ²																	
Year of foundation	1997																	
For Health center																		
No. of total Beds	5										Owned Medical Equipments (Check the name of Equipments)		Delivery bed, Scales, Stethoscope, Sphygmomanometer, X-ray scanner, Sterilizer, Wheelchair, Others()					
No. of Beds for Maternity	5																	
No. of total patients per day	10										Inspection Items (Check the name of Items)		Blood test, Urinalysis,					
No. of patients per day for Maternity																		
No. of Doctors	2										Utilities (Check the name of Utilities)		Water-supply, Sewage-system, Septick-tank, Electricity, Telephone-lines,					
No. of Nurses	4																	
No. of total stuffs	7										Other Equipment / Facilities (Check the name of Equipments / Facilities)		Incinerator, Another facilities(Church,school,others)					
No. of Infant mortality in delivery																		
No. of Maternal mortality in delivery											Remarks							
Budget / Expense	Annual Budget	9,600,000 FC																
	Budget Sharing	Ministry:				%	Church:										%	
	Covered shortage	Ministry:				%	Church:				%							
Another Donner											Consideration to unlawful dumping of Medical disposal		Water supply problem (No supply and Water tank)					
Name of Head	Mr. DISENGOMOKA (ASBL) => NPO?																	
No. of Beds Needs in peak hour	Delivery: 10					Maternity:												
Insufficient medical equipment	Echography , Medical foods, Delivery beds, Microscope, Lab, Small surgery boxes, Essential dryer										Other Needs		Desks, Benches for patients, Materials, Training, Medicine					
Needs and for install of room in emergency or abnormal	Small surgery room, Circumcisio, Wounds, Evacuation																	
Incinerator	Small incinerator (Need suitable incinerator)																	
Septic tank																		



Main entrance



Treatment room



Toilet outside



Roof of consultation room

Q-5 Maternity-Mbakani health center

The Development Study for Urban Rehabilitation Plan of Kinshasa in the Democratic Republic of the Congo

JICA STUDY TEAM

Inventory Survey Sheet	No.	HS-05								Name of Surveyor					Survey Date	.Aug.2008			
Name of health center	MAT-MBAKANI HEALTH CENTER															No.	01		
Quatier No.	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13a	13b	Address	LUKAYA No.519			
Construction type	1	Reinforced Concrete				2	Wooden Construction			3	Steel Construction								
Ownership	ECC / CEC															No. of Rooms	14		
No. of Stories	1 buliding and 1 hall															Name of Rooms (Check the name of rooms)	Reception, Waiting room, Consultation room, Recovery room, Labor room, Delivery room, Ward, Dispensary, Laboratory, Isolation ward, Operation room, Suckling room, Radiology room, Laundry room, Others(
Floor area (m ²)	-																		
Year of foundation	1989																		
For Health center																			
No. of total Beds	20															Owned Medical Equipments (Check the name of Equipments)	Delivery bed, Scales, Stethoscope, Sphygmomanometer, X-ray scanner, Sterilizer, Wheelchair, Others()		
No. of Beds for Maternity	13																		
No. of total patients per day	15															Inspection Items (Check the name of Items)	Blood test, Urinalysis,		
No. of patients per day for Maternity	3																		
No. of Doctors	1															Utilities (Check the name of Utilites)	Water-supply, Sewage-system, Septick-tank, Electricity, Telephone-lines,		
No. of Nurses	13																		
No. of total stuffs	24															Other Equipment / Facilities (Check the name of Equipments / Facilities)	Incinerator, Another facilities(Church,school,others)		
No. of Infant mortality in delivery	3																		
No. of Maternal mortality in delivery	0															Remarks			
Budget / Expense	Annual Budget	62,880 \$																	
	Budget Sharing	Ministry:	2 %			Church:	40 %												
	Covered shortage	Ministry:	%			Church:	%												
Another Donner	PARSS															Consideration to unlawful dumping of Medical disposal	Need septic tank for blood & placenta, well-water		
Name of Head	Mr. MAHUNGU MICHEL																		
No. of Beds Needs in peak hour	Delivery:	3			Maternity:										Other Needs	Delivery table: 3 tables, Generator, Computer, Rolling chairs			
Insufficient medical equipment	Delivery kit, Microscope, Surgery kit, Electrical centrifuger, Photometer																		
Needs and for install of room in emergency or abnormal	Need Surgery room, Ambulance for transferring the patients																		
Incinerator	Ok																		
Septic tank	Need																		



Ward and consulting room



Outdoor meeting space



Superintendent room



Extension space

Q-6 Bopeto health center

The Development Study for Urban Rehabilitation Plan of Kinshasa in the Democratic Republic of the Congo

JICA STUDY TEAM

Inventory Survey Sheet	No.	HS-06										Name of Surveyor	Survey Date	.Aug.2008										
Name of health center	BOPETO HEALTH CENTER													No.	01									
Quatier No.	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13a	13b	Address	MAYIDI No.29								
Construction type	1	Reinforced Concrete					2	Wooden Construction			3	Steel Construction												
Ownership	Armee du salut													No. of Rooms	17									
No. of Stories	-													Name of Rooms (Check the name of rooms)	Reception, Waiting room, Consultation room, Recovery room, Labor room, Delivery room, Ward, Dispensary, Laboratory, Isolation ward, Operation room, Suckling room, Radiology room, Laundry room, Others(
Floor area (m ²)	-																							
Year of foundation	1998																							
For Health center																								
No. of total Beds	2													Owned Medical Equipments (Check the name of Equipments)	Delivery bed, Scales, Stethoscope, Sphygmomanometer, X-ray scanner, Sterilizer, Wheelchair, Others(microscope, otoscope, glucometer)									
No. of Beds for Maternity	-																							
No. of total patients per day	50													Inspection Items (Check the name of Items)	Blood test, Urinalysis,									
No. of patients per day for Maternity	-																							
No. of Doctors	1													Utilities (Check the name of Utilities)	Water-supply, Sewage-system, Septick-tank, Electricity, Telephone-lines,									
No. of Nurses	7																							
No. of total stuffs	10													Other Equipment / Facilities (Check the name of Equipments / Facilities)	Incinerator, Another facilities(Church,school,others)									
No. of Infant mortality in delivery	-																							
No. of Maternal mortality in delivery	-													Remarks										
Budget / Expense	Annual Budget	-																						
	Budget Sharing	Ministry:	%	Church:	%																			
	Covered shortage	Ministry:	%	Church:	%																			
Another Donner	-																							
Name of Head	Mr. ZOLA MAKITU													Consideration to unlawful dumping of Medical disposal	Need rehabilitation of incinerator (actually, liquid water would be throwned into)									
No. of Beds Needs in peak hour	Delivery:												Maternity:											
Insufficient medical equipment	Laboratory kit, Small surgery kit													Other Needs										
Needs and for install of room in emergency or abnormal	Extention of the health center to receive patients and treat																							
Incinerator	Need rehabilitation																							
Septic tank	OK																							



Main entrance



Ward inside



Plastic barrel to transport water



Empty water reservoir

Q-7 Hygiene health center

The Development Study for Urban Rehabilitation Plan of Kinshasa in the Democratic Republic of the Congo

JICA STUDY TEAM

Inventory Survey Sheet	No.	HS-07										Name of Surveyor	Mr. MBOMBO TSHIBOLA	Survey Date	18.Aug.2008																
Name of health center															HYGIENE HEALTH CENTER															No.	01
Quatier No.	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13a	13b	Address		MARCH No.87														
Construction type	1	Reinforced Concrete					2	Wooden Construction			3	Steel Construction																			
Ownership	Government															No. of Rooms															
No. of Stories	1															Name of Rooms (Check the name of rooms)		Reception, Waiting room, Consultation room, Recovery room, Labor room, Delivery room, Ward, Dispensary, Laboratory, Isolation ward, Operation room, Suckling room, Radiology room, Laundry room, Others(
Floor area (m ²)	112 m2																														
Year of foundation	2007																														
For Health center																															
No. of total Beds	4															Owned Medical Equipments (Check the name of Equipments)		Delivery bed, Scales, Stethoscope, Sphygmomanometer, X-ray scanner, Sterilizer, Wheelchair, Others()													
No. of Beds for Maternity	0																														
No. of total patients per day	5															Inspection Items (Check the name of Items)		Blood test, Urinalysis,													
No. of patients per day for Maternity	0																														
No. of Doctors	0															Utilities (Check the name of Utilities)		Water-supply, Sewage-system, Septick-tank, Electricity, Telephone-lines,													
No. of Nurses	6																														
No. of total stuffs	7															Other Equipment / Facilities (Check the name of Equipments / Facilities)		Incinerator, Another facilities(Church,school,others)													
No. of Infant mortality in delivery	0																														
No. of Maternal mortality in delivery	0																														
Budget / Expense	Annual Budget		0																												
	Budget Sharing		Ministry: 0 %					Church: %																							
	Covered shortage		Ministry: 0 %					Church: %																							
Another Donner																															
Name of Head																	Mrs. MBOMBO TSHIBOLA		Consideration to unlawful dumping of Medical disposal		Need incinerator										
No. of Beds Needs in peak hour																	Delivery: %		Maternity: %												
Insufficient medical equipment																	Delivery room, All necessary equipment		Other Needs		Ditch for drainage, water tank, shelter for vaccination of babies										
Needs and for install of room in emergency or abnormal																	Delivery room, Lab with equipment														
Incinerator																	No														
Septic tank																	No														



Main entrance



Shabby equipment



Ward inside



Many cracks on the wall

Q-8 Tumba health center

The Development Study for Urban Rehabilitation Plan of Kinshasa in the Democratic Republic of the Congo

JICA STUDY TEAM

Inventory Survey Sheet	No.	HS-08										Name of Surveyor				Survey Date	Aug.2008	
Name of health center		TUMBA HEALTH CENTER													No.	01		
Quatier No.	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13a	13b	Address		TUMBA No.10	
Construction type	1	Reinforced Concrete			2	Wooden Construction			3	Steel Construction								
Ownership	PRIVATE(Mrs.KAYILA KIYENGI)																	
No. of Stories	1																	
Floor area (m ²)	420m ² (20m x 21m)																	
Year of foundation	1996																	
For Health center																		
No. of total Beds	14																	
No. of Beds for Maternity	5																	
No. of total patients per day	7																	
No. of patients per day for Maternity	0																	
No. of Doctors	3																	
No. of Nurses	3																	
No. of total stuffs	8																	
No. of Infant mortality in delivery	0																	
No. of Maternal mortality in delivery	0																	
Budget / Expense	Annual Budget																	
	Budget Sharing	Ministry:	%	Church:	%													
	Covered shortage	Ministry:	%	Church:	%													
Another Donner																		
Name of Head	Mrs. KAYILA KIYENGI																	
No. of Beds Needs in peak hour	Delivery: 2				Maternity: 15													
Insufficient medical equipment	Medical microscope (2), Lab materials, Delivery room materials, Small surgery materials																	
Needs and for install of room in emergency or abnormal	Necessary, Ambulance to access to hospital																	
Incinerator	Not suitable																	
Septic tank	OK																	
Owned Medical Equipments (Check the name of Equipments)																		Delivery bed, Scales, Stethoscope, Sphygmomanometer, X-ray scanner, Sterilizer, Wheelchair, Others()
Inspection Items (Check the name of Items)																		Blood test, Urinalysis.
Utilities (Check the name of Utilites)																		Water-supply, Sewage-system, Septick-tank, Electricity, Telephone-lines.
Other Equipment / Facilities (Check the name of Equipments / Facilities)																		Incinerator, Another facilities(Church,school,others)
Remarks																		
Consideration to unlawful dumping of Medical disposal																		No suitable incinerator, Sewage (buried in a hole)
Other Needs																		Delivery bed: more30 beds, gen-set (broken)



Main entrance



Consulting fee



Gas oven using gas-canister as sterilizer



Water supply outdoor

Q-9 Bakuma health center

The Development Study for Urban Rehabilitation Plan of Kinshasa in the Democratic Republic of the Congo

JICA STUDY TEAM

Inventory Survey Sheet	No.	HS-09										Name of Surveyor	Survey Date	.Aug.2008			
Name of health center	BAKUMA HEALTH CENTER										No.	01					
Quatier No.	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13a	13b	Address	KANZA No.8	
Construction type	1	Reinforced Concrete			2	Wooden Construction			3	Steel Construction		Cement blocks					
Ownership	PRIVATE (A.S.B.L.)										No. of Rooms	13					
No. of Stories	-										Name of Rooms (Check the name of rooms)	Reception, Waiting room, Consultation room, Recovery room, Labor room, Delivery room, Ward, Dispensary, Laboratory, Isolation ward, Operation room, Suckling room, Radiology room, Laundry room, Others(
Floor area (m ²)	150 m2																
Year of foundation	1997										For Health center						
No. of total Beds	11										Owned Medical Equipments (Check the name of Equipments)	Delivery bed, Scales, Stethoscope, Sphygmomanometer, X-ray scanner, Sterilizer, Wheelchair, Others()					
No. of Beds for Maternity	6																
No. of total patients per day	15										Inspection Items (Check the name of Items)	Blood test, Urinalysis,					
No. of patients per day for Maternity	20																
No. of Doctors	1										Utilities (Check the name of Utilities)	Water-supply, Sewage-system, Septick-tank, Electricity, Telephone-lines,					
No. of Nurses	5																
No. of total staffs	6										Other Equipment / Facilities (Check the name of Equipments / Facilities)	Incinerator, Another facilities(Church,school,others)					
No. of Infant mortality in delivery	0.02%																
No. of Maternal mortality in delivery	0										Remarks						
Budget / Expense	Annual Budget	39,804,000 FC															
	Budget Sharing	Ministry:	%			Church:	%										
	Covered shortage	Ministry:	%			Church:	%										
Another Donner											Consideration to unlawful dumping of Medical disposal	Dig holes, Need incinerator					
Name of Head	Mr. MALELE KIMPIOKA SIMON																
No. of Beds Needs in peak hour	Delivery:				Maternity:				Other Needs	Bed: more 15 beds, Medicine, fridge							
Insufficient medical equipment	Delivery room, Maternity facilities, Laboratory facilities, Surgery room equipment, Treatment room facilities																
Needs and for install of room in emergency or abnormal	Surgery room																
Incinerator	Small																
Septic tank	OK																



Located on the side of a hill



Rain-water drop through holes



Patients waiting space outdoor



Shabby toilet outdoor

Q-10 Ngangwele healthy center

The Development Study for Urban Rehabilitation Plan of Kinshasa in the Democratic Republic of the Congo

JICA STUDY TEAM

Inventory Survey Sheet	No.	HS-10								Name of Surveyor					Survey Date	.Aug.2008			
Name of health center		NGANGWELE HEALTH CENTER												No.	02				
Quatier No.	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13a	13b	Address		NGAGWELE No.10		
Construction type	1	Reinforced Concrete				2	Wooden Construction				3	Steel Construction							
Ownership	PRIVATE()																		
No. of Stories	1																		
Floor area (m ²)	700m ² (28m x 25m)																		
Year of foundation	1992																		
For Health center																			
No. of total Beds	13																		
No. of Beds for Maternity	7																		
No. of total patients per day	5																		
No. of patients per day for Maternity	3																		
No. of Doctors	2																		
No. of Nurses	7																		
No. of total stuffs	8																		
No. of Infant mortality in delivery	0.12%																		
No. of Maternal mortality in delivery	0																		
Budget / Expense	Annual Budget	15,750\$																	
	Budget Sharing	Ministry:	0 %				Church:	%											
	Covered shortage	Ministry:	%				Church:	%											
Another Donner	PARSS, ASF																		
Name of Head	Mr.JEAN MBENZIVO																		
No. of Beds Needs in peak hour	Delivery:					Maternity:	4												
Insufficient medical equipment	Delivery box, Small surgery box, Surgery box, Microscope																		
Needs and for install of room in emergency or abnormal	Operation room, Transfer to the Congo-China hospital																		
Incinerator	No incinerator																		
Septic tank																			
Owned Medical Equipments (Check the name of Equipments)																			
Delivery bed, Scales, Stethoscope, Sphygmomanometer, X-ray scanner, Sterilizer, Wheelchair, Others()																			
Inspection Items (Check the name of Items)																			
Blood test, Urinalysis,																			
Utilities (Check the name of Utilites)																			
Water-supply, Sewage-system, Septick-tank, Electricity, Telephone-lines,																			
Other Equipment / Facilities (Check the name of Equipments / Facilities)																			
Incinerator, Another facilities(Church,school,others)																			
Remarks																			
Consideration to unlawful dumping of Medical disposal																			
Need incinerator																			
Other Needs																			
Patient bed: more 5 beds, Observation bed: more 3 beds																			



Main entrance



Ward inside



Surgical operation room



Incinerator on drum

Q-11 Bikunda health center

The Development Study for Urban Rehabilitation Plan of Kinshasa in the Democratic Republic of the Congo

JICA STUDY TEAM

Inventory Survey Sheet	No.	HS-11										Name of Surveyor				Survey Date	.Aug.2008	
Name of health center	BIKUNDA HEALTH CENTER													No.	01			
Quatier No.	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13a	13b	Address	KIKUNDA No.2		
Construction type	1	Reinforced Concrete				2	Wooden Construction				3	Steel Construction						
Ownership	PRIVATE(Mr.MANZAMBI)													No. of Rooms				
No. of Stories	1													Name of Rooms (Check the name of rooms)	Reception, Waiting room, Consultation room, Recovery room, Labor room, Delivery room, Ward, Dispensary, Laboratory, Isolation ward, Operation room, Suckling room, Radiology room, Laundry room, Others(
Floor area (m ²)																		
Year of foundation	1985																	
For Health center																		
No. of total Beds	18													Owned Medical Equipments (Check the name of Equipments)	Delivery bed, Scales, Stethoscope, Sphygmomanometer, X-ray scanner, Sterilizer, Wheelchair, Others()			
No. of Beds for Maternity	5																	
No. of total patients per day	10													Inspection Items (Check the name of Items)	Blood test, Urinalysis,			
No. of patients per day for Maternity	2																	
No. of Doctors	2													Utilities (Check the name of Utilities)	Water-supply, Sewage-system, Septick-tank, Electricity, Telephone-lines,			
No. of Nurses	6																	
No. of total stuffs	8													Other Equipment / Facilities (Check the name of Equipments / Facilities)	Incinerator, Another facilities(Church,school,others)			
No. of Infant mortality in delivery	0																	
No. of Maternal mortality in delivery	0																	
Budget / Expense	Annual Budget	8,544,000 FC																
	Budget Sharing	Ministry:	0 %										Church:	0 %				
	Covered shortage	Ministry:	0 %										Church:	0 %				
Another Donner														Remarks				
Name of Head	Mr. MANZAMBI PIERRE													Consideration to unlawful dumping of Medical disposal	Need modern incinerator			
No. of Beds Needs in peak hour	Delivery:											Maternity:	20					
Insufficient medical equipment	Surgical kit, Maternity kit, Lab kit													Other Needs	Bed: more 20 beds, Medicine, Tables, Toilet, Donor			
Needs and for install of room in emergency or abnormal	Transfer to the Congo-China hospital, Ambulance to be paid by patients (7,500FC), Need operation room																	
Incinerator	No incinerator																	
Septic tank	OK																	



Main entrance



Consulting room



Damaged ceiling



Ward

Q-12 Misco health center

The Development Study for Urban Rehabilitation Plan of Kinshasa in the Democratic Republic of the Congo

JICA STUDY TEAM

Inventory Survey Sheet	No.	HS-12										Name of Surveyor	Survey Date	Aug.2008			
Name of health center	MISCO HEALTH CENTER											No.	05				
Quatier No.	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13a	13b	Address	Av. KIKONGO No.14	
Construction type	1	Reinforced Concrete			2	Wooden Construction			3	Steel Construction							
Ownership	Private (Mrs.TANKWEYI)											No. of Rooms	6				
No. of Stories	1											Name of Rooms (Check the name of rooms)	Reception, Waiting room, Consultation room, Recovery room, Labor room, Delivery room, Ward, Dispensary, Laboratory, Isolation ward, Operation room, Suckling room, Radiology room, Laundry room, Others(
Floor area (m ²)	340 m ²																
Year of foundation	1979																
For Health center																	
No. of total Beds	4 fixed beds + 6 separate (unfixed) beds											Owned Medical Equipments (Check the name of Equipments)	Delivery bed, Scales, Stethoscope, Sphygmomanometer, X-ray scanner, Sterilizer, Wheelchair, Others()				
No. of Beds for Maternity	4																
No. of total patients per day	7											Inspection Items (Check the name of Items)	Blood test, Urinalysis,				
No. of patients per day for Maternity	2 / month																
No. of Doctors	0											Utilities (Check the name of Utilities)	Water-supply, Sewage-system, Septick-tank, Electricity, Telephone-lines,				
No. of Nurses	5																
No. of total stuffs	7											Other Equipment / Facilities (Check the name of Equipments / Facilities)	Incinerator, Another facilities(Church,school,others)				
No. of Infant mortality in delivery	0																
No. of Maternal mortality in delivery	0											Remarks					
Budget / Expense	Annual Budget	3,312,000 FC															
	Budget Sharing	Ministry:									% Church:	0 %					
	Covered shortage	Ministry:									% Church:	0 %					
Another Donner												Consideration to unlawful dumping of Medical disposal					
Name of Head	Mrs. GEORGINE FLORENCE TANKWEYI																
No. of Beds Needs in peak hour	Delivery:									Maternity:	15 - 20						
Insufficient medical equipment	Gynaecological box, Surgery box, Lab material, Microscope (2)											Other Needs	Observation room: 20-25 beds, Lab room, Pharmacy room, Toilets, Laundry, Septic tank, tap water, staff				
Needs and for install of room in emergency or abnormal	Need operation room, Transfer to the Congo-China hospital (\$10)																
Incinerator	No suitable incinerator																
Septic tank																	



Exterior of health center



Ward (No patient)



Consulting room



Expansion space for maternity

Q-13/A Luzingu health center

The Development Study for Urban Rehabilitation Plan of Kinshasa in the Democratic Republic of the Congo

JICA STUDY TEAM

Inventory Survey Sheet	No.	HS-13 A										Name of Surveyor	Survey Date	Aug.2008					
Name of health center	LUZINGU HEALTH CENTER												No.	01					
Quatier No.	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13a	13b	Address	KIKONDA No.68			
Construction type	1	Reinforced Concrete			2	Wooden Construction			3	Steel Construction									
Ownership	BDOM(Diocesan office for Medical Work) / ADCM												No. of Rooms	6					
No. of Stories	1												Name of Rooms (Check the name of rooms)	Reception, Waiting room, Consultation room, Recovery room, Labor room, Delivery room, Ward, Dispensary, Laboratory, Isolation ward, Operation room, Suckling room, Radiology room, Laundry room, Others(
Floor area (m ²)																			
Year of foundation	1986																		
For Health center																			
No. of total Beds	1												Owned Medical Equipments (Check the name of Equipments)	Delivery bed, Scales, Stethoscope, Sphygmomanometer, X-ray scanner, Sterilizer, Wheelchair, Others()					
No. of Beds for Maternity	0																		
No. of total patients per day	10												Inspection Items (Check the name of Items)	Blood test, Urinalysis,					
No. of patients per day for Maternity	0																		
No. of Doctors	1												Utilities (Check the name of Utilities)	Water-supply, Sewage-system, Septick-tank, Electricity, Telephone-lines,					
No. of Nurses	4																		
No. of total stuffs	5												Other Equipment / Facilities (Check the name of Equipments / Facilities)	Incinerator, Another facilities(Church,school,others)					
No. of Infant mortality in delivery	0																		
No. of Maternal mortality in delivery	0												Remarks						
Budget / Expense	Annual Budget																		
	Budget Sharing	Ministry:	%	Church:	%														
	Covered shortage	Ministry:	%	Church:	%														
Another Donner													Consideration to unlawful dumping of Medical disposal						
Name of Head	Mrs. YUEHE MDUMDU																		
No. of Beds Needs in peak hour	Delivery:			Maternity:													Other Needs	Need to build the maternity of two story building, Maternity bed: 30 beds, Observation bed: 40 beds	
Insufficient medical equipment	Maternity kit, Sterilizer, Microscope (2), Centrifuges, Photometer for hemoglobin, Incubator																		
Needs and for install of room in emergency or abnormal	Need operation room, Transferring to ELIKYA hospital center in Kimbanseke																		
Incinerator	OK																		
Septic tank																			



Main entrance



Waiting space for infant vaccine



Consulting room



Laboratory

Q-13/B Diki Sante

The Development Study for Urban Rehabilitation Plan of Kinshasa in the Democratic Republic of the Congo

JICA STUDY TEAM

Inventory Survey Sheet	No.	HS-13 B								Name of Surveyor					Survey Date	.Aug.2008			
Name of health center		DIKI SANTE												No.	03				
Quatier No.	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13a	13b	Address	MAKUNGU No.17			
Construction type	1	Reinforced Concrete			2	Wooden Construction			3	Steel Construction									
Ownership	PRIVATE(Mr.DIKIZEYIKO)														No. of Rooms	8			
No. of Stories	1														Name of Rooms (Check the name of rooms)	Reception, Waiting room, Consultation room, Recovery room, Labor room, Delivery room, Ward, Dispensary, Laboratory, Isolation ward, Operation room, Suckling room, Radiology room, Laundry room, Others(
Floor area (m ²)	Room1: 8m x 6m, Room2: 12m x 10m																		
Year of foundation	2006																		
For Health center																			
No. of total Beds	12														Owned Medical Equipments (Check the name of Equipments)	Delivery bed, Scales, Stethoscope, Sphygmomanometer, X-ray scanner, Sterilizer, Wheelchair, Others()			
No. of Beds for Maternity	7																		
No. of total patients per day	7														Inspection Items (Check the name of Items)	Blood test, Urinalysis,			
No. of patients per day for Maternity	3																		
No. of Doctors	2														Utilities (Check the name of Utilities)	Water-supply, Sewage-system, Septick-tank, Electricity, Telephone-lines,			
No. of Nurses	4																		
No. of total stuffs	10														Other Equipment / Facilities (Check the name of Equipments / Facilities)	Incinerator, Another facilities(Church,school,others)			
No. of Infant mortality in delivery	0																		
No. of Maternal mortality in delivery	0																		
Budget / Expense	Annual Budget																Remarks		
	Budget Sharing	Ministry:					%	Church:					%						
	Covered shortage	Ministry:					%	Church:					%						
Another Donner	I.R.C.																		
Name of Head	Mr. DIKIZEYIKO ANTOINE														Consideration to unlawful dumping of Medical disposal	Incinerator			
No. of Beds Needs in peak hour	Delivery: 15							Maternity: 18											
Insufficient medical equipment	Sterilizer, Maternity beds, Delivery beds, Maternity kit														Other Needs				
Needs and for install of room in emergency or abnormal	Ambulance to the Congo-China hospital (3L oil, 7,500FC)																		
Incinerator	OK																		
Septic tank	OK																		



Main entrance



Entrance to ward











Consulting room











Waiting space for patients





ANNEXE-5
POUR L'ECOLE





	1	QARTIER	Q-1			
No.	Nom de L'Ecole					
1	EP1 KAMINA					
2	EP2 KAMINA					
AMELIORATION	ITEMS	No.	Prix Estimé (\$)	Remarques		
			Prix Unitaire	Prix Total		
Security	Existing Fence,Gate & length (m)	Total			tous	
	Required Partially Reatration	No.	0			
	Required Totally Demolish & new installation (m)	Yes	364			
			364	\$300	\$109,200	
	Watchman	No. of man	2			
	Workinghour	24hrs				
Hygienic Environment	Number of toilet	M:	2	\$4,000	\$4,000	
		F:	1			
		Staff:	1			
	Damage	damaged				
Septic Tank	damaged					
Rehabilitated by Donor	No donor					
Facility	Class rooms		19			
	offices					
Equipment	Tables & benches	lack				
	Educational material					
Utility Supply	Water supply	City water				
	Electricity supply	no				
Others						
PHOTOS	 <p>SCHOOL HOUSE</p>		 <p>FACE DIRECTLY TO ROAD-1</p>			
	 <p>TOILET</p>		 <p>FACE DIRECTLY TO ROAD-2</p>			





Site No.	2	QARTIER		Q-1	
No.	School Name				
3	EP1 KWILU				
4	EP2 KWILU				
5	INST.MAMBULU				
IMPROVEMENT	ITEMS	No.	Estimated Cost (\$)		Remarks
			Unit Cost	Total Cost	
Security	Existing Fence,Gate & length (m)	Total	Yes		
			0		
	Required Partially Reatrration		0		
	Required Totally Demonish & new installation (m)				
	Watchman	No. of man	2		
	Working hour	12			
Hygienic Environment	Number of toilet	M:	3	\$4,000	\$4,000
		F:	2		
		Staff:	1		
	Damage	not damaged			
	Septic Tank	Yes			
Rehabilitated by Donor	BCECO	2003			
Facility	Class rooms	Done	40		Requireid 6
	offices		4		
Equipment	Tables & benches	lack			
	Educational material				
Utility Supply	Water suppl	city water			
	Electricity supply	supplied			
Others					
PHOTOS					
	ENTRANCE GATE		EXISTING FENCE		
					
	TOILET		CLASS ROOM		





Site No.	3		QARTIER	Q-2	
No.	School Name				
6	EPA 1 SONA PANGU				
7	EPA 2 SONA PANGU				
IMPROVEMENT	ITEMS	No.	Estimated Cost (\$)		Remarks
			Unit Cost	Total Cost	
Security	Existing Fence,Gate & length (m)	Total	Yes		
			0		
	Required Partially Reatration		0		
	Required Totally Demonish & new installation (m)				
	Watchman	No. of man	2		
	Working hour	24			
Hygienic Environment	Number of toilet	M:	3	\$4,000	\$4,000
		F:	2		
		Staff:	1		
	Damage	Not damaged			
Septick Tank	Yes				
Rehabilitated by Donor	Yes				
	Canadian F	2005			
Facility	Class rooms		15		
	offices				
Equipment	Tables & benches	lack			
	Educational material				
Utility Supply	Water suppl	Yes			
	Electricity supply	Yes			
Others					
PHOTOS					
	ENTRANCE GATE		EXISTING FENCE		
					
	TOILET		SCHOOL GROUND		





Site No.	4		QARTIER		Q-2	
No.	School Name					
8	ITI, Inst. MPIKO					
IMPROVEMENT	ITEMS		No.	Estimated Cost (\$)		Remarks
				Unit Cost	Total Cost	
Security	Existing Fence,Gate & length (m)		Total	Yes		
				0		
	Required Partially Reatration			Yes		
	Required Totally Demonish & new installation (m)					
	Watchman	No. of man	3			
	Working hour	24				
Hygienic Environment	Number of toilet	M:	3	\$4,000	\$4,000	
		F:	2			
		Staff:	1			
	Damage	damaged				no roof
	Septick Tank	Yes				
Rehabilitated by Donor	No					
Facility	Class rooms		18			
	offices					
Equipment	Tables & benches		Lack			
	Educational material					
Utility Supply	Water suppl		Yes			
	Electricity supply		No			
Others						
PHOTOS						
	ENTRANCE GATE		TOILET			
						
	TOILET		COLLAPSED ROOF			





		5	QARTIER	Q-2		
No.	School Name					
9	EP. 1 KIBUNZI					
10	EP. 2 KIBUNZI					
11						
IMPROVEMENT	ITEMS	No.	Estimated Cost (\$)		Remarks	
			Unit Cost	Total Cost		
Security	Existing Fence,Gate & length (m)	Total	Yes			
			0			
	Required Partially Reatration		Part.			
	Required Totally Demonish & new installation (m)					
	Watchman	No. of man	2			
	Working hour	12				
Hygienic Environment	Number of toilet	M:	3	\$4,000	\$4,000	
		F:	2			
		Staff:	1			
	Damage	damaged				too dirty
	Septic Tank	Yes				
Facility	Class rooms	14/14	28			
	offices		3			
Equipment	Tables & benches	Lack				
	Educational material					
Utility Supply	Water suppl	City water				
	Electricity supply	No				
Others						
PHOTOS						
	ENTRANCE GATE		TOILET			
						
	TOILET		COLLAPSED ROOF			





		6	QARTIER	Q-2	
No.	School Name				
12	EP. 2 MAMPUKA				
13	Inst. YIMBUKULU				
IMPROVEMENT	ITEMS	No.	Estimated Cost (\$)		Remarks
			Unit Cost	Total Cost	
Security	Existing Fence,Gate & length (m)	Total	Yes		
			0		
	Required Partially Reatration		0		
	Required Totally Demonish & new installation (m)				
	Watchman	No. of man	3		
	Working hour	24			
Hygienic Environment	Number of toilet	M:	7	\$4,000	\$8,000
		F:	5		
		Staff:	2		
	Damage		Yes		
Septic Tank		Yes			
Rehabilitated by Donor	Social Fund	Yes			
Facility	Class rooms	14+8	22		
	offices		1		
Equipment	Tables & benches		Lack		
	Educational material				
Utility Supply	Water suppl		Yes		
	Electricity supply		No		
Others					
PHOTOS					
	ENTRANCE GATE		COLLAPSED FENCE		
					
	TOILET		CLASS ROOM		





Site No.	7	QARTIER	Q-3		
No.	School Name				
14	PRESBYT. NDJILI INSTITUTE				
IMPROVEMENT	ITEMS	No.	Estimated Cost (\$)		Remarks
			Unit Cost	Total Cost	
Security	Existing Fence,Gate & length (m)	Total	Yes		
			0		
	Required Partially Reatration		Part.		
	Required Totally Demonish & new installation (m)				
Watchman	No. of man	1			
	Working hour	12			
Hygienic Environment	Number of toilet	M:		Under Construction	
		F:			
		Staff:	1		
	Damage		New		
Septic Tank		Yes			
Rehabilitated by Donor	OXFAM(UK)	Yes			
Facility	Class rooms	12			Required 3
	offices	1			
Equipment	Tables & benches		Lack		
	Educational material				
Utility Supply	Water suppl		Yes		
	Electricity supply		No		
Others					
PHOTOS					
	SCHOOL NAME & FENCE		OVERAGED FENCE		
					
	SCHOOL HOUSE		SEPTICK TANK UNDER CONSTRUCTION		





		8	QARTIER	Q-3		
No.	School Name					
15	KIBALA Inst.					
16	EP. 1 SUMBI					
17	EP. 2 SUMBI					
IMPROVEMENT	ITEMS	No.	Estimated Cost (\$)		Remarks	
			Unit Cost	Total Cost		
Security	Existing Fence,Gate & length (m)	Total	Yes			
			0			
	Required Partially Reatration		Part.			
	Required Totally Demonish & new installation (m)					
	Watchman	No. of man	3			
	Working hour	12				
Hygienic Environment	Number of toilet	M:	2			
		F:	1			
		Staff:	3	\$4,000	\$4,000	
	Damage		No			
Septic Tank						
Rehabilitated by Donor	UNICEF	Yes				
Facility	Class rooms		38			
	offices		3			
Equipment	Tables & benches		Lack			
	Educational material					
Utility Supply	Water suppl		No			
	Electricity supply		No			
Others						
PHOTOS						
	EXISTING FENCE		TOILET			
						
	TOILET		COLLAPSED CLASS ROOM			





Site No.	9		QARTIER	Q-3		
No.	School Name					
18	PAPA NDANGI Inst.					
19	EP. 4 PAPA NDANGI					
20	EP. 9 PAPA NDANGI					
IMPROVEMENT	ITEMS		No.	Estimated Cost (\$)		Remarks
				Unit Cost	Total Cost	
Security	Existing Fence,Gate & length (m)		Total Yes	0		
	Required Partially Reatration		Yes			
	Required Totally Demonish & new installation (m)		21			
	Watchman	No. of man	1			
Working hour		12				
Hygienic Environment	Number of toilet	M:	1	\$4,000	\$4,000	
		F:	0			
		Staff:	0			
	Damage		Very			
Septic Tank		No.				
Rehabilitated by Donor		No				
Facility	Class rooms		28			
	offices		1			
Equipment	Tables & benches		Lack			
	Educational material					
Utility Supply	Water suppl		No			
	Electricity supply		No			
Others						
PHOTOS						
	COLLAPSED FENCE		EXISTING FENCE			
						
	SHABBY TOILET		SHABBY AND DANGEROUS TOILET			





Site No.	10		QARTIER		Q-4	
No.	School Name					
21	ITC. NTOLANI					
22	EP.1 MPESE					
23	EP.2 MPESE					
IMPROVEMENT	ITEMS		No.	Estimated Cost (\$)		Remarks
				Unit Cost	Total Cost	
Security	Existing Fence,Gate & length (m)		Total	Yes		
	Required Partially Reatration			0		
	Required Totally Demonish & new installation (m)					
	Watchman	No. of man	2			
		Working hour	12			
Hygienic Environment	Number of toilet	M:	2	\$4,000	\$8,000	
		F:	8			
		Staff:	3			
	Damage		No			
Septic Tank		Yes				
Rehabilitated by Donor		No				
Facility	Class rooms	UNICEF2002	44			
	offices		3			
Equipment	Tables & benches		Lack			
	Educational material					
Utility Supply	Water suppl		Yes			
	Electricity supply		Yes			
Others						
PHOTOS						
	ENTRANCE GATE		COLLAPSED FENCE			
						
	TOILET		DONORED BY JAPAN & UNICEF			





Site No.	11	QARTIER		Q-4		
No.	School Name					
24	BONSOMI SCHOOL					
IMPROVEMENT	offices		No.	Estimated Cost (\$)		Remarks
		Total		Unit Cost	Total Cost	
Security	Existing Fence,Gate & length (m)		Yes			
			0			
	Required Partially Reatration		No			
	Required Totally Demonish & new installation (m)		No			
Watchman	No. of man		2			
	Working hour		24			
Hygienic Environment	Number of toilet		M:	10		
			F:	10		
			Staff:	2		
	Damage		No			
Septic Tank		Yes				
Rehabiritated by Donor		No				
Facility	Class rooms		17			
	offices		2			
Equipment	Tables & benches		Many			
	Educational material					
Utility Supply	Water suppl		Yes			Tank water
	Electricity supply		Yes			
Others						
PHOTOS						
	MAIN ENTRANCE		TOILET			
						
	SPORTS GROUND		DELIGENT DOLL			




Site No.	12	QUARTIER	Q-4			
No.	School Name					
25	ITI. KINZUANA					
26	ITP. KINZUANA					
27	EP.1 KINZUANA					
28	EP.2 KINZUANA					
29	EP.3 KINZUANA					
IMPROVEMENT	ITEMS	No.	Estimated Cost (\$)		Remarks	
			Unit Cost	Total Cost		
Security	Existing Fence,Gate & length (m)	Total Yes	0			
	Required Partially Reatration	No				
	Required Totally Demonish & new installation (m)	No				
	Watchman	No. of man	3			
		Working hour	12			
Hygienic Environment	Number of toilet	M:	1	\$4,000	\$4,000	
		F:	0			
		Staff:	1			
	Damage	No				
	Septic Tank	Yes				
Rehabilitated by Donor	GIVAK	Yes			Only Inst.	
	Not yet finish.					
Facility	Class rooms	54			Damaged	
	offices	1			Add 1	
Equipment	Tables & benches				Lack	
	Educational material					
Utility Supply	Water suppl	Yes			City water	
	Electricity supply	Yes				
Others						
PHOTOS						
	SCHOOL NAME & FENCE		COLLAPSED ROOFING			
						
	SEPTICK TANK UNDER CONSTRUCTION		REHABILITATED TOILET			





		13	QARTIER	Q-5		
No.	School Name					
30	TELU LUKAYA GIRLS SCHOOL					
31	BIO-CHEMISTRY INSTITUTE					
32	MATHEMATICS & PHYSICS Inst.					
33	EP. 1 LUKAYA					
34	EP. 2 LUKAYA					
IMPROVEMENT	ITEMS	No.	Estimated Cost (\$)		Remarks	
			Unit Cost	Total Cost		
Security	Existing Fence,Gate & length (m)	Total Yes 0			To be raised	
	Required Partially Reatration	Yes			Splits	
	Required Totally Demonish & new installation (m)	33 33	\$300	\$9,900		
	Watchman	No. of man	3			
		Working hour	12			
Hygienic Environment	Number of toilet	M:		\$4,000	\$4,000	
		F:				
		Staff:	2			
	Damage	No				
Septic Tank	Yes					
Rehabilitated by Donor	UNICEF					
	KWF				Germany	
Facility	Class rooms	39			5 Schools	
	offices	4				
Equipment	Tables & benches	Yes			Not enough	
	Educational material					
Utility Supply	Water suppl	Yes			City water	
	Electricity supply	Yes				
Others						
PHOTOS						
	ENTRANCE GATE		TEMPORARY CLASS-ROOM			
						
	RAIN-WATER RESERVOIR DONORERD BY JAPAN & UNICEF		REHABILITAED TOILET			



	14	QARTIER	Q-6			
No.	School Name					
35	EP. St. MARTIN					
36	EP. 1 INKISI					
37	EP.2 INKISI					
IMPROVEMENT	ITEMS	No.	Estimated Cost (\$)		Remarks	
			Unit Cost	Total Cost		
Security	Existing Fence,Gate & length (m)	Total	Yes			
	Required Partially Reatration		398			
	Required Totally Demonish & new installation (m)		Yes		Very old	
			398	\$300	\$119,400	
	Watchman	No. of man	3			
	Working hour	24				
Hygienic Environment	Number of toilet	M:	3	\$4,000	\$8,000	
		F:	3			
		Staff:	2			
	Damage	8 toilets				Damaged
	Septic Tank		1			Damaged
Rehabilitated by Donor	8 toilets	Yes			UNICEF	
Facility	Class rooms	Rehabilit.	52			UNICEF
	offices		Yes			
Equipment	Tables & benches					Enough
	Educational material					
Utility Supply	Water suppl		Yes			City water
	Electricity supply		No			
Others						
PHOTOS						
	SCHOOL NAME & FENCE		SCHOOL HOUSE			
						
	STAFF TOILET		TOILET			





		15	QARTIER	Q-6		
No.	School Name					
38	EPA.1 LEMFU					
39	EPA.2 LEMFU					
40	LEMFU 1 Inst.					
41	LEMFU 2 Inst.					
IMPROVEMENT	ITEMS	No.	Estimated Cost (\$)		Remarks	
			Unit Cost	Total Cost		
Security	Existing Fence,Gate & length (m)	Total	Yes		Key holding	
			0			
	Required Partially Reatration		Yes		Partially	
	Required Totally Demonish & new installation (m)		78	\$300	\$23,400	
	Watchman	No. of man	4			
	Working hour	24				
Hygienic Environment	Number of toilet	M:	3	\$4,000	\$8,000	Rehabilitation
		F:	3			Rehabilitation
		Staff:	3			Rehabilitation
	Damage		Yes			1
	Septick Tank					
Rehabilitated by Donor						
Facility	Class rooms		68			Good
	offices					Good
Equipment	Tables & benches					200 benches
	Educational material					
Utility Supply	Water suppl		Yes			City water
	Electricity supply		Yes			
Others						
PHOTOS						
	ENTRANCE GATE		EXISTING FENCE			
						
	TOILET		TOILET			





		16	QARTIER	Q-6	
No.	School Name				
42	LEMFU 2 Inst.				
43	EP.1 LIKASI				
IMPROVEMENT	ITEMS	No.	Estimated Cost (\$)		Remarks
			Unit Cost	Total Cost	
Security	Existing Fence,Gate & length (m)	Total	Yes		
			0		
	Required Partially Reatration		207		
	Required Totally Demonish & new installation (m)		Yes		Rebuild
			207	\$300	\$62,100
Watchman	No. of man		2		
	Working hour		12		
Hygienic Environment	Number of toilet	M:	0	\$4,000	\$8,000
		F:	0		
		Staff:	0		
	Damage Septic Tank				
Rehabilitated by Donor		No			
Facility	Class rooms		21		damaged
	offices		1		damaged
Equipment	Tables & benches				Add benches
	Educational material				
Utility Supply	Water suppl		Yes		City water
	Electricity supply		No		
Others					
PHOTOS					
	ENTRANCE GATE		COLLAPSES CLASS ROOM		
					
	WATER TAP		SHABBY TOILET		





		17	QARTIER	Q-6			
No.	School Name						
44	EP.2 LIKASI						
45	EP.3 LIKASI						
46	EP.4 LIKASI						
47	ITC. LIKSI						
IMPROVEMENT	ITEMS		No.	Estimated Cost (\$)		Remarks	
				Unit Cost	Total Cost		
Security	Existing Fence,Gate & length (m)		Total	Yes		in construction	
				0		No gate	
	Required Partially Reatration			243		Partially	
	Required Totally Demonish & new installation (m)			243	\$300	\$72,900	
	Watchman	No. of man		4			1 Sec. Sch
	Working hour		24				
Hygienic Environment	Number of toilet	M:	1	\$4,000	\$4,000	Out of use	
		F:	1			Out of use	
		Staff:	1				
	Damage						damaged
	Septick Tank						damaged
Rehabilitated by Donor			Yes			UNICEF	
Facility	Class rooms		30	Rehabilitation		UNICEF	
	offices						
Equipment	Tables & benches		Yes			Add benches	
	Educational material						
Utility Supply	Water suppl		Yes				
	Electricity supply						
Others	ITC LIKASI		No.	Building	12 Cl.rms	1 Office	
PHOTOS							
	ENTRANCE GATE		SCHOOL HOUSE UNDER CONSTRUCTION				
							
	TOILET DONORED BY UNICEF		TOILET UNDER REHABILITATION				





		18	QARTIER	Q-6		
No.	School Name					
48	EP. MAWANGA					
49	ITC. BANAI					
IMPROVEMENT	ITEMS	No.	Estimated Cost (\$)		Remarks	
			Unit Cost	Total Cost		
Security	Existing Fence,Gate & length (m)	Total Yes 0				
	Required Partially Reatration	Yes			1 Side	
	Required Totally Demonish & new installation (m)	26 26	\$300	\$7,800		
	Watchman	No. of man	2			
		Working hour	24			
Hygienic Environment	Number of toilet	M:	1		Not enough	
		F:	1		Not enough	
		Staff:	1			
	Damage	No.				
	Septic Tank	Yes				
Rehabilitated by Donor	Yes			UNICEF		
Facility	Class rooms	12			Good	
	offices				Good	
Equipment	Tables & benches				Add benches	
	Educational material				Equipment	
Utility Supply	Water suppl	Yes				
	Electricity supply	Yes				
Others						
PHOTOS						
	MAIN ENTRANCE & FENCE		TOILET			
						
	LOW FENCE		DONORED BY UNICEF			





Site No.	19		QARTIER		Q-7	
No.	School Name					
50	EP.1 NDJILI					
51	EP.2 NDJILI					
52	EP.3 NDJILI					
53	EP.5 NDJILI					
IMPROVEMENT	ITEMS		No.	Estimated Cost (\$)		Remarks
				Unit Cost	Total Cost	
Security	Existing Fence,Gate & length (m)		Total	Yes		Closed
				0		
	Required Partially Reatration			Yes		Partially
	Required Totally Demonish & new installation (m)					
Watchman	No. of man			4		
	Working hour			24		
Hygienic Environment	Number of toilet		M:	3	\$4,000	\$4,000
			F:	3		
			Staff:	1		
	Damage			Yes		
Septic Tank						
Rehabilitated by Donor						
Facility	Class rooms		1 Building	62	Rehabilitated	OXFAM UK
	offices					Equipment
Equipment	Tables & benches			Yes	in concrete	not good
	Educational material					
Utility Supply	Water suppl			Yes		City water
	Electricity supply			No		
Others						
			4 CL.RMS	under	Rehabilitation	
PHOTOS						
	ENTRANCE GATE		TOILET DONORED BY OXFARM GB			
						
	TOILET		COLLAPESD BLACK-BOARD			





Site No.	20	QARTIER		Q-7		
No.	School Name					
54	NDJILI Inst.					
55	TECH-AGRICOLE. Inst.					
IMPROVEMENT	ITEMS		No.	Estimated Cost (\$)		Remarks
		Total	Yes	Unit Cost	Total Cost	
Security	Existing Fence,Gate & length (m)		0			
	Required Partially Reatration		63	\$300	\$18,900	Partially
	Required Totally Demonish & new installation (m)		63			
	Watchman	No. of man	3			
Working hour		24				
Hygienic Environment	Number of toilet	M:	7	\$4,000	\$8,000	very dirty
		F:	7			very dirty
		Staff:	1			
	Damage	Yes				
Septic Tank			Filled up		Staff	
Rehabilitated by Donor		No.				
Facility	Class rooms		37			Good
	offices					Good
Equipment	Tables & benches					
	Educational material					
Utility Supply	Water suppl		Yes			
	Electricity supply		No			
Others						
PHOTOS						
	COURT YARD		COLLAPSED FENCE			
						
	SEPTICK HOLE		ENTRANCE			





Site No.	21	QARTIER		Q-7	
No.	School Name				
56	EP. ANNEKIE				
57	LTP. MAMA ANNEKIE				
IMPROVEMENT	ITEMS	No.	Estimated Cost (\$)		Remarks
			Unit Cost	Total Cost	
Security	Existing Fence,Gate & length (m)	Total	Yes		Key holding
			0		
	Required Partially Reatration			0	
	Required Totally Demonish & new installation (m)				
	Watchman	No. of man	3		
	Working hour	24			
Hygienic Environment	Number of toilet	M:	0	\$4,000	\$4,000
		F:	3		
		Staff:	1		
	Damage		No		
	Septic Tank		Yes		Good
Rehabilitated by Donor		No			
Facility	Class rooms		15		Good
	offices				Good
Equipment	Tables & benches				
	Educational material				
Utility Supply	Water suppl		Yes		City water
	Electricity supply		Yes		
Others			3	Uncompleted	Classrooms
			1	New	Office
PHOTOS					
	EXISTING FENCE		MAIN ENTRANCE		
					
	TOILET		CLASS ROOMS UNDER CONSTRUCTION		





Site No.	22	QARTIER		Q-7		
No.	School Name					
58	KINGU Inst.					
IMPROVEMENT	ITEMS	No.	Estimated Cost (\$)		Remarks	
			Unit Cost	Total Cost		
Security	Existing Fence,Gate & length (m)	Total	Yes		Key holding	
			0			
	Required Partially Reatration		Yes		Partially	
	Required Totally Demonish & new installation (m)					
Watchman	No. of man	2				
	Working hour	24				
Hygienic Environment	Number of toilet	M:	2	\$4,000	\$4,000	Damaged
		F:	1			Damaged
		Staff:	1			Damaged
	Damage		Yes			damaged
	Septic Tank		Yes			Damaged
Rehabilitated by Donor		No				
Facility	Class rooms	12			Damaged	
	offices	1			Extension	
Equipment	Tables & benches	lack			Benches	
	Educational material					
Utility Supply	Water suppl	Yes			City water	
	Electricity supply	No				
Others					Equipment	
		Inst.Kingu	lack	CL.Rms	12	
PHOTOS						
	ENTRANCE GATE		SCHOOL FOR KINGU INST.			
						
	TOILET		TOILET			





Site No.	22/23	QARTIER		Q-7		
No.	School Name					
59	LUBAKI Inst.					
IMPROVEMENT	ITEMS	No.	Estimated Cost (\$)		Remarks	
			Unit Cost	Total Cost		
Security	Existing Fence,Gate & length (m)	Total Yes 0			Key holding	
	Required Partially Reatration	Yes			Partially	
	Required Totally Demonish & new installation (m)					
	Watchman	No. of man Working hour	1 12			
Hygienic Environment	Number of toilet	M:	2	\$4,000	\$4,000	Damaged
		F:	1			Damaged
		Staff:	1			Damaged
	Damage		Yes			Damaged
	Septic Tank		Yes			
Rehabilitated by Donor		No				
Facility	Class rooms		12			Damaged
	offices		1			Extension
Equipment	Tables & benches		Lack			Benches
	Educational material					Equipment
Utility Supply	Water suppl		Yes			City water
	Electricity supply		No			
Others						
PHOTOS						
	ENTRANCE GATE		TOILET			
						
	TOILET		SCHOOL HOUSE			





Site No.	24	QARTIER		Q-7		
No.	School Name					
60	ITI. NDJILI					
IMPROVEMENT	ITEMS	No.	Estimated Cost (\$)		Remarks	
			Unit Cost	Total Cost		
Security	Existing Fence,Gate & length (m)	Total Yes 560			key holding	
	Required Partially Reatration	560			Some sides	
	Required Totally Demonish & new installation (m)	560	\$300	\$168,000		
	Watchman	No. of man Working hour	2 24			
Hygienic Environment	Number of toilet	M:	15	\$4,000	\$12,000	damaged
		F:	0			
		Staff:	7			damaged
	Damage Septic Tank		Yes			damaged
Rehabilitated by Donor		No				
Facility	Class rooms	32			Good	
	offices	1			Good	
Equipment	Tables & benches					
	Educational material				Equipment	
Utility Supply	Water suppl	Yes				
	Electricity supply	Yes				
Others						
PHOTOS						
	EXISTING FENCE		SHOOL HOUSE			
						
	TOILET		TOILET			





Site No.	25	QARTIER	Q-7			
No.	School Name					
61	L-1 Ste. GERMAINE					
62	L-2 Ste. GERMAINE					
IMPROVEMENT	ITEMS	No.	Estimated Cost (\$)	Remarks		
			Unit Cost	Total Cost		
Security	Existing Fence,Gate & length (m)	Total Yes 670			key holding	
	Required Partially Reatration	Yes			Raised	
	Required Totally Demonish & new installation (m)	670	\$300	\$201,000		
	Watchman	No. of man Working hour	2 24			
Hygienic Environment	Number of toilet	M:	\$4,000	\$4,000	Damaged	
		F:				7
		Staff:				4
	Damage	Yes			Rehabilitation	
Septic Tank	Yes					
Rehabilitated by Donor	No					
Facility	Class rooms	37			Good	
	offices				Good	
Equipment	Tables & benches					
	Educational material					
Utility Supply	Water suppl	Yes				
	Electricity supply	Yes			City water	
Others						
PHOTOS						
	SCHOOL NAME		ENTRANCE GATE & FENCE			
						
	REHABILTAED TOILET		INSIDE TOILET			



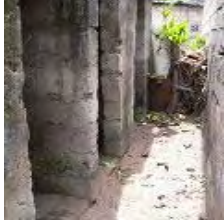

Site No.	26	QARTIER	Q-7			
No.	School Name					
63	LT. BOMENGO					
IMPROVEMENT	ITEMS	No.	Estimated Cost (\$)		Remarks	
			Unit Cost	Total Cost		
Security	Existing Fence,Gate & length (m)	Total No. Yes			key holding	
	Required Partially Reatration	Yes			1 Side	
	Required Totally Demonish & new installation (m)					
	Watchman	No. of man	3			
		Working hour	12			
Hygienic Environment	Number of toilet	M:	1	\$4,000	\$4,000	Damaged
		F:	3			Damaged
		Staff:	2			Damaged
	Damage	Yes			Damaged	
	Septic Tank	Yes			Damaged	
Rehabirated by Donor	No					
Facility	Class rooms	20			Good	
	offices	1			Extension	
Equipment	Tables & benches					
	Educational material				Equipment	
Utility Supply	Water suppl	Yes			City water	
	Electricity supply	Yes				
Others						
	Laboratory				Rehabilitation	
PHOTOS						
	MAIN ENTRANCE		NET-FENCE			
						
	TOILET		TOILET			

Site No.	27	QARTIER		Q-9		
No.	School Name					
64	EP. A.KINGU					
65	KINGU Inst.					
IMPROVEMENT	ITEMS	No.	Estimated Cost (\$)		Remarks	
			Unit Cost	Total Cost		
Security	Existing Fence,Gate & length (m)	Total Yes 0			key holding	
	Required Partially Reatration	No				
	Required Totally Demonish & new installation (m)	No				
	Watchman	No. of man Working hour	2 24			
Hygienic Environment	Number of toilet	M:	1	\$4,000	\$4,000	Damaged
		F:	0			
		Staff:	1			Damaged
	Damage	Septic Tank	Yes Yes			
Rehabilitated by Donor		No				
Facility	Class rooms	18			Damaged	
	offices	1			Damaged	
Equipment	Tables & benches	Lack			Benches	
	Educational material	Lack			Equipment	
Utility Supply	Water suppl	Yes			City water	
	Electricity supply	No				
Others						
PHOTOS						
	4 CLASS ROOMS TRANSFERRED TO KINGU Inst.		MAIN ENTRANCE			
						
	TOILET		SCHOOL HOUSE			

Site No.	28	QARTIER	Q-10			
No.	School Name					
66	EP. FRATERNTE					
IMPROVEMENT	ITEMS	No.	Estimated Cost (\$)	Remarks		
			Unit Cost	Total Cost		
Security	Existing Fence,Gate & length (m)	Total	Yes		No gate	
			68			
	Required Partially Reatration		68			
	Required Totally Demonish & new installation (m)		Yes		Rebuild	
			68	\$300	\$20,400	
Watchman	No. of man		1			
	Working hour		12			
Hygienic Environment	Number of toilet	M:	1	\$4,000	\$4,000	Damaged
		F:	0			
		Staff:	1			
	Damage		Yes			Extension
	Septic Tank		No.			Construction
Rehabilitated by Donor		No				
Facility	Class rooms		7			Damaged
	offices		1			Damaged
Equipment	Tables & benches		Lack			Benches
	Educational material					Equipment
Utility Supply	Water suppl		No			
	Electricity supply		No			
Others						
PHOTOS						
	NO VEHICLE ACCESS		COLLAPSED FENCETOILET			
						
	TOILET		CLASS ROOM			

Site No.	29	QARTIER		Q-11		
No.	School Name					
67	EP. 1 KIFUMA					
68	EP. 2 KIFUMA					
69	EP S.te ANGES					
IMPROVEMENT	ITEMS	No.	Estimated Cost (\$)		Remarks	
			Unit Cost	Total Cost		
Security	Existing Fence,Gate & length (m)	Total Yes 508			key holding	
	Required Partially Reatration	508				
	Required Totally Demonish & new installation (m)	Yes 508	\$300	\$152,400	Rebuild	
	Watchman	No. of man	3			
		Working hour	24			
Hygienic Environment	Number of toilet	M:	10		Good	
		F:	10		Good	
		Staff:	1		Good	
	Damage	No				
	Septic Tank	Yes				
Rehabilitated by Donor	Yes			AM.CHURCH UNICEF		
Facility	Class rooms	35			Good	
	offices				Good	
Equipment	Tables & benches	Lack			Benches	
	Educational material					
Utility Supply	Water suppl	Yes			City water	
	Electricity supply	Yes				
Others						
PHOTOS						
	ENTRANCE GATE		BRAND NEW TOILETby Japanese Gov. & UNICEF			
						
	COLLAPSED FENCE		RAINWATER COME IN FROM ROAD			

Site No.	30		QARTIER		Q-13		
No.	School Name						
70	EP.1 YANDA						
71	EP. 2 YANDA						
IMPROVEMENT	ITEMS		No.	Estimated Cost (\$)		Remarks	
				Unit Cost	Total Cost		
Security	Existing Fence,Gate & length (m)		Total	Yes		key holding	
				0			
	Required Partially Reatration			Yes		1 Side	
	Required Totally Demonish & new installation (m)			9	\$300	\$2,700	
	Watchman	No. of man	2				
	Working hour	24					
Hygienic Environment	Number of toilet	M:	2	\$4,000	\$4,000	damaged	
		F:	1			damaged	
		Staff:	1			damaged	
	Damage						
	Septic Tank		Yes			damaged	
Rehabilitated by Donor		No					
Facility	Class rooms		24			Good	
	offices					Good	
Equipment	Tables & benches		Lack			Benches	
	Educational material						
Utility Supply	Water suppl		Yes			City water	
	Electricity supply		No				
Others							
PHOTOS							
	ENTRANCE GATE			SCHOOL HOUSE			
							
	TOILET			LOW FENCE			

Site No.	31	QARTIER		Q-13			
No.	School Name						
72	YANDA Inst.						
IMPROVEMENT	ITEMS		No.	Estimated Cost (\$)		Remarks	
				Unit Cost	Total Cost		
Security	Existing Fence,Gate & length (m)	Total	Yes			key holding	
			0				
	Required Partially Reatration		92			All Sides	
	Required Totally Demonish & new installation (m)		Yes	92	\$300	\$27,600	
	Watchman	No. of man	1				
	Working hour	12					
Hygienic Environment	Number of toilet	M:	2	\$4,000	\$4,000	Damaged	
		F:	0				
		Staff:	1				Damaged
	Damage		Yes				
	Septic Tank		No		New	Construction	
Rehabilitated by Donor		No					
Facility	Class rooms		8		Very	Damaged	
	offices		1		Very	Damaged	
Equipment	Tables & benches		Lack			Benches	
	Educational material		Lack			Equipment	
Utility Supply	Water suppl		No				
	Electricity supply		No				
Others							
PHOTOS							
	SCHOOL HOUSE		EXISTING FENCE				
							
	TOILET		CLASS ROOM				

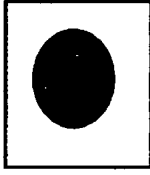
ANNEXE-6
LETTRE DU TRANSFERT

AGENCE JAPONAISE DE COOPERATION INTERNATIONALE

ETUDE DU PLAN DE RECONSTRUCTION URBAINE DE LA VILLE DE KINSHASA



CEERTIFICAT DE REMISE ET DE RECEPTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION
DU BOULEVARD LUEMBA DANS LA COMMUNE DE N'DJILI



L'an deux mil dix, le dix-septième jour du mois de mars, en vertu de la Convention sur l'Etendue des Travaux de l'Etude d'Elaboration du Plan de Reconstruction Urbaine de la Ville de Kinshasa signée en date du 08 août 2007 entre le Gouvernement Provincial de la Ville de Kinshasa et l'Agence Japonaise de Coopération Internationale « JICA » ainsi que l'Accord du Contrat entre la Société de Génie Civil M.W. AFRITEC, SPRL « Entrepreneur » et la JICA en sa qualité de « Client », conclu le 23 juin 2009 et ses Avenants signés respectivement le 13 novembre 2009 pour le premier et le 12 février 2010 pour le second,

La JICA a officiellement remis au Gouvernement Provincial de la Ville de Kinshasa l'ouvrage fini des travaux de réhabilitation du Boulevard Luemba dans la commune de N'djili à Kinshasa conformément au calendrier des travaux, aux Spécifications techniques contenues dans l'Accord du contrat, aux Devis Estimatifs Quantitatifs du texte initial de l'Accord du contrat et des ses deux Avenants signés entre les Parties ainsi qu'au Plan de Recollement à l'issue de l'inspection finale des travaux.

En foi de quoi, l'Agence Japonaise de Coopération Internationale « JICA » a délivré le présent Certificat de remise de l'ouvrage au gouvernement Provincial de la Ville de Kinshasa en république Démocratique du Congo.

Pour la réception

S.E. M. André NIMBUTA YANGO

GOVERNEUR

Pour la remise

M. KONEZAKI EIRO

REPRESENTANT RESIDENT

